

LES

cur réseau

Analyste
Programme

INCOURS

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de

Suppléments de



Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16810 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 11 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties



Immigration : l'Italie régularise 250 000 clandestins

LE GOUVERNEMENT italien a annoncé, mardi 9 février, la régularisation exceptionnelle de 250 000 immigrés clandestins pour l'année 1999, cinq fois plus qu'en 1998. La ministre de l'Intérieur, Rosa Russo Jervolino, a précisé que, dès l'an 2000, la procédure normale des quotas d'immigrés en fonction des besoins serait reprise. Au mois de novembre 1998, une circulaire du ministère avait fixé les règles d'obtention du permis de séjour pour tous les clandestins, qui avaient jusqu'au 15 décembre suivant pour faire valoir leurs droits. 308 233 demandes avaient été déposées, soit huit fois plus que le quota initialement fixé par les autorités. Le gouvernement a donc décidé de régulariser tous les clandestins qui remplissent les critères fixés, et d'expulser les autres.

Lire page 4
et notre éditorial page 13



Tous les cinémas

Les nombreuses sorties de la semaine sont dominées par *Fin août*, début septembre, d'Olivier Assayas et *1001 Pattes*, le nouveau dessin animé des studios Disney.

Avalanche à Chamonix

L'avalanche qui a emporté une douzaine de chalets près de Chamonix, mardi 9 février, a tué au moins dix personnes.

L'Iran vingt ans après le chah

La République islamique, qui fête ses vingt ans et où l'apprentissage de la liberté est laborieux, traverse une crise d'identité.

Paris gagné par le mal des banlieues

Des quartiers de la capitale connaissent les mêmes problèmes que les cités sensibles de sa périphérie.

La parité en débats

Trois répliques au point de vue de Sylviane Agacinski qui défendait la légitimité du projet gouvernemental d'inscrire la parité dans la Constitution.

p. 12 et nos informations p. 31

M 0147-211-750 F



M^{me} Voynet contre « la France revancharde »

● Cible d'agriculteurs, de chasseurs et du lobby nucléaire, la ministre de l'environnement réplique dans un entretien au « Monde » ● Elle dénonce les représentants de « la France d'hier, revancharde, aigrie » ● Quinze agriculteurs mis en examen après le saccage de son bureau

QUINZE SYNDICALISTES de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) ont été mis en examen, mardi 9 février, pour violences et dégradations, après leur intrusion, la veille, dans les bureaux de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, puis à l'Assemblée nationale, des « violences incompatibles avec une société démocratique » et un « exemple déplorable donné à des jeunes que l'on invite, par ailleurs, à respecter la loi commune ». A droite, Christian Jacob, député (RPR) de Seine-et-Marne, proche de Jacques Chirac et ancien président du CNJA, a déclaré que « les actions violentes, on les regrette, on les déplore, mais il ne s'agit pas de les mettre au même niveau que des casseurs ».

Dans un entretien au Monde, M^{me} Voynet déclare qu'elle est « une cible très commode pour une bonne partie de l'opposition, qui essaie de diviser la majorité plurielle ».

« Quand on ne fait rien, dit-elle, on



n'a pas d'ennuis. Que les Verts tirent un certain nombre d'intérêts privés - l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros céréaliers -, c'est un fait. Elle dénonce « la France d'hier, revancharde, aigrie », qui « supporte mal ceux qui ont des choses à dire ». Pour la chef de file des Verts, « des lobbies sont déstabilisés du simple fait que l'on pose des questions ». « Par exemple, précise-t-elle, quand on s'attaque à la sacro-sainte référence à l'indépendance énergétique de la France. Ou lorsque l'on tente de mettre en cause les privilèges de la politique agricole commune. Les petits paysans, eux, ne manifestent pas ».

Se félicitant du soutien que lui a apporté le premier ministre, M^{me} Voynet souligne que « les Verts constituent désormais un pôle incontournable de la gauche » et que « celle-ci ne se réduira plus jamais au face-à-face PS-PCF ». Elle souhaite que les partis de la majorité adoptent « un code de bonne conduite » pour les élections européennes.

Lire page 5

Le procès du sang

Les victimes dénoncent une « mascarade » devant la Cour de justice de la République

Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé clament leur innocence

Procédure « surréaliste » pour une première journée d'audience confuse

Lire pages 8 et 9

La madeleine de Proust sur le marché aux poissons des Vikings

S'IL EST VRAI que, pour se souvenir, il faut avoir oublié, il n'en est pas moins vrai que, pour se souvenir, il faut aussi, parfois, avoir oublié. Dans une étude publiée mercredi 10 février par le *British Journal of Psychology*, deux chercheurs britanniques mettent en évidence comment l'olfaction peut aider le processus de remémoration. John Aggleton et Louise Waskett (université de Cardiff) ont tiré profit d'un musée unique, le Jorvik Viking Centre d'York (Grande-Bretagne), où, assis dans une « voiture à remonter le temps », le visiteur traverse la ville d'York telle qu'elle devait être en 948, en pleine occupation viking. Pour mieux saisir l'atmosphère de l'époque, aux scènes reconstituées s'ajoutent des odeurs caractéristiques : bois brûlé, pommes, ordures, viande, marché aux poissons, goudron, terre.

Pour leur étude, M. Aggleton et M^{me} Waskett ont fait appel à quarante-cinq personnes ayant effectué cette visite si particulière des années auparavant. Divisés en trois groupes, ces cobayes devaient répondre à un test portant sur ce qu'ils avaient vu chez les Vikings. Pour l'ai-

der à se remémorer, le premier groupe disposait de flacons renfermant les odeurs du musée. Le deuxième pouvait, lui, respirer des senteurs actuelles (café, menthe, rose, produit antiseptique, noix de coco, sirop d'érable, rhum). Le troisième servait de groupe témoin. Résultats : le groupe 1 livrait le meilleur taux de bonnes réponses, devant le groupe témoin, le groupe 2 fermant la marche, comme si les parfums d'aujourd'hui avaient brouillé l'appel aux souvenirs.

Mais l'expérience ne s'achevait pas là. Dans une seconde phase, on échangeait les échantillons des groupes 1 et 2. Et là, surprise. Si le taux de bonnes réponses du premier ne variait pas, celui des cobayes ayant désormais à leur disposition les « vraies » fragrances progressait de près de 20 %. Pour les auteurs de l'étude, ce résultat spectaculaire confirme la persistance, l'utilité et la puissance d'évocation des souvenirs olfactifs. Même si l'odorat chez l'homme a quelque peu dégénéré, la solidité des souvenirs qu'il laisse n'a pas d'égal parmi les autres sens, d'autant plus qu'une forte

charge émotionnelle accompagne souvent les parfums. A tel point que les chercheurs, en hommage à celui qui sut le mieux s'approcher d'un phénomène aussi indescriptible que les odeurs elles-mêmes, ont qualifié la mémoire olfactive de « syndrome de Marcel Proust ».

Le narrateur du *Temps retrouvé* finit en effet par comprendre le mécanisme subtil et presque insaisissable qui lui a permis, en de rares occasions, de vaincre la terrible force d'oubli du présent : « Qu'un bruit, qu'une odeur, déjà entendu ou respiré jadis, le soient de nouveau, à la fois dans le présent et dans le passé, réels sans être actuels, idéaux sans être abstraits, aussitôt l'essence permanente et habituellement cachée des choses se trouve libérée, et notre vrai moi qui, parfois depuis longtemps, semblait mort, mais ne l'était pas entièrement, s'éveille, s'anime en recevant la céleste nourriture qui lui est apportée. Une minute affranchie de l'ordre du temps a recréé en nous, pour la sentir, l'homme affranchi de l'ordre du temps ».

Pierre Barthélémy

Lire page 6

Du Kosovo à Moscou : la poudrière de l'orthodoxie

TERRE sacrée du Kosovo... Sanctuaire de la nation serbe, riche de plus d'un millier de monastères, églises et ermitages, cette province est l'une des plaies brûlantes de l'orthodoxie. Dans l'imaginaire balkanique, où l'histoire, la religion et l'éthnie ont toujours été liées, pour le meilleur et plus souvent pour le pire, le Kosovo est d'abord le lieu d'une mémoire blessée.

C'est la défaite serbe du Champ des merles qui, en 1389, a ouvert la porte à l'invasion turque et préparé cinq siècles d'occupation ottomane. Après le Kosovo tombèrent les autres « dominions » : Constantinople en 1453, Athènes en 1456, Belgrade en 1521. Face à la revendication d'autonomie albanaise - et musulmane -, comment s'étonner que ce pays soit redevenu une poudrière ?

Le patriarche de Serbie viendra pour la première fois à Paris, jeudi 11 février, afin de faire pression sur les négociateurs de Rambouillet. Dans un document publié le 5 février à Belgrade, l'épiscopat orthodoxe rappelle que le Kosovo est, pour les Serbes, « ce qu'est Jérusalem pour les juifs et Notre-Dame de Paris pour les Français ». Accepter un statut d'autonomie

interne équivaudrait à « priver le peuple serbe de sa mémoire et de son identité spirituelle ». Comme les chrétiens obligés hier de fuir Constantinople ou le Proche-Orient, ceux de Serbie seraient contraints, demain, à l'exode par l'Albanais musulman. Guerre de religions ? Dans l'orthodoxie, l'Eglise a toujours joué le rôle de porte-parole et de garant des intérêts de son « peuple ».

En Serbie, même si les lieux de culte sont souvent vides, elle reste la religion des pères. Mais faire de la hiérarchie orthodoxe l'alliée des ultranationalistes et des boutefeux du Kosovo serait caricatural. Depuis longtemps, le patriarche de Belgrade a pris ses distances avec le régime de Slobodan Milosevic. Voislav Seselj, vice-premier ministre, vient d'accuser de « trahison » Mgr Arthem, le « misérable évêque » du Kosovo, présent à Rambouillet, jugé trop mou en raison de ses appels à une solution négociée et démocratique.

Henri Tincq

Lire la suite page 13,
nos informations page 4
et notre enquête sur le massacre
de Racak page 11

Les frères du Stade de France



JAMEL SANDJAK

APRÈS LES ÉCHECS de Saint-Denis-Saint-Leu et du Red Star, l'Olympique de Noisy-le-Sec a l'ambition de devenir le club de football résident du Stade de France. A l'initiative de ce projet, Jamel Sandjak et ses frères : le directeur de Noisy en a fait un club atypique combinant une équipe de haut niveau à une activité sociale vers les jeunes de banlieue.

Lire page 21

International	2	Tableau de bord	17
France	5	Aujourd'hui	20
Société	7	Météorologie-Jour	24
Carnet	9	Culture	25
Régions	10	Guides culturels	28
Horizons	11	Kiosque	29
Entreprises	14	Abonnements	29
Communication	16	Radio-Télévision	30

ANNIVERSAIRE Vingt ans après la chute, le 11 février 1979, du régime impérial de Mohamad Reza Pahlavi, l'Iran cherche toujours à gérer le legs de la révolution islamique,

dont conservateurs et réformateurs se considèrent comme les véritables gardiens. ● L'APPRENTISSAGE des libertés, depuis l'accession, en août 1979, du réformateur Mohamad

Khatami à la présidence de la République islamique, se fait laborieusement, au gré des conflits. ● LA CULTURE est pour l'heure le principal secteur bénéficiaire de la politique

de tolérance prônée par le gouvernement, à condition de respecter les interdits imposés, selon le gouvernement, par l'Islam. Dans un entretien au Monde, le ministre de la culture

et de l'orientation islamique, Ataollah Mohadjariani, affirme que les résultats des enquêtes sur les récents meurtres d'opposants et d'intellectuels seront rendus publics.

Le tortueux chemin vers davantage de démocratie en Iran

Vingt ans après la chute du régime impérial, le pays continue de traverser une crise d'identité qui reflète en grande partie les conflits d'intérêts entre les différentes factions au pouvoir. Alors que les violences se multiplient, les Iraniens s'interrogent sur l'efficacité des compromis

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale. Khatami est le dernier rempart de la République islamique, écrit récemment le quotidien *Salam*, proche des amis du président réformateur, Mohamad Khatami. C'est un message clair aux adversaires conservateurs du président, commente un homme d'affaires, et ce message signifie : cessez de lui chercher noise, parce que sa défaite ouvre la porte à l'inconnu.

Au moment où l'Iran fête le vingtième anniversaire de la chute du régime impérial, et un an et demi après l'accession à la présidence de M. Khatami, ses amis font assaut de fidélité aux principes de la révolution, comme effarés d'être pris pour des révisionnistes, et dépassés par ceux qui veulent les voir accélérer les réformes et brûler les étapes. Les différences de vues ayant dégénéré en disputes très vite devenues de notoriété publique, les actes de violence se multiplient au grand désarroi de tous. Aussi, le risque grandit-il de voir les affaires traitées en coulisses, aux dépens de la clarté dont le président s'est fait le héraut.



Malgré un progrès inédit en matière de transparence, et pour ce qui est de la liberté d'expression, les Iraniens s'interrogent. Les mêmes qui, en juillet, qualifiaient de « politique » et « factieuse » la condamnation à cinq ans de prison ferme du maire réformateur

de Téhéran, Gholamhossein Karbaschi, se demandent aujourd'hui si la réduction récente de cette peine ne cache pas une transaction politique. Plus grave, ils s'interrogent sur la caution donnée par le Guide de la République, Ali Khamenei, figure de proue des conservateurs, à la divulgation d'une partie des résultats de l'enquête à propos des meurtres d'opposants et d'écrivains, en novembre et en décembre 1998, à Téhéran.

Augure-t-elle une réelle conversion à l'Etat de droit, ou vise-t-elle au contraire à circonscrire les dégâts pour passer des compromis qui protégeraient des puissants ? Pour Ibrahim Yazdi, chef du Mouvement de libération de l'Iran (une formation d'opposition tolérée mais jamais légalisée), il ne fait aucun doute que des compromis ont déjà été passés. « D'accord pour les compromis, dit-il, s'ils visent à juguler définitivement la violence. Mais si c'est pour un simple répit, au terme duquel les

actes de violence reprendraient de plus belle, alors non ! » Pour lui, les signes avant-coureurs ne sont pas très encourageants. Les attaques nominatives continuent dans la presse ultraconservatrice. Des actes de violence sont toujours commis ici et là. Certains sont connus. En janvier, un religieux proche du président Khatami, l'ayatollah Jalaleddine Taheri, avait été pris à partie par des intégristes lors de la prière du vendredi à Isfahan. Des intellectuels affirmant avoir fait l'objet de menaces de mort. Des crimes qui peuvent aussi bien être crapuleux que politiques sont signalés à Téhéran.

COUP DE BALAI

Et puis, alors que certaines décisions prises par le gouvernement de M. Khatami sont jugées indubitablement bonnes, leur traduction dans les faits donne lieu à des cafouillages politiques qui les vident d'une partie au moins de leur intérêt : il en va ainsi des élections municipales prévues le 26 février, et qui seront une première dans l'histoire de l'Iran. Par définition, des élections locales devraient encourager la décentralisation. Or, explique un spécialiste, non seulement aucune campagne digne de ce nom n'a été menée en province pour en expliquer l'enjeu, mais l'objectif n'en est pas évident.

Les maires seront débarrassés des maires fossilisés désignés jusqu'à présent par le pouvoir central - ce qui est une bonne chose -, mais le pouvoir exécutif demeurera aux mains des gouverneurs, qui, encore heureux, ont entièrement été changés par le gouvernement. Cela ressemble davantage à un véritable coup de balai qu'à des élections municipales au sens propre, ajoute-t-il.

La phase transitoire que traverse l'Iran peut expliquer ces tensions et justifier quelques « manipulations ». Mais rien, hormis la

parole de M. Khatami, ne garantit que les choses se passeront mieux à l'avenir. Comme le dit un haut fonctionnaire : « Le système était en train de pourrir de l'intérieur. Khatami veut arrêter le processus. Mais pour l'instant, c'est un one man show. Même son gouvernement est une équipe de compromis. Je prie pour que le pays fasse preuve de patience. »

A cet égard, une conversation entre trois « enfants » de la révolution, est éloquent : « L'Iran est en état d'étourdissement. Chaque clan a peur de l'autre. Ils se considèrent tous comme les fils de la révolution, mais chacun a sa propre définition de cette révolution », dit l'un. « Les conservateurs ont compris qu'il est désormais très dif-

Dans les manifestations d'étudiants on crie « mort au despotisme » ; « changez (Mohamad) Yazdi » (le chef ultraconservateur du pouvoir judiciaire) ; « on ne veut pas de ce Parlement ! » Il y a un an, personne n'osait dire mort au despotisme dans ce pays. Cela fait peur à Khatami aussi, parce qu'il ne savait pas que l'Histoire le chargerait de changer les choses. L'aurait-il su qu'il n'aurait jamais été candidat. Ses intérêts sont ceux du système, et si le système disparaissait, il disparaîtrait avec lui. »

S'ils se disent satisfaits de la détermination de M. Khatami à faire respecter la loi, « un vocabulaire qu'il n'avait aucun sens jusqu'à présent », ils affirment que, comme « la majorité des Ira-

Démission du ministre des renseignements

Le président iranien Mohamad Khatami a accepté, mardi 9 février, la démission du ministre des renseignements, Ghorbanali Dorri-Najafabadi, un membre-clé du gouvernement et figure controversée depuis une récente vague d'assassinats d'intellectuels et d'opposants. Cette démission est consécutive à l'aveu sans précédent, début janvier, par ce ministre, de l'implication de certains de ses agents dans ces meurtres, qui ont provoqué une vive émotion dans le pays et ouvert une grave crise politique. Bien que demandée depuis des semaines par les proches du président Khatami, la démission de ce ministre conservateur semble avoir été précipitée par les pressions personnelles du chef de l'Etat. La presse proche du gouvernement affirme depuis plusieurs jours que M. Dorri-Najafabadi serait remplacé par un autre religieux conservateur, Rhodjateslam Ali Youmsei, actuellement le chef de la justice militaire et l'un des trois membres de la commission spéciale présidentielle d'enquête sur les meurtres.

facile de renverser la vapeur, mais ils s'accrochent quand même », renchérit un autre. « Ce qui risque de déséquilibrer l'Iran, ce n'est ni l'un ni l'autre camp. Il y a un changement de génération en Iran, dit le troisième. La génération qui a fait la révolution a vieilli. Aujourd'hui, les deux factions tentent de recruter les jeunes. Pour le moment, Khatami joue gagnant, mais les foyers de contestation se multiplient dans les universités, les lycées, les stades.

M. Na.

Ataollah Mohadjariani, ministre de la culture et de l'orientation islamique

« La liberté s'apprend et, en Iran, ce pourrait être long »

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale. « Votre ministère est supposé être - et a été - le plus conservateur de la République islamique. Il est aujourd'hui le plus ouvert.

- Vous exagérez. Vous oubliez que le président Khatami a été à la tête de ce ministère pendant dix ans. Mais c'est vrai que l'évolution des choses peut donner cette impression. Un exemple : des films qui n'étaient plus projetés, tel *Banou*, de M. Merdouni, ou *L'homme de neige*, de M. Bagheri, ou encore *La Visite*, de M. Honamand, sont aujourd'hui en salle. De nombreux cinéastes qui participent au Festival Fair ont le sentiment que leurs films n'auraient jamais été autorisés, n'aurait été Khatami. C'est le cas du film *La Dame de mai*, de Rahchan Banietemad. L'une des plus célèbres femmes cinéastes iraniennes. Beaucoup de livres qui n'étaient pas autorisés vont être publiés. Les opposants du gouvernement ont eux aussi gagné à ces libertés.

- Est-ce que cela signifie que vous faites une nouvelle lecture de l'Islam ?

- C'est exact. L'Islam est une religion tolérante. Nous savons que les artistes respecteront d'eux-mêmes les limites imposées par les normes islamiques. Auparavant, les scénarios des films devaient être relus, réécrits, corrigés [par la censure]. Aujourd'hui nous leur faisons confiance et nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de les surveiller si brutalement.

- Les intellectuels disent que les choses vont beaucoup mieux qu'avant, mais des journaux sont fermés, d'autres sont suspendus, des journalistes sont arrêtés.

M. Na.

- Aucun pays ne peut prétendre respecter une absolue liberté d'expression. Un bon exemple est l'affaire Roger Garaudy en France. Mehdi Bazargan [l'ancien premier ministre] disait que la liberté n'est ni garantie ni un but à atteindre. La liberté s'apprend. Il y a fait plus ou moins de temps selon les pays et, en Iran, cela pourrait être long et requièrerait davantage de tolérance.

- Est-ce que cela veut dire que le président Khatami doit faire des compromis et que, d'un compromis à l'autre, sa politique risque de perdre son âme ?

- Le gouvernement ne peut pas ignorer les vues de ceux qui, au Parlement, au sein du pouvoir judiciaire, parmi les hommes de religion, n'approuvent pas sa politique. Nous devons nous rappeler qu'il ne reste plus que deux ans avant le terme du mandat présidentiel, que nous avons encore beaucoup de choses importantes à faire et que nous devons pour cela réduire les antagonismes. Le président Khatami est en train d'appliquer tout ce qu'il a promis. On ne se comporte pas de la même manière, selon qu'on est candidat ou président en exercice. Aujourd'hui, le président Khatami s'adresse à toute la nation et non plus seulement à ses partisans. Je considère qu'il ne fait pas de compromis.

- Avez-vous éprouvé un sentiment de défaite après les meurtres d'écrivains ? Y avez-vous vu un message, d'autant que vous avez vous-même été agressé en septembre et que certains députés menacent aujourd'hui de vous retirer leur confiance ?

- Je n'ai pas éprouvé un sentiment de défaite. J'ai été très profondément



ATAOLLAH MOHAJARIANI

dément peiné et j'ai essayé de réduire l'impact de ces meurtres sur les écrivains. Nous avons dit aux familles des victimes que nous ferions tout ce que nous pouvions pour subvenir à leurs besoins, si elles en ont. Je n'ai par ailleurs vu aucun message particulier dans ces meurtres dont les auteurs ne savent pas ce qu'un message veut dire. Je n'ai pas pris au sérieux l'agression dont j'ai été victime, ni n'ai voulu porter cette affaire devant la justice. Les agresseurs étaient des gens portés sur la violence et ils ont perdu leurs nerfs. Quant au vote de confiance, souvenez-vous qu'au moment de l'investiture du gouvernement [en août 1997], mes adversaires ont tout fait pour que je n'obtienne pas la confiance du *majlis* (Parlement). Ils n'ont pas réussi. Si la question de confiance était à nouveau posée aujourd'hui, elle aurait encore moins de chance de passer, parce que je connais désormais mieux ces gens, et que j'ai établi avec eux de meilleures relations.

- Etes-vous de ceux qui pensent que toute la vérité doit être dite à propos des meurtres d'opposants et d'intellectuels,

ou pensez-vous, comme d'autres, qu'il vaut mieux traiter l'affaire en coulisses ?

- Il ne fait aucun doute que toute la vérité doit être dite au public, bien que le plus important ait déjà été dit. Mais cette affaire est beaucoup plus compliquée qu'il y paraît. L'enquête continue parce que nous n'excluons pas du tout la possibilité d'une intervention d'agents étrangers dans cette affaire. N'étant pas au courant des détails, je ne saurais dire de quelle sorte d'interférence il s'agit. Lorsque l'enquête aura abouti, les résultats en seront annoncés. Les enquêteurs tentent de remonter le parcours des personnes impliquées [des agents du ministère des renseignements selon un communiqué officiel] depuis le début de la Révolution, de savoir avec qui ils étaient en contact, ce qu'ils ont fait.

- Le président Khatami réclame l'application de la loi. Mais à ce jeu, vos adversaires politiques sont en train de gagner.

- C'est vrai. Mais au moins savent-ils désormais qu'ils sont liés par la loi. Et quand nous réclamerons le respect de la loi, nous devons l'appliquer à tous. Si ma remise en cause se fait à travers le Parlement, j'admettrai volontiers. Ce serait un acte légal. Au Parlement par exemple, certains groupes [les conservateurs] ont la majorité. Ils ont ainsi la possibilité de tourner les lois à leur avantage. Mais ils pourraient devenir une minorité dans le prochain Parlement [des législatives sont prévues au printemps 2000, NDLR]. C'est dans la logique des choses.

Propos recueillis par Mouna Naim

« Djamee-Tous-Néchat » ou les limites de la liberté de la presse

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale. *Djamee-Tous-Néchat*, c'est l'histoire de trois titres qui illustrent la détermination d'une équipe de journalistes à ne pas laisser mourir un projet et tracer les limites de la liberté d'expression en Iran à l'heure actuelle. Des limites qui - l'avenir le dira - pourraient être le plafond de tolérance de la République islamique, y compris pour son allié réformiste.

Un nouveau quotidien, *Néchat* (Activité), devrait voir le jour vers la fin février à Téhéran. Il est l'héritier de deux autres titres, qui n'ont jamais eu le temps de s'épanouir : *Djamee*, créé en février 1998, dans l'euphorie de l'accession à la présidence de la République du réformateur Mohamad Khatami, et fermé par une décision de justice en juin ; et *Tous*, paru dans la foulée, aux mains de la même équipe, et disparu quarante-cinq numéros plus tard, pour atteinte aux intérêts de l'Etat, avec, à la clé, trente-cinq jours de prison pour le président de son conseil d'administration, Hamidreza Jalalpour, et son rédacteur en chef, Machaollah Chamsolvazaine. Ce dernier est convaincu qu'il doit sa remise en liberté à l'intervention personnelle de M. Khatami.

Avec quelque 400 000 dollars (333 000 euros) de dettes, un tirage de 200 000 exemplaires par jour - un record, à une exception près, le quotidien *Hamsah* - et la détermination intacte de relancer son quotidien, l'équipe prépare la parution de *Néchat*. Non sans avoir, dit M. Chamsolvazaine, tiré une leçon essentielle : « La démocratie est un champ de mines », et il faut savoir où on met les pieds. Car, au-delà des arguments officiels qui ont justifié leur fermeture, ce qui est reproché à *Djamee* et *Tous*, y compris par des proches du président Khatami, c'est de ne pas avoir respecté les règles du jeu du système iranien, et donc de risquer de le mettre en danger.

Djamee et *Tous* faisaient de l'« agit-prop » sans le dire, accuse Abbas Abdi, rédacteur en chef du journal *Salam*, qui fut l'un des principaux artisans de la victoire du candidat Khatami. « Ils ne cherchaient pas à réformer le système, mais à le renverser, dit-il. Dans leur colonne satirique, ils traitaient de problèmes extrêmement sérieux. Ils se laissaient conduire par un lectorat aussi irresponsable qu'un cheval fou totalement incontrôlable... » Et si, ajoute-t-il, d'autres quotidiens, tels

Sobh Emrouzi et *Khordad* - dont la liberté de ton surprend tout le monde ici - n'ont pas subi le même sort, c'est parce que leur objectif est d'amener la République islamique à adopter les réformes nécessaires à son bon fonctionnement et non de laisser s'écrouler la voûte qui la soutient.

« Chacun sait que nous sommes des intellectuels islamistes, acteurs et fils de la révolution, que nous sommes des réformateurs et non des révolutionnaires », rétorque M. Chamsolvazaine. *Djamee* et *Tous* ont payé pour « leur indépendance » par rapport aux factions au pouvoir. Peut-être, remarque-t-il, dans la situation actuelle, un journal ne peut-il pas être totalement indépendant des courants politiques. « Peut-être ne peut-on pas assurer de pair un travail frontaliste (face aux forces conservatrices), et l'indépendance de la presse », L'équipe tentera en tout cas de mieux s'identifier entre les lignes de *Néchat*.

MAUVAIS PRÉSAGE ?

Si *Djamee* et *Tous* étaient soucieux de leur indépendance, ils auraient dû être plus prudents, commente un autre journaliste. La rédaction croyait faire un journal pour la Suisse. Ils ont indiscutablement donné une leçon de journalisme à la presse. Cela étant dit, en République islamique, que les réformateurs soient ou non au pouvoir, on ne peut pas écrire impunément, par exemple comme l'a fait *Tous*, que l'ayatollah Rouhollah Khomeiny a demandé en 1978 l'asile politique à la France, même en l'attribuant à l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing. « C'est chose quasi sacrilège. » Il ne faut pas attendre de la République islamique la même conception de la tolérance qu'en Occident. C'est trop lui demander.

Le débat sur la liberté de la presse est en tout cas ouvert. Une de ses manifestations les plus spectaculaires est la récente démission du vice-ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ahmad Borghani, qui refuse d'être « le fossoyeur de la presse ». Certains considèrent que son départ est un mauvais présage. Pour d'autres, Borghani ou pas, la boîte de Pandore ne peut plus être refermée. Les quotidiens, disent-ils, sont désormais des courriers de relais, chacun découvrant, à travers les déboires des autres, jusqu'où il est permis d'aller trop loin.

... dans une conjoncture... par la chute des co...

ne offre d'hélicoptère



La Syrie vote dans une conjoncture économique déprimée par la chute des cours du pétrole

L'Etat omniprésent est privé de moyens pour moderniser

Le vote, mercredi 10 février, pour la reconduction du président Hafez El Assad à la tête de l'Etat syrien prend place dans un climat de mo-

rosité économique. La division du prix du brut par deux a limité la croissance à 2 % en 1998, niveau insuffisant dans un pays en forte expan-

sion démographique. Les projets d'investissement sont retardés. Les investisseurs privés sont rebutés par l'archaïsme juridique et étatique.

DAMAS

de notre envoyé spécial

Heureux les pâtisseries, les fabricants de banderoles et les musiciens ! La campagne en faveur de la reconduction du président Hafez El Assad pour un cinquième septennat consécutif - le vote a lieu mercredi 10 février - aura eu un effet considérable sur leurs carnets de commandes. La profusion des affiches et des calicots et la munificence des madafas, ces tentes installées au coin des rues par de riches entrepreneurs où la bonne société se retrouvait en soirée dans une atmosphère de fête, n'ont pu pourtant faire oublier totalement les difficultés économiques.

Selon les estimations du poste d'expansion économique français, la croissance, en baisse depuis 1995, n'a pas dépassé 1,9 % en 1997 et 2 % en 1998. Comme la pression démographique ne se dément pas (le taux d'accroissement de la population est toujours supérieur à 3,2 %), le pays n'évite pas le sans-emploi même s'il n'existe aucune statistique officielle du chômage.

PRIVATISATIONS HÉRÉTIQUES

L'Etat s'efforce tant bien que mal de répondre à la demande en gonflant les effectifs de ses fonctionnaires et absorberait ainsi la moitié des 150 000 hommes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Mais les salaires qu'il verse sont maigres. Depuis 1993, le pouvoir d'achat de la fonction publique aurait baissé de 15 % à 20 %. Les Syriens ont donc pris l'habitude d'exercer simultanément deux, voire trois métiers. Le chan-

tier de la reconstruction, au Liban, a attiré par ailleurs des centaines de milliers de travailleurs qui se sont ajoutés au saisonniers employés dans l'agriculture. Mais la crise économique n'épargne pas non plus le pays du Caire ; évalués à 350 millions de dollars (environ 330 millions d'euros) les transferts rattachés vers la Syrie, toutes origines confondues, auraient chuté de moitié.

breux projets d'investissement ont été retardés, laissant une grande partie des installations dans un état archaïque. Les privatisations sont encore hétéroclites, les lois parfois contradictoires, le secteur public pesant et inefficace, le système bancaire défilant : tout, ou presque, concourt à décourager les investisseurs. Les principaux barons de l'économie syrienne sont avant tout des prêteurs assis sur

Mais Damas traîne les pieds, redoutant que l'ouverture économique n'entraîne indirectement une remise en cause du pouvoir politique. Le chef de la délégation de la Commission européenne, Marc Pierlat, ne cache pas son inquiétude. « La Syrie prend le risque de perdre sa crédibilité, estime-t-il, elle doit à présent dépasser ses réticences ».

Après les accords survenus avec la France et la Banque mondiale, le pays n'est d'ailleurs toujours pas parvenu à trouver un terrain d'entente à propos de sa dette vis-à-vis de l'Allemagne et surtout de la Russie, ce qui alimente le scepticisme sur l'annonce du contrat d'armement de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) conclu officiellement au début du mois avec Moscou. Dans son premier grand entretien accordé le 4 février au journal libanais *Al-Kifayah al-arabi*, le fils du président syrien, Bachar El Assad, dont l'influence est grandissante, évoque la possibilité de « nouvelles perspectives dans les domaines économique et social ». « Nous avons besoin de faire un effort plus grand (...) Des mesures importantes seront prises prochainement en ce sens », promet-il. Ces propos ne dissipent pas les doutes des observateurs. Ils se sont lassés de lire dans la presse officielle syrienne des appels aux réformes qui sont ensuite restés lettre morte. Le même scepticisme accueille le replâtrage ministériel qui est annoncé pour après la réélection du président syrien.

Gilles Paris

La Turquie écarte une offre d'hélicoptères franco-allemands

LA TURQUIE n'a pas retenu une proposition que lui avait adressée le groupe franco-allemand Eurocopter de lui livrer des hélicoptères de transport militaire dans le cadre d'un plan d'équipement plurianuel et portant sur quelque 150 à 200 exemplaires au total. La semaine dernière, Ankara a choisi le constructeur américain Sikorski pour, dans un premier temps, 50 hélicoptères Blackhawk.

Officiellement, Ankara n'avait pas lancé d'appel d'offres, mais Eurocopter avait pris l'initiative, face à Sikorski, de rédiger « une proposition non sollicitée » à partir de son hélicoptère de transport Cougar. Pour convaincre Ankara, Eurocopter a fait valoir un précédent, à savoir qu'il avait été choisi en 1997, par la Turquie, pour fournir 21 Cougar sans en compter 29 autres assemblés sur place. Dès lors, les Turcs pouvaient continuer à user du même modèle.

NON-DITS POLITIQUES

Ankara n'a pas voulu examiner la proposition franco-allemande. Ce qui est un camouflet commercial qui se fonde, en réalité, sur des non-dits politiques. La France est,

en la matière, autant visée que l'Allemagne. La France, d'abord. L'adoption, le 29 mai 1998, par les députés français, d'une proposition de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915 a souverainement déçu aux dirigeants turcs, qui ont bloqué une série de contrats avec la France, parmi lesquels la vente de missiles antichars Eryx - celle-ci semble ne plus être tout à fait dans la même impasse depuis le début de 1999. L'Allemagne, ensuite. Les relations se sont tendues entre Bonn et Ankara après que les Allemands, jugeant que la Turquie bafouait les droits de l'homme, se sont opposés, l'été dernier, à la présentation en vol par les Français, au profit de l'armée turque, de l'hélicoptère d'attaque Tigre, qui est en cours de développement chez Eurocopter.

En dépit du rejet du Cougar par la Turquie, face au Blackhawk, les partenaires français d'Eurocopter n'ont pas perdu l'espoir de présenter le Tigre à leur client éventuel. Ankara a, en effet, exprimé le besoin de disposer à terme de quelque 150 hélicoptères armés (soit 16 milliards de francs ou 2,45 milliards d'euros). Outre le Tigre, sont

en compétition l'Apache et le Super Cobra américains, le Kamov-30 russe et le Mangusta italien avec, dans ces deux cas, la coopération de l'Israélien IAI.

Si le ministère américain du commerce a donné son feu vert, le Congrès doit encore y ajouter le sien dans la mesure où l'Apache comme le Super Cobra sont des machines autrement plus « agressives » que le Blackhawk.

L'offre concernant le Tigre a obligé - sur la demande des Turcs qui veulent obtenir des performances supérieures à masse maximale et à haute altitude - le groupe franco-allemand à mettre au point un hélicoptère propulsé par deux turbines américaines, au lieu des

turbines actuelles conçues par l'association Rolls Royce-Turbomeca. Mais, surtout, les deux partenaires d'Eurocopter ont dû ouvrir des discussions entre eux sur le fait de savoir si les accords conclus par Michel Debré et Helmut Schmidt, du temps où ils étaient ministres de la défense, restent toujours en vigueur. Ces accords stipulaient que chaque pays, dans le cadre d'un matériel militaire produit en commun, est libre de l'exporter et que, dès lors, son associé ne peut pas s'opposer à la vente. Auquel cas, la France pourrait, s'agissant du Tigre, se dispenser de l'autorisation de Bonn.

Jacques Isnard

Ethiopie-Erythrée : le médiateur de l'ONU s'inquiète du surarmement des belligérants

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Interrogé sur le nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique, l'ambassadeur britannique à l'ONU n'hésite pas une seconde : « C'est une guerre totalement stupide ! » lance Sir Jeremy Greenstock. Un conflit qui, pour une fois, n'est pas une guerre civile mais un affrontement entre Etats et qui a déjà fait des centaines de victimes. Le conseil de sécurité reste pourtant prudent. Le projet de résolution qu'il devait adopter, mercredi 10 février, appelle simplement à un cessez-le-feu. Le conseil, explique un ambassadeur visiblement irrité, « entend s'impliquer par étapes. Mais je ne comprends pas, il aurait fallu au moins faire référence au chapitre sept », une clause qui rend ses décisions contraignantes. Selon cet ambassadeur et bien d'autres, la voie de la prudence adoptée par le conseil face à ce nouveau conflit en Afrique est « dictée » par les Etats-Unis.

L'attitude américaine irrite en effet un grand nombre de diplomates, y compris à l'intérieur de l'ONU. Selon l'un d'entre eux, la communauté internationale aurait ainsi perdu « plus de trois mois » car Washington - qui vient d'appeler les deux pays à « arrêter immédiatement les combats » et de demander au « gouvernement éthiopien à

cesser d'utiliser son aviation » - avait décidé de confier le dossier à l'ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Clinton, Anthony Lake, qui « ne connaît ni la région ni son histoire ». Ayant échoué, dit-on à New York, les Américains ont rendu, la semaine dernière, le bébé presque mort à l'ONU, en le confiant au médiateur des Nations unies, le diplomate algérien Mohamed Sahnoun.

De retour, mardi 9 février d'Addis Ababa et d'Asmara, où il s'est entretenu avec le premier ministre éthiopien Meles Zenawi et le président d'Erythrée Issaias Afwerki, M. Sahnoun se dit « très inquiet ». Cette guerre, expliquait mardi le diplomate algérien lors d'un entretien accordé au *Monde*, « est extrê-

mement dangereuse, car les belligérants ont eu le temps de s'équiper avec des armements ultra-modernes ». Selon lui, « une guerre n'est pas une guerre comme au Rwanda ou en Sierra Leone, ce n'est pas un conflit à la machette, c'est une guerre moderne avec des missiles, des bombardiers, des avions de chasse ainsi que des mercenaires qui savent ce qu'ils font ».

Pour M. Sahnoun, le conflit est d'autant plus étonnant que les deux dirigeants sont « des véritables hommes d'Etat et étaient les meilleurs amis ». Pourquoi-ont-ils alors décidé de se battre ? Selon l'ambassadeur Sahnoun, le conflit a commencé lorsque l'Erythrée, qui utilisait la devise éthiopienne, a décidé, en 1996, de créer sa propre

monnaie, ce qui a engendré « des tensions dans les domaines économiques et commerciaux ». La guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée « n'est donc pas uniquement un problème frontalier ». L'indépendance de l'Erythrée, déclarée en 1993, avait été, explique le médiateur de l'ONU, « acceptée dans l'euphorie [de l'époque] mais elle n'a jamais été digérée ».

LES MAINS VIDES

M. Sahnoun qui devait, mercredi, rendre compte de sa mission au conseil de sécurité, admet être revenu « les mains vides ». Selon lui, il appartient d'abord à l'Organisation de l'unité africaine, dont le plan de paix est à la base des négociations diplomatiques, de s'en charger « au plus haut niveau ». Pour sa part, le conseil de sécurité pourrait, estime-t-il encore, imposer un embargo sur les armes aux deux pays. Mais un ambassadeur membre non permanent du conseil résume ainsi le dilemme du conseil de sécurité face à la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée : « Dès demain, on demandera aux deux parties d'arrêter les hostilités. Quelques jours plus tard, on adoptera peut-être une résolution, voire des sanctions... Et après, que fera-t-on ? »

Afsané Bassir Pour

PEUGEOT
NEUBAUER
de 77

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

Le gouvernement italien va procéder à la régularisation de 250 000 immigrés

Le nombre initialement prévu était fixé à 38 000

Le gouvernement italien a publié, mardi 9 février, lors du conseil des ministres, un décret-loi permettant de procéder à la régularisation d'en-

viron 250 000 immigrés pour 1999, soit cinq fois plus que l'année précédente, où le quota avait été fixé à 58 000. Le gouvernement a prévu que

dès l'an prochain la procédure normale des quotas en fonction des besoins serait à nouveau en vigueur (lire aussi notre éditorial page 13).

ROME

de notre correspondant
Pour la ministre de l'Intérieur, Rosa Russo Jervolino, la mesure de régularisation de 250 000 immigrés décidée par le gouvernement italien est exceptionnelle et a pour but de légaliser et d'intégrer tout un volant de main d'œuvre en situation irrégulière dans le pays. Dès l'an prochain, a-t-elle précisé, la procédure normale des quotas en fonction des besoins sera reprise. « Ce chapitre est clos, et le cours normal des choses reprendra », a-t-elle ajouté. Mais quelles sont les raisons de cette procédure exceptionnelle ? Elle fait suite à la circulaire du ministre de l'Intérieur qui, à compter du 4 novembre, avait fixé les règles d'obtention du permis de séjour pour tous les clandestins. Et cela afin de réduire le nombre d'irréguliers estimés à 235 000 par le ministère de l'Intérieur et à 295 000 selon d'autres sources pour une population d'immigrés en situation régulière évaluée à 1 100 000 personnes. Tous les candidats avaient jus-

qu'au 15 décembre pour faire valoir leurs droits. Pour ce faire, ils devaient remplir quatre conditions : être présent sur le territoire italien avant le 27 mars, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'immigration, justifier d'un travail et d'un hébergement et ne pas avoir de condamnation pénale.

RÉPRESSION RENFORCÉE

Ce fut un véritable raz de marée. Les consulats et les préfectures furent pris d'assaut car le nombre de places était en principe limité à 38 000 par un décret du 16 octobre. D'énormes queues se sont constituées dans les principales villes d'Italie, notamment dans le Nord. Les autorités ont dû prendre des mesures pour faire face à cet afflux qui a été accentué par l'arrivée aux frontières (française et autrichienne principalement) de milliers de candidats à une régularisation dans l'ignorance des conditions précises qui avaient été fixées par la circulaire. Il a donc été procédé à des centaines de renvois et il a fallu

mettre en place un système de réservation pour que tout le monde puisse déposer son dossier.

Au bout du compte, 308 233 demandes ont été enregistrées, soit huit fois plus que le quota qui avait été fixé. Le gouvernement de Massimo D'Alema s'est donc retrouvé devant un dilemme : que faire de tous ces immigrés ? Dans un premier temps avait été envisagée une régularisation progressive, au fil des années. Il fallait d'abord retrancher les 38 000 déjà autorisés et enlever les demandes en double ou irrecevables. Mais au bout du compte le solde s'est établi aux alentours de 250 000. Finalement, la solution du permis de séjour généralisé pour tous les immigrés clandestins et l'expulsion pour ceux qui ne rentrent pas dans les critères énoncés a été décidée. Afin de bien montrer qu'il ne s'agit pas d'un laxisme « irresponsable », ainsi que l'a qualifié l'opposition, Rosa Russo Jervolino a expliqué que tous ceux qui ne remplissent pas les conditions fixées seront reconduits à la frontière et que le recours qui pourra

être intenté contre la décision ne sera pas suspensif.

L'an dernier, il a été procédé à 54 000 expulsions. Au total, ce seront environ 40 000 Albanais, 23 000 Roumains, 22 000 Marocains, 19 000 Chinois, 12 000 Nigériens et 11 000 Sénégalais qui pourront obtenir le permis de séjour. Par la même occasion, le décret-loi du gouvernement prévoit un renforcement de la répression contre les organisations mafieuses qui pratiquent - essentiellement depuis l'Albanie - le trafic des réfugiés.

Cette régularisation massive a soulevé les protestations, notamment de l'Alliance nationale (droite) et de la Ligue du Nord, qui dénoncent tout à tour « la mise en place d'une société multiraciale » et s'élèvent contre « l'effet d'annonce » que va produire une telle décision. Roberto Calderoli, secrétaire national de la Ligue du Nord, se déclare ouvertement « raciste » et demande un référendum.

Michel Bôle-Richard

La Navarre défend son autonomie face aux nationalistes basques

PAMPELUNE

de notre envoyé spécial

La constitution, samedi 6 février, à Pampelune, d'une « Assemblée des maires et élus locaux d'Euskal Herria (Pays basque) », voulue par les partis nationalistes basques comme le premier pas d'une hypothétique « unité politique » des provinces basques espagnoles et françaises, auxquelles se joindraient la Navarre, a été très mal vécue, en ville. La Navarre est certes le « berceau historique » de la culture basque, mais une large majorité tient à préserver son autonomie. D'autant qu'en Navarre les nationalistes ne détiennent que 26 sièges sur 272, et que c'est un parti de centre droit, allié du Parti populaire (PP au pouvoir), l'Unité du peuple de Navarre (UPN), qui gouverne.

Mais n'est-ce pas une forme de provocation que de s'être réunis, justement, à Pampelune ? Le président du gouvernement autonome, Miguel Sanz (UPN), quarante-six ans, spécialiste en sciences économiques, en sourit presque : « Ne soyons pas dupes : c'est une tentative évidente de vendre à l'opinion publique l'idée que la Navarre fait partie d'une réalité politique - imaginaire - englobant aussi le Pays basque français dans ce qu'ils appellent Euskal Herria ! Forcément ! Sans la Navarre, cette utopie historique n'a

aucune légitimité : jamais le Pays basque n'a été indépendant ! Nous, nous l'étions jusqu'en 1512, lorsque le royaume de Navarre a été le dernier à se rattacher au royaume de Castille. Et encore, par la suite, les rois prétendaient-ils le respecter nos « fueros », nos droits ancestraux, avant d'être couronnés. Nous ne sommes passés de royaume à simple province qu'en 1841 ! Voilà pour l'histoire. Le futur ? Je dirais que, si une partie de notre identité est indéniablement basque, par la culture, beaucoup se sentent aussi espagnols : c'est cela notre richesse. Quant à nos intérêts, ils ne coïncident pas forcément avec le Pays basque : nous avons des projets viticoles avec la Rioja, d'autres avec l'Aragon, la Cantabrie, etc. »

LUTTES PRÉTEXTES

Les réactions au projet nationaliste ont été très vives. Y voit-il une « tentative de colonisation » ? « Non, affirme-t-il, on ne pourra « coloniser » la Navarre sans son assentiment. Seulement, il est vrai que les nationalistes prennent des voies plus insidieuses pour faire aboutir leur projet, avec des luttes-prétextes dans le domaine culturel comme, par exemple, l'enseignement de l'euskera [la langue basque] qu'ils estiment insuffisant. En démocratie, tous les projets politiques sont légitimes ; mais on ne peut impunément manipuler

l'histoire, la géographie ou les institutions. Penser, comme ils le disent, qu'un Pays basque indépendant pourrait entrer dans l'Europe, hors de l'Espagne, sans s'attirer un veto, relève d'un esprit chauffé à blanc ! »

Ces derniers jours, un certain immobilisme régnait dans les discussions sur la paix ; des entrepreneurs de Navarre se seraient vu réclamer « l'impôt révolutionnaire » par l'ETA et une violence de basse ou de forte intensité : le chantage et l'extorsion sont aussi des violences. Et, dans ce cas, aucune concession politique n'est envisageable. Mais ce qui me donne le plus à penser, c'est la récente évolution politique qui fait que la coalition Herri Batasuna (HB) joue le jeu démocratique, dit-elle, mais se refuse à condamner la violence. Le pire, c'est qu'elle a réussi à attirer sur ses positions des partis jusque-là intégrés au système, comme le PNV (Parti nationaliste basque, droite), et EA (Euzko Alkartasuna, dissident du PNV), qui vont à présent s'attaquer à ce système. Résultat : il n'y a plus de nationalistes « modérés » ; tous ont le même but. Pour moi, la seule légitimité, c'est celle qui sort des urnes. »

Marie-Claude Decamps

Serbes et Albanais du Kosovo sont rappelés à l'ordre à Rambouillet

AU TROISIÈME JOUR des négociations sur le Kosovo, mardi 9 février, on a commencé à avoir une petite idée de ce qui se passe à l'intérieur du château de Rambouillet où sont cloîtrés les délégations serbe et albanaise avec trois négociateurs internationaux. D'abord, ces derniers sont sortis de leur prison dorée pour s'adresser à la presse, ce qui leur a permis, comme l'a noté l'Américain Christopher Hill avec un visible contentement, d'« échapper un moment à la fièvre du château ».

Puis les ministres Robin Cook et Hubert Védrine sont revenus à Rambouillet pour rappeler à l'ordre les deux délégations et éviter que les pourparlers, à peine engagés, ne partent à la dérive. Ils seront de nouveau à Rambouillet jeudi, puis samedi, où l'on décidera de convoquer ou non, pour le lendemain à Paris, une réunion de tous les ministres du Groupe de contact pour l'ex-Yugoslavie (c'est-à-dire, en plus de MM. Cook et Védrine, leurs homologues américain, russe, allemand et italien).

PRESSION SOUTENUE

La réunion de Rambouillet est donc fermement encadrée, et la pression très soutenue sur les intéressés. Il le faut manifestement car, comme en témoignait mardi Christopher Hill, « ce n'est pas une partie de plaisir ». L'intervention des deux ministres avait pour but de faire renoncer les délégations, toujours cantonnées à deux étages différents du château, aux conditions préalables qu'elles formulaient plutôt que de se plier aux figures imposées de la négociation. Le projet d'accord se présente

sous la forme suivante : un premier texte énonce dix principes auxquels les parties sont supposées avoir souscrit en acceptant de venir à Rambouillet : il dit essentiellement que le Kosovo, pendant les trois années à venir, jouira d'« une autonomie substantielle », dans le respect des frontières internationales de la Fédération yougoslave ; ce texte n'est pas négociable. Viennent ensuite trois « annexes » qui décrivent les aspects institutionnels de l'autonomie (élections, Constitution du Kosovo, rôle d'un médiateur international). Les délégations doivent à présent formuler leurs propositions d'amendements sur ces trois textes.

Une autre annexe (ou plusieurs) devra venir ensuite, pour traiter des « questions de sécurité », c'est-à-dire non seulement le retrait des forces serbes, le désarmement des milices et la réorganisation de la police au Kosovo, mais aussi le dé-

ploiement d'une force multinationale dans la province pour veiller à l'application de ces aspects du règlement. Les Serbes ne cessent de dire qu'ils ne veulent pas de cette force. Le Groupe de contact n'est lui-même pas uni sur ce volet sécurité, qui apparaît d'ores et déjà comme l'un des sujets les plus conflictuels.

ANNONCE PRÉMATURÉE

Une petite polémique a opposé ces jours-ci Bruxelles, où les Américains entendaient faire annoncer mercredi par l'OTAN le début des préparatifs pour l'envoi d'une force terrestre au Kosovo, et Paris-Rambouillet, où l'on juge cette annonce inutilement prématurée par rapport au tempo fixé aux pourparlers. Les négociateurs sont en effet convenus de renvoyer à plus tard le volet sécurité et de se concentrer exclusivement pour l'instant sur les aspects politiques du plan.

Le gouvernement serbe saisit une filiale pharmaceutique américaine

Le chargé d'affaires américain à Belgrade, Richard Miles, a évoqué, mardi 9 février, avec le vice-premier ministre serbe Milovan Bojic, l'affaire de la filiale à Belgrade de l'usine pharmaceutique américaine ICN-Pharmaceuticals, qui conteste la décision d'un tribunal de Belgrade jugeant que l'Etat yougoslave est le principal propriétaire de l'établissement. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a déclaré, lundi, que les Etats-Unis « condamnent fermement la saisie par le gouvernement serbe » de l'entreprise, et estimé que cet acte avait été motivé par des raisons politiques.

ICN-Pharmaceuticals appartient à Milan Panic, homme d'affaires américain d'origine yougoslave qui avait été le premier chef du gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) en 1992 et candidat malheureux à l'élection présidentielle serbe la même année. Il avait été battu par l'actuel président de la RFY, Slobodan Milosevic. (AFP)

Claire Tréan

Recul du chancelier Schröder sur la double nationalité

BONN. Le chancelier Gerhard Schröder a reculé sur le code de la nationalité, après avoir perdu la majorité absolue au Bundesrat, la Chambre représentative des Länder. « Je pense que le ministre de l'Intérieur va présenter un projet de loi en conseil des ministres, qui puisse recevoir une majorité au Bundesrat », a-t-il expliqué dans un entretien au quotidien Süddeutsche Zeitung. Le chancelier s'est prononcé en principe pour accorder la double nationalité aux étrangers voulant devenir allemands, « mais avec des restrictions significatives ». L'idée serait d'accorder la double nationalité aux enfants d'étrangers nés en Allemagne et de leur demander de choisir à leur majorité. Une double nationalité temporaire pourrait aussi être accordée aux adultes qui veulent se faire naturaliser. Ces projets risquent de se heurter à la Constitution, qui interdit de retirer à quelqu'un sa nationalité allemande. (Corresp.)

La France « n'est pas réticente à l'élargissement de l'Union »

VARSOVIE. En visite à Varsovie, lundi 8 et mardi 9 février, Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires européennes, s'est employé à démentir la « légende » selon laquelle la France, « soucieuse de se retrancher dans le confort d'une Europe à quinze », serait « réticente à l'élargissement de l'Union ». Mais il n'est pas allé au-delà du discours officiel français, selon lequel il n'est pas opportun de fixer une date à l'élargissement prévu de cette Union. Si les pays candidats veulent eux-mêmes définir un objectif « mobilisateur », qu'ils le fassent, a expliqué M. Moscovici, sans que cela engage les Français. La position française, qui se veut exempte de toute « démagogie », apparaît donc désormais en retrait par rapport à celle de certains de ses partenaires. (Corresp.)

Bill Clinton réitère sa proposition de nomination de Richard Holbrooke à l'ONU

WASHINGTON. Le président Bill Clinton a annoncé, mardi 9 février, qu'il allait « prochainement » soumettre à nouveau au Sénat la nomination de Richard Holbrooke comme ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies. M. Holbrooke a accepté de verser 5 000 dollars au département de la justice pour que soient classées des accusations de trafic d'influence qui ont retardé sa confirmation par le Sénat à son poste d'ambassadeur. « Dans une période où les crises internationales, de l'Irak au Kosovo, demandent le leadership des Etats-Unis et des Nations unies, il est essentiel que nous ayons comme ambassadeur à l'ONU un diplomate capable et solide comme Richard Holbrooke », a affirmé M. Clinton.

Le département de la justice a précisé que l'enquête n'a pas établi que M. Holbrooke avait volontairement violé la loi. Il était accusé d'avoir contacté, pour le compte de son employeur CS First Boston, l'ambassadeur américain en Corée, quelques mois après avoir quitté son poste de secrétaire d'Etat adjoint. (AFP)

Le chef du Parti communiste russe propose de renoncer au suffrage universel pour la présidentielle

MOSCOU. Le chef du Parti communiste russe, Guennadi Ziouganov, a proposé lundi 8 février de modifier la Constitution pour faire élire le président russe non plus au suffrage universel mais par une réunion collégiale de diverses organisations représentatives. M. Ziouganov justifie sa proposition par la nécessité de faire l'économie du coût financier des élections au suffrage universel, et celle de préserver la stabilité du pays. « Le président et les deux chambres du Parlement ont été élus par les citoyens. (...) Le résultat est que les organes de pouvoir s'entre-déchirent depuis sept ans, et ne sont pas capables de se mettre d'accord sur une seule question », conclut-il. (AFP)

Brasilia calme le jeu avec les Etats contrôlés par l'opposition

BRASILIA. Le ministre brésilien des finances, Pedro Malan, a décidé, mardi 9 février, d'autoriser le versement à l'Etat d'Alagoas de 34 millions de reais (15,6 millions d'euros) bloqués par le gouvernement central en raison du moratoire décrété par cet Etat du nord-est du Brésil. (Le Monde du 7-8 février). La décision a été prise à l'issue d'une réunion avec une délégation des dirigeants des sept Etats contrôlés par l'opposition, engagés dans un bras de fer avec le pouvoir central pour obtenir la renégociation de leurs dettes. Les gouvernements sont très critiques à l'égard des exigences du Fonds monétaire international. Les nouveaux objectifs macroéconomiques fixés la semaine dernière par le FMI impliquent des économies ou rentrées fiscales supplémentaires pouvant atteindre jusqu'à 8 milliards de reais (1 dollar valait mardi 1,94 real).

EUROPE

■ DANEMARK : la marine danoise a commandé, pour 151 millions de francs (23 millions d'euros), au groupement franco-italien Eurotorp, des torpilles légères MU90 qui armeront ses corvettes Flex 300 de lutte anti-sous-marin. Après les deux pays constructeurs et après l'Allemagne, le Danemark est le quatrième pays européen à commander ces torpilles.

ASIE

■ INDE : le premier ministre indien se rendra au Pakistan le 20 février et a affirmé, mardi, qu'il était prêt à y discuter du Cachemire, principale pomme de discorde entre les deux pays frères ennemis depuis un demi-siècle. Atal Behari Vajpayee rencontrera son homologue Nawaz Sharif en se rendant au Pakistan à bord d'un autocar qui assurera la première liaison routière entre les deux pays, entre New Delhi et Lahore. (AFP)

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAJOUZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 :
demandeur la Direction
Générale ou
le Secrétariat Général
Fax : 02 69 61 14 95

GOUVERNEMENT Après l'intrusion violente d'un groupe d'agriculteurs dans les bureaux de Dominique Voynet et de ses collaborateurs, le 8 février, la ministre de

l'aménagement du territoire et de l'environnement, chef de file des Verts, dénonce, dans un entretien au Monde, une « France d'hier, revancharde, aigrie », qui « supporte

mal ceux qui ont des choses à dire ». Elle met en cause les « privilèges de la politique agricole commune ». • QUINZE SYNDICATISTES agricoles ont été mis en exa-

men pour violences et dégradations, mardi 9 février. Le saccage des bureaux du ministère suscite une polémique entre la police et la gendarmerie. • LUC GUYAU,

président de la FNSEA, reçu mardi par Lionel Jospin, a « désavoué » les violences, mais sans prononcer aucune condamnation ni annoncer aucune sanction interne.

Dominique Voynet : « Je suis une cible commode pour l'opposition »

Après la mise à sac de ses bureaux par un groupe d'agriculteurs de la FNSEA et du CNJA, la ministre de l'environnement constate que « les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés : l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros céréaliers »



DOMINIQUE VOYNET

« Vous n'êtes pas ministre de l'agriculture, mais votre bureau a été mis à sac par les agriculteurs. Êtes-vous une cible privilégiée ?

— Lundi, les slogans brandis par les manifestants ne comportaient pas d'interpellation nominale. Je ne pense pas être une victime particulière pour les agriculteurs, mais je suis une cible très commode pour une bonne partie de l'opposition, qui essaie de diviser la majorité plurielle. La mine goguenarde, mardi, à l'Assemblée, d'un certain nombre de députés de droite, prouvait qu'ils n'étaient pas mécontents. Même si la comparaison est audacieuse, c'est un peu comme il y a dix ans, lorsqu'on disait : « Si une femme est violée, c'est qu'elle l'a bien cherchée... »

— Vous savez bien que, dans la majorité et chez les électeurs de gauche, certains, aussi, ne vous aiment pas.

— Quand on ne fait rien, on n'a pas d'ennuis. Que les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés — l'industrie nucléaire, les

chasseurs, les gros céréaliers —, c'est un fait.

— Que la France d'hier, revancharde, aigrie, supporte mal ceux qui ont des choses à dire, c'est sans doute vrai. Des lobbies sont déstabilisés du simple fait que l'on pose des questions. Par exemple, quand on s'attaque à la sacro-sainte référence à l'indépendance énergétique de la France. Ou lorsque l'on tente de mettre en cause les privilèges de la politique agricole commune. Les petits paysans, eux, ne manifestent pas.

— L'absence de condamnation de Maignon et de la majorité, après les insultes proférées à votre encontre lors de la manifestation des chasseurs du 14 février 1998, a-t-elle laissé croire à certains qu'ils pouvaient agir en toute impunité ?

— A l'époque, je l'ai pensé. La solidarité humaine était là, mais la cohésion de la majorité a été insuffisante, assurément. Certains ont peut-être eu l'impression que l'on pouvait se dévouer en toute impunité sur une ministre femme, jeune, Verte de surcroît. La situa-

tion aujourd'hui est différente. Lionel Jospin et Jean Glavany, de même que des élus de tous bords, ont condamné ces exactions. — En septembre, lors de la victoire de la coalition entre le SPD et les Verts allemands, vous aviez le vent en poupe. Ces violences, au lendemain de la défaite des Grünen en Hesse, c'est la fin de l'état de grâce pour les Verts européens ?

— On ne peut pas comparer. La place des Verts français dans le gouvernement n'a pas la même signification qu'en Allemagne. Nous ne sommes que l'une des composantes de la majorité plu-

rielle, fût-elle tonique et pleine de verve. Ma posture en tient compte.

— L'arrivée au pouvoir des Grünen a été une chance formidable : on ne sortira pas du nucléaire sans un accord franco-allemand. Pour les grands projets européens, pour l'intégration des étrangers, la réduction du temps de travail, pour la fiscalité écologique, leur victoire est une chance.

— Daniel Cohn-Bendit estime que le ministre allemand de l'Environnement, Jürgen Trittin, n'a « pas trouvé les mots » pour annoncer la fin du retraitement des déchets nucléaires.

— Il m'est arrivé de considérer que mon camarade Trittin était bien impatient, un peu fougueur. Mais je ne fais pas de reproche aux Grünen. Arriver au pouvoir après seize ans d'opposition, c'est difficile. Trittin travaille avec des fonctionnaires nommés par Helmut Kohl seize ans plus tôt.

— Ne faites-vous pas les frais du ton volontiers iconoclaste de M. Cohn-Bendit ?

— C'est plutôt lui qui souffre, sur

le terrain, de mes positions sur la chasse ! Nous n'avons pas le même rôle, mais nous sommes parfaitement solidaires. J'ai l'intention de mener aussi cette campagne, de ma place, pour combattre les accusations de néolibéralisme madeliniste qu'on porte contre lui.

— Jean-Pierre Chevènement dit que M. Cohn-Bendit « mérite d'être combattu ». Pour lui, les Verts ne font pas partie de la gauche française.

— Je pense que c'est aux Français, et pas à lui, de dire qui compte parmi les progressistes en France.

— Vous n'êtes pas rancunier... — Ça ne sert à rien.

— A Orange, M. Cohn-Bendit a dit : « Je n'ai pas de patronne ». — Les Verts sont comme ça. Les journalistes disent toujours : « François Hollande, le patron du PS ». Si l'on disait la même chose pour les Verts, ça vous surprendrait, non ?

— Que pensez-vous du fait que les responsables des partis conduisent eux-mêmes les listes

pour les élections européennes ?

— A Strasbourg, les Français sont un peu ridicules : avec les Italiens, nous sommes les seuls à cumuler les mandats nationaux. En fait, je ne serais pas choquée que les têtes de liste disent : « Je mène la campagne, mais je ne siégerai pas. » Je dirais même que je préférerais ça.

— Au lendemain du 13 juin, la gauche « plurielle » fera ses comptes ?

— Sur cette question, je ne partage pas les opinions de certains de mes copains Verts. Lorsque, en 1989, nous avions fait un score magnifique, aux élections législatives suivantes on avait parlé de déroute... L'élection européenne est un peu atypique. Un itinéraire s'observe sur la durée.

— C'est la lecture recommandée par Lionel Jospin. Vous avez choisi, comme il l'a demandé lundi, de « valoriser le message » européen sans « se laisser aller à la polémique » ?

— Ce qui m'intéresse, ce sont les idées, les programmes, les propositions. Je suis hostile aux petites phrases, aux mots qui blessent. Les partis de la majorité devraient d'ailleurs, pendant la période de campagne, s'imposer un code de bonne conduite. Tout le monde y gagnerait.

— C'est quoi, aujourd'hui, la gauche « plurielle » ? Une fédération des gauches ?

— Une fédération, sûrement pas. Mais que ce soit plus qu'un cartel ou une simple alliance, c'est souhaitable. Surtout si nous voulons aller au-delà des prochaines échéances électorales. On a trop dit que l'irruption sur la scène politique des Verts posait problème. J'ai même entendu : « Où étaient les Verts en 1936 ? » A cela je réponds : bien sûr, l'arrivée des Verts correspond à des questions nouvelles de la société. En fait, les Verts constituent désormais un pôle incontournable de la gauche. Celle-ci ne se réduira plus jamais à face à face PS-PCF.

Propos recueillis par
Ariane Chemin
et Clarisse Fabre

Pascal Ceaux

Polémique entre police et gendarmerie après le saccage du ministère de l'environnement

L'IRRUPTION imprévue d'une centaine d'agriculteurs dans le bureau de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, lundi 8 février, continue de susciter de multiples remous. Alors que le ministère de l'intérieur a ordonné l'ouverture d'une enquête administrative pour déterminer les raisons de l'intervention tardive de la police (Le Monde, 10 février), quinze manifestants ont été mis en examen, mardi 9 février, pour « dégradations en réunion et violences », par Michaël Collin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. La justice leur reproche le saccage du bureau de M^{me} Voynet, et un coup porté sur un fonctionnaire du ministère qui s'est vu prescrire six jours d'incapacité temporaire de travail.

Remis en liberté sous contrôle judiciaire, ces quinze agriculteurs sont pour la plupart originaires des départements du Loiret, de l'Eure-et-Loire, de l'Oise, et du Loiret-Cher, et appartiennent en majorité aux instances départementales de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Ils ont interdiction de communiquer

entre eux, et de se rendre à Paris. Ils avaient été préalablement présentés derrière une glace sans tain aux fonctionnaires du ministère de l'environnement. Aucun d'entre eux n'a cependant été formellement reconnu comme auteur des dégradations et des violences.

Les premiers éléments d'enquête recueillis sur le déroulement des faits ont en tout cas permis de déceler un dysfonctionnement dans la circulation du renseignement au sein des forces de l'ordre. La gendarmerie des Yvelines avait bel et bien alerté par teler la direction des renseignements généraux et la sécurité publique du département de l'immence de l'opération des agriculteurs.

SEPT OU HUIT DESTINATAIRES

De source policière, on confirme avoir été averti par les gendarmes. L'information a même eu « sept ou huit destinataires », précise-t-on. Cet afflux est-il à l'origine de la confusion ? L'enquête administrative devra en tout cas déterminer précisément à quel niveau s'est produite la rupture de la chaîne de transmission des renseignements fournis

par les gendarmes. La direction départementale de la sécurité publique des Yvelines a même été destinataire de l'information, soulignant que la majorité des manifestants n'était pas originaire du département. D'ordinaire, pour tout ce qui concerne les problèmes à l'intérieur des Yvelines, les échanges entre gendarmerie et police s'effectuent par fax. Cette fois, indique-t-on à Versailles, il n'en a rien été. Seuls les RG auraient été avertis.

De son côté, la gendarmerie confirme avoir transmis les renseignements en sa possession « en temps et en heure », et ne formellement avoir omis de signaler à la police le passage des cars des agriculteurs manifestants en route pour Paris. A la préfecture de police, on affirme en tout cas ne pas avoir été destinataire de l'information en possession des gendarmes. Un colonel de gendarmerie est pourtant détaché auprès du préfet de police.

Originaux du Bassin parisien, les manifestants qui se sont introduits au ministère de l'environnement et dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration (ENA) appar-

tiennent, selon les policiers, au monde des céréaliers, qui constitue la tendance la plus dure du syndicalisme agricole. Leur opération-commando, apparemment montée sans l'aval de leurs instances nationales, devait se poursuivre en direction du ministère de l'agriculture.

Par ailleurs, des fonctionnaires du ministère de l'environnement se sont plaints de la lenteur de l'intervention des policiers, après l'irruption des manifestants avenue de Ségur. « Ils ont mis au moins 30 minutes », indique l'un d'entre eux. La préfecture de police indique que le délai d'intervention n'a rien eu d'exceptionnel. Ce jour-là, aucune manifestation importante n'était prévue à Paris. Les services du préfet étaient mobilisés en priorité sur les risques de chute de neige dans la capitale. Lorsque les policiers ont cherché à joindre le cabinet de M^{me} Voynet pour apprécier la situation, après l'invasion des manifestants, souligne la PR, ils n'ont pu joindre personne. Le saccage des bureaux avait déjà eu lieu.

Les actions de commandos déstabilisent les syndicats agricoles

D'accord sur la nécessité de la PAC, Paris et Bonn divergent sur les modalités

STRASBOURG

de notre correspondant régional
« Le président français sait que l'Allemagne a besoin d'une contribution plus juste au financement de la construction européenne, mais la solution qui sera trouvée ne se fera pas contre aucun pays européen », déclare Gerhard Schröder, le chancelier allemand, avant un dîner informel avec Jacques Chirac à Marlenheim, dans le Bas-Rhin, mardi 9 février. A la fin du repas, M. Schröder a lâché un laconique : « Nous sommes largement d'accord », avant de s'engouffrer dans le bus qui a reconduit les deux délégations à l'aéroport de Strasbourg. De son côté, M. Chirac s'est contenté de s'exprimer en termes généraux, soulignant la nécessité « moteur franco-allemand pour la cohésion et la construction européennes ».

Au centre du débat sur l'Agenda 2000 — finances futures et élargissement de l'Union européenne — est placé le coût de la politique agricole commune (PAC), qui représente près de la moitié des dépenses communautaires. L'Allemagne, dont la contribution nette (le solde entre ce que verse le pays et ce qu'il reçoit du budget européen) est très élevée, demande un rééquilibrage en sa faveur. La France en est d'accord, mais les positions divergent sur la manière d'aboutir à une solution. La Commission de Bruxelles a avancé l'idée d'un cofinancement de la PAC : les dépenses agricoles de

l'Union seraient en partie couvertes par les budgets nationaux. Cette renationalisation de la politique agricole commune est acceptée par l'Allemagne et par les autres Etats membres « déficitaires » (Pays-Bas, Autriche, Suède), alors que la France refuse, à ce stade, de s'engager dans cette voie, craignant de mettre le doigt dans un engrenage qui pourrait aboutir au démantèlement de la PAC.

Les agriculteurs français sont d'autant plus inquiets que la Commission propose une sérieuse baisse des prix garantis pour les principales productions (produits laitiers, bovins, céréales, oléagineux). La philosophie du projet que Bruxelles veut mettre en place est de parvenir à une agriculture européenne compétitive, susceptible de rivaliser avec ses principales concurrentes (américaine, australienne, argentine). Cela suppose de produire à des coûts moindres, afin de pouvoir continuer à exporter sans l'aide du budget européen ou, du moins, avec des subventions nettement inférieures à celles que prévoit la législation communautaire actuellement en vigueur.

La nouvelle réforme de la PAC est perçue comme la volonté renouvelée des dirigeants européens de réduire les garanties de revenus dont bénéficient les agriculteurs de l'Union à travers la grille des prix agricoles.

Marcel Scotto

C'EST avec un air grave que Lionel Jospin a accueilli, mardi 9 février à Matignon, la délégation du Conseil de l'agriculture française (CAF) conduite par Luc Guyau. Les violents incidents de la veille, commis par des commandos d'exploitants déterminés, dont faisaient partie des dirigeants départementaux de syndicats adhérents de la FNSEA, avaient créé un climat tendu. « Nous n'avons pas besoin de ces mouvements inadmissibles d'une partie de nos troupes au début d'une semaine cruciale puisqu'elle est marquée par des rendements au plus haut niveau », nous a déclaré Pascal Coste, président du CNJA et agriculteur en Corrèze, après l'entretien. « Nous avons appelé à des démonstrations calmes, dimanche soir, a-t-il ajouté, mais nous ne savions pas que se traînaient des opérations clandestines. »

Le premier ministre a cependant, d'emblée, tenu à préciser à ses interlocuteurs qu'il était conscient qu'ils « n'étaient pas eux-mêmes à l'origine des exactions commises ». C'était un appel à peine voilé aux responsables de la FNSEA, du CNJA, des chambres d'agriculture et des organismes mutualistes pour qu'ils se désolidarisent de ceux, originaires des départements riches du Centre et d'Ile-de-France, qui, par leurs actions, avaient terni l'image de l'ensemble du monde agricole. M. Jospin est revenu à la charge, l'après-midi, à l'Assemblée nationale. Après avoir dit que la voie du dialogue « est et reste ouverte », il a fustigé « l'exemple déplorable donné à des jeunes que l'on

invite par ailleurs à respecter la loi commune », lorsque l'actualité est secouée par des violences urbaines.

Mais sur le perron de Matignon, M. Guyau est resté relativement pondéré. S'il a « désavoué des actions incontrôlées et inacceptables qui ne servent ni la cause du syndicalisme ni celle de l'agriculture », le président de la FNSEA — qui préside aussi le Comité des producteurs agricoles européens (COPA) — s'est refusé à prononcer le mot de condamnation et encore moins celui de sanction. Jean-François Hervieu, président de l'Assemblée des chambres d'agriculture, nous a cependant confié, à sa sortie de Matignon, que ce qui s'était passé « était absolument intolérable et s'apparentait à de l'antidémocratie ».

EVITER LES SURENCHERES

Cette « mollesse », déjà relevée par Dominique Voynet et qui donne la mesure du désarroi de la FNSEA, traversée de courants de plus en plus antagonistes et taraudée par la Confédération paysanne, qui a depuis deux ans ses entrées dans les ministères et à Matignon, a été pointée par le bureau national du PS, réuni mardi. Seul Christian Jacob, ancien président du CNJA et député (RPR) de Seine-et-Marne, proche de Jacques Chirac, a appelé M. Jospin à « relativiser ses propos et calmer le jeu... car lorsqu'il y a dix voitures qui brûlent en banlieue, on n'a jamais vu le premier ministre monter au créneau comme il le fait pour trois

membres de cabinet qui prennent une poignée de farine ». Il a même accusé le premier ministre de « jouer la provocation ». « Il y a un front commun » entre le chef de l'Etat et le gouvernement sur la réforme de la PAC, a répliqué, mercredi sur RTL, Jean Glavany, ministre de l'agriculture. « Il faut que la France parle d'une seule voix. Cela évite les surenchères », a-t-il affirmé.

La FNSEA comme le CNJA évoquent désormais « les mises au point nécessaires ». Le congrès de la FNSEA, prévu du 16 au 18 mars à Versailles, à l'occasion duquel Luc Guyau sollicitera un renouvellement de son mandat, sera en tout cas l'occasion de vifs règlements de comptes.

François Grosrichard

espace
SUFFREN

LA NOUVELLE BEETLE

à partir de
20000 €*
131 400 km

40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris
Tél : 01 53 58 10 00

* Dans le limite des stocks disponibles

Temps de travail des fonctionnaires : la vérité des chiffres

La mission Roché sur les horaires et les congés des salariés de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux rend public un rapport qui « met à plat » pour la première fois la diversité des situations et l'absence de règles claires dans ce domaine

Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a rendu public, mercredi 10 février, le rapport de la mission interministérielle conduite par Jacques Roché sur le temps de travail des fonctionnaires. Cette première en-

quête précise et exhaustive dans les administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux fait apparaître une extrême diversité de situations et une grande opacité des réglementations et des

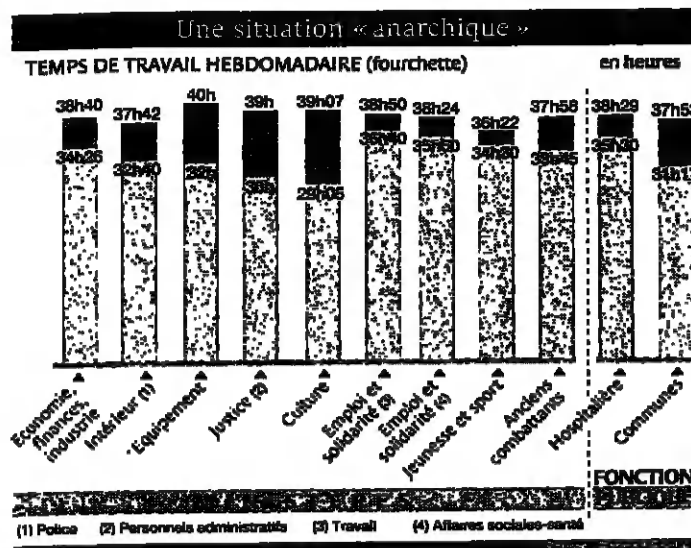
pratiques. Si l'on prône la souplesse dans l'organisation du travail des différentes fonctions publiques, le rapport de la mission Roché dénonce cependant les inégalités, parfois criantes, entre les personnels. Il recommande

donc « une réflexion globale sur l'organisation du travail » des fonctionnaires. Le gouvernement n'entend s'engager sur cette voie qu'avec la plus grande prudence, après avoir conduit des discussions bilatérales.

M. Chevènement obtient gain de cause sur les communautés urbaines

VOILA donc le gouvernement à pied d'œuvre. Il y a un an, lors des négociations salariales dans la fonction publique, il avait accepté le principe de la réduction du temps de travail dans les administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et dans les hôpitaux publics. Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, avait toutefois convaincu ses interlocuteurs syndicaux de la nécessité d'établir, au préalable, un état des lieux de la réglementation et des pratiques concernant le temps de travail dans les trois fonctions publiques.

C'est ce constat que dresse le rapport établi par la mission interministérielle présidée par un magistrat honoraire de la Cour des comptes, Jacques Roché, président de l'Assurance mutuelle des fonctionnaires, après plusieurs mois d'enquête - par questionnaires et sur le terrain -, associant notamment les principales inspections (finances, affaires sociales, administration et éducation nationale). Ce travail de mise à plat n'avait jamais été mené, jusqu'à présent, de façon précise et exhaustive. A la lecture du rapport de synthèse et de ses trois annexes, on comprend mieux pourquoi : les quelque 4,3 millions de fonctionnaires (2,2 millions employés par l'Etat, 1,4 million par les collectivités locales et près de 700 000 dans les hôpitaux publics) constituent des



Ces durées de travail sont évaluées par la mission Roché sur la base d'un décompte annuel, prenant en compte la durée des congés, mais sans inclure les heures supplémentaires.

mondes d'une complexité et d'une opacité à doucher les plus belles énergies modernisatrices.

Tout d'abord, l'organisation du temps de travail des fonctionnaires est « régie par un ensemble de textes disparates » ou même, comme dans la territoriale, « n'est précisée par aucun texte ». Au royaume de la circularité, ce flou réglementaire a laissé libre cours à « une extrême diversification des situations qui se sont développées par

accumulation de mesures ponctuelles sans réflexion globale ». Et le rapport note, non sans diplomatie, que la « référence » à la durée hebdomadaire du travail (39 heures en principe) « devient de plus en plus théorique, tant les instruments de modulation à la disposition des agents sont nombreux ».

En clair, chaque administration - parfois chaque service à l'intérieur d'un même ministère -, chaque établissement, chaque col-

lectivité territoriale - au nom de sa libre administration - a pu assouplir et adapter le temps de travail de ses agents, au gré de conflits sociaux ou de particularités sectorielles ou locales. Soit en réduisant effectivement le temps de travail officiel, soit en jouant sur le nombre de jours de congé. L'imagination, dans ce domaine, est infinie. Non seulement « la réglementation relative aux congés annuels est rarement respectée », et « il peut être affirmé que la norme est de six semaines », mais, sur cette base déjà extensive, « s'ajoutent, de façon souvent anarchique, des suppléments de congés permanents qui côtoient des autorisations d'absence tout aussi permanentes ».

A LA SOURCE D'INÉGALITÉS

Le rapport reprend et complète quelques-unes des « perles » relevées par une note préparatoire de l'inspection des finances (Le Monde du 3 février). Ainsi, assure-t-il, « il n'est pas rare de voir s'accumuler, aux jours de congé "du ministre", des jours des directeurs généraux du département ministériel et des jours des directeurs départementaux, voire des jours des responsables locaux ».

Au total, hormis le statut particulier des enseignants, la mission Roché a relevé des écarts très importants (par exemple, entre 30 et 70 jours de congé au ministère de la culture, entre 35 et 45 à la justice, 45 en moyenne à la jeunesse

et aux sports). Elle constate donc que « l'attribution de nombreux congés supplémentaires peut abaisser considérablement la durée hebdomadaire moyenne du travail effectué, rapportée à l'année ». 7 jours de congé supplémentaires équivalent à une baisse de la durée hebdomadaire théorique de près d'une heure et quart. Sur cette base, le rapport situe la durée moyenne de travail, dans la fonction publique de l'Etat, entre 35 et 37 heures par semaine, mais dans une fourchette qui va de 29 à 40 heures (voir infographie). Dans les hôpitaux, la fourchette est de 35 h 30 à 38 h 30 ; dans les communes, de 31 h 17 à 37 h 53.

Ces assouplissements pourraient s'inscrire dans le cadre d'une amélioration du service public. Or, à quelques expérimentations près, le rapport est, sur ce point, très sévère. Non seulement les horaires sont peu ou mal contrôlés, assure-t-il, mais, le plus souvent, la réduction de fait du temps de travail effectif n'a pas été l'occasion d'une réflexion globale sur l'organisation du travail et n'a pas été « assez axée sur les besoins des usagers ». Enfin, cette mosaïque de situations particulières, tenues pour acquises, est source de « rigidités » dans les fonctions publiques et, surtout, d'« inégalités » souvent graves entre fonctionnaires.

Gérard Courtois

Le gouvernement aborde le dossier avec la plus grande prudence

AU-DELA du constat, le rapport Roché trace quelques pistes de réflexion qui ne peuvent qu'inciter le gouvernement à la prudence, tant le dossier du temps de travail dans les fonctions publiques paraît épineux. « L'observation des situations réelles montre que les modifications intervenues se sont réalisées par sédimentation, sans qu'une mise à plat de l'organisation et des objectifs l'ait accompagnée », note-t-il de façon liminaire.

La première recommandation consiste donc à « uniformiser la mesure du temps de travail » dans les trois fonctions publiques. Ce préalable est « impératif pour lever les ambiguïtés qui existent actuellement » et surmonter les contradictions entre le « principe de parité » des rémunérations et la réalité des services effectués. La mission Roché propose donc d'établir un cadre général reposant sur « une unité commune » (l'heure) et sur « un décompte annuel » du temps de travail effectif, puisque « la référence hebdomadaire est désormais théorique » et « masquée la réalité ». A titre indicatif, le rapport indique que, sur la base d'une référence hebdomadaire de 35 heures sur 5 jours, le contingent annuel à travailler pourrait par exemple être fixé, en 1999, dans une fourchette de 1 589 heures à 1 603 heures/an.

Un deuxième préalable nécessaire à la réduction de la durée du travail « est la mise à jour de la durée effective du travail ». A cet égard, le rapport recommande d'appliquer la définition établie par l'article 5 de la loi du 13 juin 1998 sur la réduction du temps de travail (la première loi sur les 35 heures). Cette base de calcul annuelle du nombre d'heures à travailler permettrait, insiste M. Roché, de « moduler largement le fonctionnement et l'organisation du travail en fonction des né-

cessités du service et des aspirations des personnels ». A ses yeux, en effet, « la modernisation de l'administration est un impératif et il paraît indispensable de profiter de l'aménagement et de la réduction du temps de travail pour procéder à une nouvelle organisation du travail dans les trois fonctions publiques ».

DISCUSSIONS BILATÉRALES

Un tel chantier, admet pudiquement le rapport, suppose une « réflexion approfondie » et une « très large concertation », tant il est évident qu'il bousculerait de fond en comble le puzzle actuel de situations particulières et tenues pour acquises. Le gouvernement entend bien, d'ailleurs, suivre le conseil. Dans l'immédiat, il est disposé à engager une série de discussions bilatérales avec chacun des syndicats concernés, puis au sein des conseils supérieurs des trois fonctions publiques.

Ce premier tour de table est destiné, insiste-t-on chez M. Zuccarelli, à « valider » le constat établi par la mission Roché. Cette première phase de concertation ne préjuge donc en rien d'éventuelles négociations ultérieures, globales ou sectorielles. Enfin le gouvernement se garde bien de s'enfermer dans un calendrier, même indicatif. Tant il est évident que ce dossier est explosif : compte tenu des contraintes budgétaires, toute réduction du temps de travail des fonctionnaires ne peut qu'avoir des répercussions soit sur l'organisation du travail, soit sur les effectifs, soit enfin sur la masse salariale et sa modulation. Autant de porcupines de discorde.

G. C.

Les privilèges accordés aux agents du ministère des finances

LES HAUTS FONCTIONNAIRES des finances dénoncent volontiers les « privilèges » des agents d'autres ministères. La note de l'inspection des finances, destinée au rapport sur le temps de travail dans la fonction publique, en a donné un nouvel exemple (Le Monde du 3 février). Or, le rapport de Jacques Roché, rendu public mercredi 10 février, montre que Bercy accorde lui-même de nombreuses faveurs à ses agents, pour s'assurer une certaine paix sociale.

Si l'horaire de référence hebdomadaire, au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, est de 39 heures, les agents qui travaillent à Paris, Lyon, Lille ou Marseille peuvent ne l'effectuer que 37 h 30, « pour tenir compte des sujétions particulières » auxquelles ils sont soumis. La direction des douanes précise même qu'en vertu d'un « usage parisien » les fonctionnaires en poste dans la capitale ou dans ses environs ne travaillent que 35 heures. Il existe, en outre, des régimes particuliers, comme pour les agents chargés de la saisie informatique, par exemple.

Le personnel des deux principales directions (Impôts et Trésor) bénéficie d'environ 34 jours ouvrés de

congés annuels, au lieu des 25 à 27 réglementaires, grâce aux nombreuses journées de repos - baptisées « journées du ministre », « journées du directeur » ou, encore, « journée printemps », « journée hiver » ou « jour foire » - que leur accorde l'administration. Cela donne une durée de travail hebdomadaire d'environ 34 heures. En outre, la plupart de ces agents perçoivent des indemnités pour des heures supplémentaires qu'ils ne sont pas obligés de faire.

Un grand nombre d'agents pratiquent les horaires variables : ils défontent eux-mêmes leurs heures d'entrée et de sortie, en dehors de plages fixes, système qui, selon le rapport, permet d'améliorer la qualité du service rendu à l'usager. A la fin de chaque mois, ils peuvent transformer un solde excédentaire en deux demi-journées de récupération. Or, certains arrivent à récupérer jusqu'à huit demi-journées. « Compte tenu de l'importance de la durée quotidienne de présence qu'elles supposent, on peut s'interroger sur le temps de présence et le temps de travail effectif », estime M. Roché.

Rafaële Rivais

La disparité des usages dans les collectivités territoriales

DIVERSITÉ des structures (communes, départements, régions, offices HLM), des tailles des unités étudiées (du village de 800 habitants à la communauté urbaine de 6 000 agents), des métiers considérés (filiales techniques, sociales, culturelles) : l'absence de texte législatif sur la durée du travail dans la fonction publique territoriale laisse aux collectivités toute latitude pour s'organiser. Certaines ont depuis longtemps réduit et aménagé leur temps de travail. La ville de Toulouse, qui emploie environ 8 000 agents, pratique les 35 heures depuis 1982. D'autres collectivités sont à 38 heures, 37 h 30, 36 heures de travail par semaine... Selon une étude menée par l'Observatoire de la fonction publique territoriale à partir des données de l'année 1995, la durée hebdomadaire de travail est souvent inférieure à 39 heures : 25 % des administrations étudiées se situent entre 37 et 38 heures ; 23 % appliquent

une durée hebdomadaire de 35 à 36 heures.

Chaque collectivité est libre d'aménager le temps de travail de son personnel. Au Havre, où la durée hebdomadaire est fixée à 35 heures depuis 1982, le temps de travail est annualisé pour les agents à temps non complet et à temps partiel ; des contrats

épargne-temps permettent aux agents d'épargner jusqu'à 12 jours par an, afin de réaliser un projet associatif. Chaque structure a, aussi, sa propre politique de congés. Le personnel municipal de Coudékerque-Branche (Nord) part en vacances 47 jours par an, celui de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) 29 jours. Les

Deux ans au moins pour actualiser les hôpitaux

La mission interministérielle estime qu'« un calendrier large d'au minimum deux ans apparaît nécessaire » pour mettre en œuvre les 35 heures dans la fonction publique hospitalière. Constatant que les 35 heures partiellement augmentés dans les hôpitaux publics, que les soignants représentent aujourd'hui 70 % des effectifs et que les contraintes budgétaires entraînent une précarisation des emplois, le rapport Roché relève, en outre, que la charge de travail des agents connaît une augmentation.

Insistant à plusieurs reprises sur la grande hétérogénéité de l'organisation du travail dans la fonction publique hospitalière, le rapport préconise la création d'un observatoire national et la définition d'un cadre juridique précis. Il souligne que la durée du travail effectif n'est pas définie par la loi pour les hôpitaux et que le passage de 39 heures à 35 heures pour les personnels de nuit, mesure prise en 1991, reste plus ou moins appliqué selon les établissements.

conseils généraux « attribuent 4 jours de congés supplémentaires à leurs agents, le département le plus généreux en accordant 12 », écrivent les auteurs du rapport, citant une étude de l'Assemblée des présidents de conseils généraux.

En prenant en compte ces variations, la mission conclut à de fortes disparités : de 31 h 30 à près de 38 heures de travail effectives. Une enquête de La Gazette des communes, citée par le rapport, relève aussi des variations notables d'une collectivité à l'autre. Dans l'Aisne, par exemple, le personnel travaille 206 jours par an (il bénéficie de 46 jours de congés), soit 35,7 heures de travail effectif par semaine, pour un horaire légal de 39 heures. A Bruz (Ille-et-Vilaine), le personnel municipal part en congés 27 jours par an, et effectue donc les 39 heures légales.

Gaëlle Dupont

CONFUSION

Quand la discussion reprend, la droite compte six députés, le PCF cinq. La voie est libre... A 9 h 30, M. Gouzes lit son amendement, qui prévoit que « pour les communes d'au moins trois mille cinq cents habitants », seront « distingués, au sein de chaque liste de candidats à l'élection municipale », ceux qui « seront appelés à devenir délégués de la commune au sein de la communauté urbaine ». Porteur d'un amendement initial, adopté en commission des lois, qui prévoyait un scrutin d'agglomération distinct du scrutin municipal, Bernard Roman (PS, Nord) se rallie aussitôt à ce scénario, qui a « le mérite de ne pas toucher à l'autonomie communale ».

L'opposition, déçue, s'insurge... mollement : « Nous sommes en face d'un amendement important sans avoir eu le temps d'en discuter », s'exclame Francis Delattre (DL, Val-d'Oise). Cela pose un vrai problème. « Prise de court, la droite dénonce la « complexité » du dispositif. « En fait d'un petit pas démocratique, c'est un grand pas vers la confusion », lance M. Delattre. Le PCF dénonce « un coup de poignard dans le dos de la démocratie communale » (Michel Vaxès, Bouches-du-Rhône), mais peine à argumenter. Après trois quarts d'heure de débat, l'amendement est adopté. Sans les voix de la droite ni celles du PCF.

Cet amendement ne s'applique en aucun cas aux nouvelles communautés d'agglomérations créées par le texte de M. Chevènement et dont le principe a été adopté le 4 février. Les députés ont approuvé, en outre, mardi, un amendement de Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) qui incite financièrement les communes rurales à se constituer en communautés de communes.

Béatrice Jérôme

Pour vous aider à réussir de BAC 0 à BAC + 4

Grands Concours
Sessions semestrielles et par correspondance
■ E.N.M.
Classique et Exceptionnels
■ E.F.B.(C.R.F.P.A.)

Stages annuels et intensifs
■ SOUTIEN AUX FACULTÉS DROITS/SCIENCES ÉCO
■ GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
Prépa 2 ans et Admissions BAC +2 +3
■ CONCOURS SÉSAME-ACCES
1^{re} et 2^{de} ANNÉES

Encadrement complet et de qualité
EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

ISTH Tél. : 01 42 24 10 72
Page 1997 Fax : 01 42 24 73 25
E-mail : isth@club-internet.fr

Enseignements Supérieurs Privés

Mariatou coté p

Une

d'une pression coll

JUSTICE Vingt-six parents africains soupçonnés d'avoir ordonné l'excision de leurs filles ainsi qu'une exciseuse comparaissent depuis le 2 février devant la cour d'assises de

Paris pour « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation ». **● AUJOURD'HUI** AGÉE de vingt-trois ans, Mariatou Koita est la première

femme issue de l'immigration africaine à avoir porté plainte contre ces pratiques. Elle a déposé, mardi 9 février, devant la cour d'assises les « souffrances physiques et mo-

rales » liées à cette « mauvaise coutume ». **● N'ÉTANT PAS RÉPRIMÉE** en tant que telle par le code pénal, l'excision est considérée, depuis un arrêt de la Cour de cassation daté du

20 août 1983, comme relevant du crime de mutilation. **● POUR L'ANTHROPOLOGUE** Jacques Barou, cette plainte traduit l'adhésion à une valeur de la société d'accueil.

Excision : Mariatou côté partie civile, sa mère parmi les accusés

La cour d'assises de Paris juge, depuis le 2 février, vingt-six parents africains soupçonnés de « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation », ainsi que la femme poursuivie pour avoir pratiqué ces mutilations sexuelles

L'UNE PORTE un tailleur beige. L'autre est habillée d'un boubou coloré, le costume traditionnel africain. La première vient d'obtenir sa maîtrise en droit et rêve de devenir magistrate. La seconde est mère de sept enfants et femme au foyer. Mariatou Koita est la fille de Dienaba. Depuis le 2 février, toutes deux se font face devant la cour d'assises de Paris : Mariatou est sur le banc de la partie civile tandis que sa mère a pris place sur celui des accusés aux côtés de vingt-cinq autres parents soupçonnés de « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation ». A leurs côtés, Hawa Gréou, exciseuse présumée, comparaît en tant qu'auteur principal.

Mariatou Koita est à l'origine de la procédure judiciaire qui a mené à ce procès. C'est elle qui, en janvier 1994, a appris à un juge des enfants qu'elle avait été excisée, comme ses quatre sœurs, sur décision de leurs parents. Pour la première fois dans ce genre d'affaires, une victime décidait de porter plainte et de briser la loi du silence qui couvrait ces pratiques de mutilation sexuelle interdites en France. L'enquête policière a permis d'appréhender l'exciseuse, déjà condamnée en 1994 pour des faits similaires à un an d'emprisonnement avec sursis (Le Monde du 17 septembre 1994), ainsi que des parents qui avaient fait appel à ses services.

Entre Mariatou et sa mère, il y a plus qu'une simple différence de point de vue, il y a un monde d'incompréhension. Devant la cour, la jeune fille, aujourd'hui âgée de vingt-trois ans, est venue dire, mardi 9 février, les souffrances

« physiques et morales » liées à cette « mauvaise coutume ». « Un matin, notre mère nous a dit que nous allions chez le médecin pour un vaccin. Personne ne s'est méfié et nous sommes tous partis dans une ambiance assez joyeuse. » Mariatou et trois de ses sœurs – la petite dernière sera excisée quelques années plus tard – sont emmenées dans un appartement de banlieue. « La première à entrer dans la pièce où se faisait l'excision, ce fut Sira. On l'a entendue crier. Comme elle s'était fait mal au doigt la veille on a pensé que c'était lié, mais en même temps, ce n'étaient pas les cris de quelqu'un qui a simplement mal au doigt. Quand elle est ressortie j'ai entendu ma mère lui dire en soninké [dialecte parlé au Mali] de ne rien dire de ce qu'on lui avait fait. »

UN SILENCE

Vient le tour de Mariatou. « On m'a couchée par terre, on m'a tenue les jambes et les bras et on m'a excisée. Ma mère était adossée à la porte. J'ai crié, j'ai demandé "pourquoi ?" et puis on m'a plongée dans un liquide rougeâtre et on m'a rhabillée. » « Votre mère a semblé-t-il pleurer pendant votre excision », note la présidente, Martine Varin. « J'ai su qu'elle avait pleuré parce que j'avais été la seule à demander "pourquoi ?". L'acte terminé, plus personne n'en parle. Un silence que Mariatou ressent comme une agression supplémentaire. « J'ai tenté d'alerter une assistante sociale, mais ma tante m'a entendu et m'a prévenu que je ne devais plus rien dire. »

Mariatou Koita accepte d'autant moins son excision qu'elle grandit en partie loin de sa famille. Quelques mois après sa naissance, elle

a été placée, avec ses sœurs, dans une famille d'accueil car le logement des parents était insalubre. Pendant huit ans, les petites filles ont vécu à la campagne, dans la Sarthe, loin des traditions maliennes. Elles ont été excisées dès leur retour au domicile familial. « Pendant longtemps j'ai cru que toutes les petites filles étaient comme moi, excisées, poursuit Mariatou. J'ai appris ma différence pendant un cours d'éducation sexuelle au

collège. Le professeur nous expliquait que dans certains pays, on enlevait le clitoris, j'ai fait le rapprochement. A seize ans ou lycée, je suis tombée sur un livre qui traitait de ces pratiques. Je l'ai lu, j'ai su que c'était interdit et je n'ai jamais plus accepté ce qu'on m'avait fait. » « Votre mère connaissait-elle l'interdiction en 1983, lorsque vous avez été excisée ? », interroge la présidente. « Je ne sais pas, mais quand ça se fait dans une salle de bains et

pas dans un hôpital, on suppose que les personnes savent que c'est interdit. » Quelques minutes plus tôt, deux sœurs de Mariatou, qui ne se sont pas portées partie civile, ont également témoigné. Sira n'en veut pas à ses parents. « Ça fait très mal le premier jour, avoue-t-elle, mais ça passe après et j'ai appris à l'accepter. On m'a dit qu'on faisait ça pour une question d'hygiène et pour suivre la tradition. » Sira est en-

clinte et affirme que si son enfant est une fille, elle ne la fera pas exciser. « Nous avons été élevés ici, dit-elle. Nous avons eu une éducation européenne et africaine, on prend le bon de chaque côté. Mais chacun a sa façon de penser. Pour vous, l'excision est une mutilation, pour nous non. »

UNE TRÈS GRANDE DOULEUR

Maimouna, en revanche, s'élève contre cette attitude d'acceptation. Si elle n'a pas porté plainte, c'est, dit-elle, par crainte de représailles de ses parents. Mais, comme Mariatou, elle a quitté le domicile familial à sa majorité. De son excision, à cinq ans, elle se souvient « d'un grand savon, d'une salle de bains couverte de carrelage, d'un plastique mouillé posé sur le sol, de femmes autour » d'elle et d'une très grande douleur. « J'ai eu tellement mal que je n'arrivais pas à marcher pendant plusieurs jours. Aujourd'hui encore je ressens des douleurs lorsque j'ai une relation sexuelle. J'ai conscience d'avoir quelque chose en moins que les autres. Pour moi, l'excision c'est une barbarie. »

Appelée à réagir aux propos de sa fille, Dienaba Koita se lève. « Je vous remercie de ce que vous avez fait, lance-t-elle. Pour moi, c'est le jour de la honte d'être confrontée à mes enfants qui viennent dire des choses sur moi. Je n'oublierai jamais et je devrais mourir aujourd'hui. Vous devez être heureux de ça. L'excision n'a pas commencé avec moi. Toutes ces personnes qui sont là dans le box ont-elles menti ? Peut-on croire que nous sommes les ennemis de nos propres enfants ? »

A. Pe.

Acacio Pereira

Un acte coutumier assimilé à une mutilation

L'EXCISION, qui consiste en l'ablation totale ou partielle du clitoris ou des petites lèvres et qui peut aller jusqu'à la suture des grandes lèvres (infibulation), n'est pas, en tant que telle, réprimée par le code pénal français. Jusqu'à un arrêt de la Cour de cassation du 20 août 1983, les personnes coupables de tels actes pouvaient être poursuivies pour « coups et violences à enfant de moins de quinze ans » (ayant, le cas échéant, entraîné la mort sans intention de la donner) ou, parfois, pour « non-assistance à personne en danger ».

Statuant sur le cas d'une Française coupable de sévices physiques sur sa fille, la haute juridiction avait considéré que « l'ablation du clitoris résultant de violences volontaires exercées, constitue une mutilation ». Considérée comme un crime, la mutilation tombe sous le coup de l'article 222-9 du code pénal qui punit d'une peine maximale de quinze ans de réclusion criminelle l'auteur principal ou les complices, lorsque les victimes sont des « mineurs de moins de quinze ans ».

En 1987, se fondant sur cet arrêt, la cour d'appel de Paris s'est déclarée incompétente pour juger un couple malien accusé d'avoir fait exciser leurs six petites filles. Les juges avaient estimé que le rite africain consistant en l'ablation du clitoris ne pouvait être considéré comme de simples coups et blessures volontaires, mais comme un crime de mutilation passible de la cour d'assises.

Depuis l'arrêt de la Cour de cassation, qui ne

concernait pas directement le rite pratiqué par les populations d'origine africaine, les affaires d'excision sont donc presque toujours criminalisées. Le premier procès aux assises s'est déroulé à Pontoise (Val-d'Oise) en mai 1988. Poursuivis pour l'excision de leur bébé âgé de cinq semaines, qui devait succomber des suites de ses blessures, un homme et ses deux co-épouses avaient été condamnés à trois ans de prison avec sursis.

Dans la majorité des cas, les cours d'assises sont en général clémentes et prononcent des peines assorties du sursis total. La première peine de prison ferme (cinq ans dont quatre avec sursis) a été prononcée le 8 janvier 1993 par la cour d'assises de Paris, à l'encontre d'une Gambienne reconnue coupable d'avoir fait exciser ses deux filles.

Ces procès criminels posent un problème de fond dans le sens où ils se transforment systématiquement en mise en accusation d'une pratique, plus qu'en jugement des personnes qui s'en sont rendues coupables. Intervenant, le 3 février, au procès qui se déroule devant la cour d'assises de Paris, Michel Erlich, psychiatre-anthropologue, spécialiste des mutilations sexuelles, a ainsi expliqué que l'excision s'imposait à ces populations « comme une pratique à laquelle on ne peut déroger sous peine d'être exclu de la communauté ». Quitté à braver l'interdit imposé en France.

Jacques Barou, anthropologue

« L'excision relève surtout d'une pression collective »

Des interprétations fantaisistes ou fantasmatiques circulent en Europe à propos du rite africain de l'excision. Quelle en est, à vos yeux, la charge de recherches au CNRS, la signification exacte ?

À l'origine, ce rite de passage était observé au moment de la puberté, pour signifier la séparation des sexes. La circoncision et l'excision se pratiquaient parallèlement à l'occasion de grands rituels d'initiation permettant de confirmer chaque individu dans son rôle masculin ou féminin. L'excision est présente dans de nombreux mythes africains sur la création du monde. Ainsi, dans la tradition des Dogons du Mali, le dieu Ciel a fécondé la Terre, son épouse, avant qu'elle ne soit excisée. De cette union sont nés le renard pâle ou le chacal, qui ont semé le désordre dans le monde. Ainsi, pour de nombreuses populations africaines, la création du cosmos implique la séparation claire et nette des deux sexes par la circoncision et l'excision. La naissance d'un enfant d'une femme non excisée est considérée comme l'annonce du désordre, du malheur.

L'Islam n'a-t-il pas modifié cette croyance ?

En réalité, les Africains islamisés ont interprété l'Islam de manière à le faire coïncider avec certaines de leurs traditions. Comme la circoncision existe dans l'Islam, les populations qui ne séparent pas circoncision et excision croient que cette dernière pratique est aussi religieuse. Cette interprétation repose sur une confusion et traduit la recherche d'un syncrétisme entre la tradition musulmane et des rites anciens.

L'Organisation mondiale de la santé évalue à 130 millions le nombre de fillettes et de femmes ayant subi des mutilations génitales en Afrique et au Proche-Orient. L'ONU parle de 2 millions de fillettes excisées par an en Afrique. Ces chiffres reflètent-ils la réalité ?

C'est très difficile à dire, s'agissant d'une pratique que l'on cache aux autorités, là où elles luttent contre, et à la famille. On fait parfois « semblant » pour satisfaire les anciens, les grands-mères, les grand-tantes. La réalité est complexe : certaines ethnies ont toujours ignoré l'excision, d'autres l'ont abandonnée, d'autres encore la pratiquent non plus à la puberté mais sur des bébés.

Quelle est l'étendue du phénomène au sein de l'immigration africaine en France ?

Cette pratique ne concerne que les populations originaires du Sahel (Mali, Mauritanie, Sénégal), issues d'un milieu rural. Le fait d'avoir été constitué dans l'immigration une vie communautaire assez intense a

« Je suis partisan d'une répression car la loi est valable pour tout le monde »

permis le maintien de la tradition, dont on hésite à s'affranchir du fait du lien très fort tissé avec le pays d'origine. Il est probable qu'entre 30 000 et 40 000 femmes sont concernées en France, mais toute évaluation est hasardeuse car certaines femmes refusent l'excision sans l'avouer franchement, tant il est difficile de s'affranchir de ce groupe. Celles qui s'engagent pour dénoncer l'excision sont accusées d'être dévergondées, occidentalisées, de faire perdre l'identité culturelle africaine. Pour la première fois, une Française issue de la deuxième génération de l'immigration met elle-même en cause, devant la justice, ses parents et une exciseuse.

Cette attitude marque-t-elle un tournant dans l'histoire de l'intégration des Africains en France ?

Probablement, car ce geste qui

traduit l'adhésion à une valeur de la société d'accueil était pratiquement impossible pour une femme de la première génération immigrée. Cette étape, même si elle n'a pas de signification générale, montre qu'existait désormais la possibilité d'affirmer sa liberté individuelle face à une pratique qui relève moins d'une conviction intérieure que d'une pression collective.

La justice pénale est-elle un bon moyen de traiter la question de l'excision ?

Le passage devant les assises, le recours au jury populaire donne une dimension spectaculaire qui occulte toute la complexité du phénomène. Une publicité maladroite pourrait faire apparaître les accusés comme des gens non civilisés, attachés à des pratiques barbares. Les Africains risquent d'interpréter le procès criminel comme une discrimination, une volonté de dépeindre leurs traditions. Peut-on continuer à affirmer cela à partir du moment où c'est une Africaine qui porte plainte ? Ne négligeons pas les réactions de désespoir probables chez des parents déjà désorientés par l'assimilation progressive de leurs enfants.

Votre critique du traitement judiciaire vous amène-t-elle à penser qu'il faut laisser faire ?

Pas du tout ! Je suis partisan d'une répression car la loi est valable pour tout le monde. La justice doit intervenir. Mais plutôt que les jurés, des magistrats professionnels me sembleraient mieux à même d'accompagner la sanction de pédagogie. Le fait que de nouveaux cas apparaissent après dix années de répression montre les limites de la stratégie suivie. Sans doute devrait-on aller plus loin dans le travail d'information et de sensibilisation. A seulement culpabiliser des gens déjà déstabilisés, on s'expose à une revendication brutale de restauration de ces traditions.

Propos recueillis par Philippe Bernard

Non-lieu annulé pour un policier de Mantes-la-Jolie

PRÈS DE HUIT ANS après les faits, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a infirmé, mercredi 10 février, le non-lieu dont avait bénéficié Pascal Hiblot, le policier auteur d'un coup de feu mortel sur Yousséf Khalfi, un Algérien de vingt-trois ans en juin 1991 à Mantes-la-Jolie. Les magistrats ont ordonné un supplément d'information.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, Pascal Hiblot et ses collègues du commissariat de Mantes-la-Jolie interviennent pour mettre fin à un rodéo automobile auquel se livrent plusieurs jeunes du quartier du Val-Pourré à bord de voitures volées. Alors que les fonctionnaires ont établi un barrage, c'est le drame. Une voiture conduite par Lhadj Sekli, un Marocain de dix-neuf ans, ne parvient pas à éviter le véhicule de police et le percute. La jeune gardienne de la paix, Marie-Christine Ballet, trente-deux ans,

est tuée sous les yeux de ses collègues. Mais une demi-heure plus tard, alors que les policiers sont toujours sur place, une seconde voiture se dirige vers eux à vive allure. Pascal Hiblot sort alors son arme et, par trois fois, fait feu dans sa direction, tuant le conducteur, Yousséf Khalfi, d'une balle dans la nuque.

TÂCHES ADMINISTRATIVES

Au terme de huit ans d'information, pendant laquelle il n'a été ni incarcéré, ni suspendu mais affecté à des tâches administratives dans un commissariat de l'Essonne, Pascal Hiblot a bénéficié, le 28 juin 1998, d'une ordonnance de non-lieu prise par Jean-Marie Charrier, juge d'instruction à Versailles. Le parquet et la famille du jeune homme avaient fait appel de cette décision.

Le 13 janvier, lors de l'audience devant la Chambre d'accusation,

l'avocat général Alain Junillon avait requis le renvoi de Pascal Hiblot devant la Cour d'assises, alors que son avocat, M^{re} Françoise Berrux, plaidait l'état de nécessité et la légitime défense. Selon elle, la volonté de tuer de son client « n'existait pas », estimant « imprudent » voire « très maladroite » d'avoir maintenu sur place « ce soir-là, au sein du dispositif de sécurité » un policier « extrêmement choqué après avoir assisté à la mort de sa collègue ». Mercredi matin, la Chambre d'accusation a confié à son premier conseiller, Richard Teboul, un supplément d'information destiné à définir les responsabilités. Les avocats de la famille de la victime, M^{re} Olivier Fontbuis et Alain Mikowski se sont félicités, mercredi, d'une « décision qui va permettre de poursuivre les investigations après une première instruction bâclée ».

Jean-Claude Pierrette

à 5 minutes de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Une occasion unique de trouver toutes les marques au meilleur prix !

500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues par mois.

STATION SERVICE, PARCING VISITEURS, SERVICE APRÈS VENTE, BREAK MONOSPACE, RETOUR SAISIE, ARRIVAGE CEE, ATELIER DE PRÉPARATION, VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms, ACCUEIL COMMERCIAL, ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES, MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m.

227, bd Anatole FRANCE 93200 ST DENIS 01 49 33 60 90

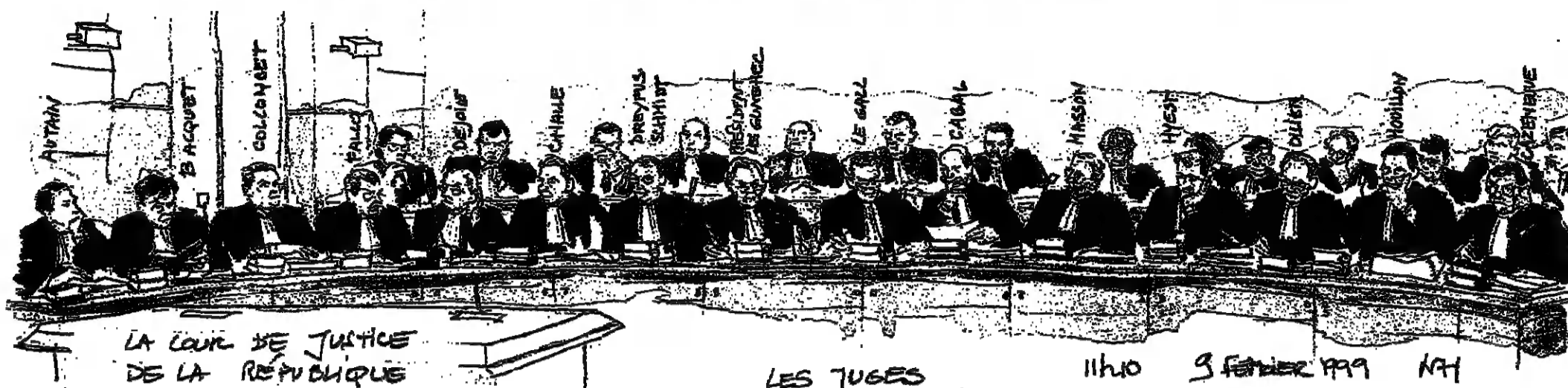
De PARIS Pte de St Ouen, suivre Maine de St Ouen, puis 300 m, ouvert 7 jours/7.

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999

Naissance de la Cour de justice « surréaliste » de la République

Bons mots du président Le Guehec, incertitudes sur la motivation de l'arrêt, controverses sur la venue de certains témoins : le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, dans l'affaire du sang contaminé, a débuté dans une extrême confusion



LES JUGES
DERRÈRE LES JUGES, LES JUGES S'OPPOSENT

TOUT COMMENCE par cette gravité qui sied à la justice. Un vibrant avertissement de l'huissier : « La Cour ! » - et les juges entrent. Une masse noire et solennelle. Bernard Cazeneuve, le benjamin des douze parlementaires, est le premier. Ils s'installent. Quinze juges en arc de cercle, tous en robe, uniforme des juges, et leurs suppléants derrière. Christian Le Guehec, leur président, est parmi eux. Mardi 9 février, justice et politique accouchent d'une nouvelle cour, la Cour de justice de la République, taillée sur mesure, ou presque, pour l'affaire du sang contaminé.

Bientôt pénètrent à pas lents, visages graves, ceux qu'elle est appelée à juger. Laurent Fabius, puis Georgina Dufoix, enfin Edmond Hervé. Une colonne de ministres,

une ligne de prévenus. Il n'y a pas de banc mais de petits bureaux. Un pupitre taillé pour chacun. Ils posent cartables et sacs à main, s'assoient, croisent les mains. Regard sombres, silences, puis vérification des identités de ces prévenus qui fassent par en bas leurs juges devant eux surlevés.

Avec la maîtrise fragile d'un meneur de débats débutant, le président Le Guehec appelle les soixante-deux témoins. A comme Allain, Jean-Pierre, ancien responsable du département recherche du Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Et c'est le premier accroc. Comme Michel Garret, ancien directeur général du CNTS, Bahman Habibi, son adjoint, Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, Claire Gazengel et Yvette Sultan, médecins spécialistes de l'hépatite, et Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé, le docteur Allain a fait savoir, par lettre, qu'il n'entendait pas venir témoigner.

Le procureur général, Jean-François Burgelin, faux accusateur puisqu'on sait déjà qu'il ne soutiendra pas l'accusation, se lève. Il souligne la « situation particulière » de certains témoins. Un véritable tricot procédural : en tant que mis en examen dans le dossier du sang contaminé instruit selon le droit commun par la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Gerfroy, ils ne sont pas soumis à l'obligation du serment. Mais, en tant que témoins dans la procédure impliquant les ministres, ils de-

vraient, en revanche, devant la Cour de justice de la République, jurer de dire toute la vérité dans des débats auxquels ils ne peuvent participer.

« Il y a une évidente contradiction », constate le représentant du ministère public. La défense acquiesce, ainsi que l'ensemble des avocats des témoins, dont la présence agace manifestement le président et ajoute un zeste d'exception à une procédure qui n'en manque pas. Le procureur général

visage de ne pas faire prêter serment aux témoins qui sont mis en examen, mais certains, à l'appel de leur nom, indiquent au contraire qu'ils souhaitent « fermement » prêter serment. Sourires sur les bancs de la Cour.

Alors que les avocats Sabine Paugam et Max Lecoq ont déposé des conclusions pour protester contre l'impossibilité pour les familles de victimes de se porter partie civile devant la Cour de justice, le président se lance dans un

travail mon innocence et celle de mes collaborateurs. J'entends que la vérité et le droit soient respectés. L'ancien secrétaire d'Etat à la santé tonne contre le fait qu'on ait pu prendre son caractère réservé, « héritage de [son] histoire et de [sa] culture », pour « de l'apathie et de la légèreté ». Il insiste sur les « incertitudes » de l'époque - « Comment ne pas faire confiance à l'unanimité des experts consultés ? » - et affirme que « l'histoire de la santé publique retiendra que jamais nous ne sommes allés aussi vite entre l'apparition d'une maladie nouvelle, la découverte de son agent causal et son dépistage ».

Voix plus douce, debout, Georgina Dufoix invite les juges à « voir ce qu'est une décision politique dans un contexte scientifique qui évolue ». Elle veut donner du sens à sa petite phrase, « responsable, mais pas coupable », qui lui a « coûté extrêmement cher ». « C'est juste de répondre à des gens qui ont souffert. » Elle entend aussi « répondre de ses collaborateurs ». Elle cite le nom de chaque plaignant. Elle se « sent dans la paix » avec l'une d'elles. « Ces hommes et ces femmes ont le droit qu'on leur explique comment on a pris ces décisions. » Elle dit encore l'impasse : « Quand on parle, on dit que vous êtes cynique ; quand on se tait, on dit que vous vous en fichez ».

Laurent Fabius, plus bref, assure qu'il répondra « à toutes les questions » que formuleront ses juges et concentre, pour l'instant, son propos sur les victimes. « J'espère

que ce procès, qui est devenu nécessaire, permettra d'établir que nous avons agi en conscience et comme nous le devions, qu'il va préciser les causes réelles de ce drame. Chacun, ici, a un droit et un devoir de vérité. J'attends de ce procès que, dans le respect de la douleur, il serve la vérité et la justice ».

Curieuse ambiance que celle de cette juridiction. Curieuse image, si ce n'était la gravité du dossier, qui se reflète sur écran géant, en plan fixe, dans la salle d'audience : mi-tribunal du peuple, mi-jeu télévisé. Les caméras, comme à chaque début de procès, ont tourné puis se sont effacées - les prévenus ont refusé d'être filmés - mais un goût d'audiovisuel a persisté. Le décor de ce prétoire d'occasion est celui des plateaux de télé. Rampes de spots, mobilier micro, moquette taupe, pupitres et écrans. A chaque candidat son bureau.

Strange ambiance. Une fois passée la colère des plaignants (lire ci-dessous), le président regarde sa montre : il est à peine 16 heures. Il avait prévu de terminer à 20 heures. Flottement. Personne n'a encore posé de questions. Personne n'a porté l'accusation. Un non-procès ? Que faire ? Que dire ? Parler du dossier ? Entamer la chronologie ? Suspendre jusqu'au lendemain ? « Mascarade ! » « Comédie ! », soufflent au premier rang du public clairsemé les rares familles de victimes présentes.

Une voix suggère alors de visionner des cassettes vidéo. Le président trouve l'idée assez bonne. Projection. Sans aucune mise en perspective par rapport au dossier et sans commentaire. Préparé par la défense de Laurent Fabius, un premier montage expose diverses coupures de presse et divers extraits de journaux télévisés, essentiellement de l'année 1983. Retour sur les incertitudes du monde médical, telles qu'elles étaient médiatisées par les télévisions. Sur la notion de « porteur sain » alors véhiculée. Sur les questions éthiques soulevées par l'information à donner aux personnes testées séropositives.

Puis l'on visionne un reportage complet d'Antenne 2 du 6 mars 1985 « sur un sujet crucial et périlleux » qui est « désormais un problème de santé publique », selon le lancement de présentation de l'époque. Versé au débat par la commission d'instruction, le document évoque les dangers de la maladie, les risques transfusionnels et les enjeux économiques liés au dépistage du sida. Puis l'on projette un document où sont notamment interrogés les professeurs ennemis Robert Gallo et Luc Montagnier à propos de la découverte du virus. Quelle date. 1984 ? Non, non, 1983. Confusions. Le président Le Guehec se perd dans les scellés.

Alors, on se quitte. Juges et prévenus d'un côté, journalistes et public clairsemé de l'autre, regagnant la sortie du Centre de conférences internationales, moquette et tapis rouges, plantes vertes à l'entrée. Remise des badges aux hôtesses à l'accueil, tickets pour le vestiaire. Entre-temps, une Cour est née. La Cour de justice « surréaliste » de la République.

Jean-Michel Dumay
Dessins : Noëlle Herrenschnit

INSTANTANÉ

LES APPROXIMATIONS DU PRÉSIDENT

Est-il perdu ? Est-il tendu ? Ou est-il par nature déroutant ? Lorsqu'il présidait la chambre criminelle de la Cour de cassation, il n'y a pas si longtemps, le président Le Guehec contrôlait la bonne mise en forme de l'ensemble des procès pénaux qui se tenaient en France, gendarme en chef de la procédure. Or, mardi, sur trois témoins, pas une prestation de serment n'a été correctement prononcée... Que M^{me} Sabine Paugam et Max Lecoq déposent des conclusions au nom de familles de victimes hépatites, et le voki qui s'inquiète de savoir s'il doit les viser. Que Jean Ducos, ancien président de la Commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), indique qu'à sa connaissance le professeur Jacques Ruffié, ancien président du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), absent, est souffrant, le président demande : « Vous ne pourriez pas lui téléphoner pour lui dire... »

Dans sa carrière, le président de la Cour de justice ne s'est guère frotté aux juridictions de jugement. Manque d'expérience. Mais son absence de rondure, parfois, détonne également. A M^{me} Paugam, qui tente, en vain, de se faire écouter : « Je n'ai pas à vous entendre (...). Ici vous êtes des passants qui passent. - Peut-on alors déposer des conclusions ? - Vous pouvez déposer vos conclusions sur un meuble. » A M^{me} Jean-René Farthouat, qui tente d'expliquer les raisons pour lesquelles sa cliente, le docteur Claire Gazengel, n'entend pas se déplacer : « Ce n'est pas à un avocat de témoigner de mener les débats ! » Que M^{me} Françoise Touboul-Fischer veuille faire de même pour Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé : « Vous n'avez pas à plaider ! » Ou que M^{me} Gérard Weller veuille connaître le contenu d'une lettre qui a motivé l'absence de témoins : « La cour appréciera ou, plus sèchement : « Ca suffit maintenant ! » Et quand M^{me} Bernard Cahen, avocat de Georgina Dufoix, s'inquiète enfin de savoir si le jugement, si lourd de conséquences, sera motivé ou non, sans ciller, le président de la Cour de justice répond : « C'est peut-être le suspens... »

J.-M. Dy

Un véritable tricot procédural : mardi 9 février, justice et politique accouchent d'une nouvelle Cour, taillée sur mesure, ou presque, pour l'affaire du sang contaminé

indique qu'il ne requerra pas la force publique pour faire venir ceux qui ne le souhaitent pas et qu'il ne soumettra pas à l'amende ceux qui refuseront de prêter serment. Peine perdue. La Cour décidera de faire venir, au besoin entre deux gendarmes, les sept récalcitrants.

Le président Le Guehec rebondit. « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionnante, voire surréaliste. » Le bon mot. Le président indique qu'il en-

« rapport de synthèse » assez légalisant, où il n'est curieusement nullement question du fond de l'affaire mais seulement du fait que « les juges se déterminent en leur âme et conscience, sans céder à aucune pression », de ce que les « malheureuses victimes » étalent d'un « tragique enchaînement » et de ce que les trois ministres étaient « depuis trop longtemps en état de comparution permanente ».

Chacun à leur manière, les trois ministres déclinent alors de courtes déclarations liminaires. Sur un ton de tribu, lisant son texte, Edmond Hervé dit vouloir « assumer son action ». « Je démon-

Le réquisitoire des témoins contre une « mascarade de justice »



times ». En définitive, l'ensemble constitue, pour lui, « une mascarade de justice indigne d'un pays démocratique ».

Et le « témoin » prend date devant les juridictions internationales, sous les encouragements, dans le public clairsemé, de quelques familles de victimes, dont les plaintes n'ont pas été retenues devant la Cour de justice. « C'est un réquisitoire plus qu'une déclaration », commente le président Le Guehec.

Le procureur général Jean-François Burgelin a à peine le temps de lui expliquer qu'il ne pouvait procéduralement faire autrement que de le citer comme témoin pour qu'il puisse s'exprimer qu'Agnès Cochlin, une pharmacienne qui a perdu son fils à l'âge de cinq ans (Le Monde du 10 février), déverse à son tour sa colère. « Ça fait des années que j'attends ce jour. » Son regard accroche celui des ministres, impassibles, à

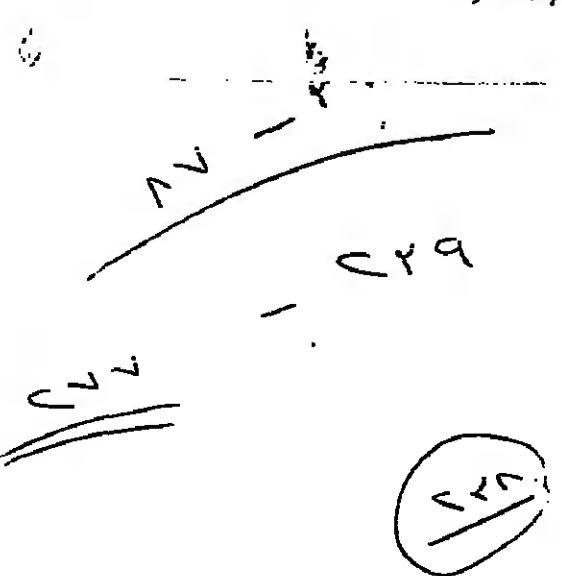
quelques mètres, et surtout celui d'Edmond Hervé : « 4 500 condamnés à mort que vous avez faits ! En êtes-vous conscient ? » Elle dit le prix du test de dépistage : « Vingt francs, le prix de la vie de mon fils ! » Et elle lance : « Ignorer l'urgence du sida en juin 1985, c'est ignorer les camps de concentration en 1945 ! »

« VOUS AVEZ LES MOYENS »
Puis M^{me} Cochlin met aussi en doute l'impartialité des juges. A une exception près : « Je compte beaucoup sur vous, monsieur le président. » « Pourquoi ces gens qui se disent responsables occupent encore des fonctions dans les affaires de la cité ? questionne-t-elle encore. Vous n'avez pas honte, monsieur, madame ? » On demande s'il y a des questions. Il n'y en a pas. Côté parquet, côté défense. « De toute façon, je n'aurais pas accepté de répondre. »

Gilles Pétard, quarante-sept ans, a perdu son père, décédé à la suite d'un pontage cardiaque ayant nécessité une transfusion. Lui aussi se tourne vers les prévenus. « Je demande à ce que vous soyez punis comme il se doit. Vous aviez les moyens de stopper cette endémie. » Mais l'agressivité, cette fois, est moindres que chez le témoin qui le précédait : « Bien sûr, il y a un certain degré de culpabilité. Vous n'avez jamais eu la volonté d'intervenir. Mais vous aviez une obligation de résultat. Surtout M^{me} Hervé et M^{me} Dufoix, vous n'avez pas fait votre travail correctement. »

Trois voix seulement, pour toute l'affaire du sang contaminé. Des places vides dans le public. La salle a duré une demi-heure à peine. Personne n'a posé de question. Personne n'a souhaité engager le débat.

J.-M. Dy



Par la défense, les informations
sont les incertitudes scient.

Décision - hors norme

La Cour de justice de la République a été créée pour juger les ministres. Mais dans l'affaire du sang contaminé, elle a été créée pour juger les témoins. Une décision hors norme.

La Cour de justice de la République a été créée pour juger les ministres. Mais dans l'affaire du sang contaminé, elle a été créée pour juger les témoins. Une décision hors norme.

La Cour de justice de la République a été créée pour juger les ministres. Mais dans l'affaire du sang contaminé, elle a été créée pour juger les témoins. Une décision hors norme.

La Cour de justice de la République a été créée pour juger les ministres. Mais dans l'affaire du sang contaminé, elle a été créée pour juger les témoins. Une décision hors norme.

La Cour de justice de la République a été créée pour juger les ministres. Mais dans l'affaire du sang contaminé, elle a été créée pour juger les témoins. Une décision hors norme.

Pour la défense, les informations parues en 1985 illustrent les incertitudes scientifiques de l'époque

Des extraits des journaux télévisés ont été visionnés lors de l'audience

LA PRESSE de 1985 pourra-t-elle servir de caution aux trois prévenus ? Pourra-t-elle, en d'autres termes, permettre de justifier une absence ou un retard dans une prise de décision ? C'est visiblement ce qu'avaient en tête plusieurs avocats de la défense au cours de l'audience du 9 février. Ils ont insisté pour que la cour visionne une cassette préparée par leurs soins, visant à démontrer que les incertitudes scientifiques de l'époque - au demeurant réelles - trouvaient un large écho dans les médias, brouillant de ce fait la perception que les autorités pouvaient avoir de la gravité du sida. On y voyait le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique, sous-estimer la gravité du sida et le docteur Willy Rosenbaum relativiser l'importance du sida post-transfusionnel comparativement aux autres voies de contamination du virus.

Après le visionnage de cette cassette, l'avocat général, Roger Lucas, a insisté pour que la cour accepte - par souci d'équité - de visionner des extraits de journaux télévisés de l'époque sélectionnés par la commission d'instruction de la Cour de justice de la République.

SANS REMISE EN PERSPECTIVE

Changement de tonalité : on s'aperçoit alors que la télévision transformait parfois de manière précise et documentée sur les risques du sida. Le 6 mars 1985, un journal de 20 heures d'Antenne 2 présenté par Christine Ockrent consacrait 9 mn 45 à la maladie. Une enquête de la journaliste Lucie Soboni pointait les risques de la transmission par voie sanguine du virus et insistait - déjà - sur les nécessités de la prévention.

Présentées ainsi à l'audience, sans le moindre débat, sans la

moindre remise en perspective, toutes ces coupures de presse, tous ces extraits de journaux télévisés, ne démontrent pas grand chose. La presse de l'époque se faisait d'abord l'écho de ce que pensaient les médecins et les scientifiques, mais aussi des informations que distillaient les pouvoirs publics. Comment comprendre, sinon, que certains journaux, dont *Le Monde* n'ait pas encouragé la diffusion de seringue à usage unique pour les toxicomanes ou que d'autres quotidiens, dont *Libération* et *Le Monde* aient, pendant de longs mois, focalisé leurs articles sur les risques de discrimination des groupes à risque, en premier lieu les homosexuels ?

De la même manière, il n'est guère possible d'analyser sérieusement les contenus des articles pu-

bliés durant l'été 1985 sur les traitements des hémophiles sans s'interroger sur la manière dont les dirigeants de la transfusion sanguine justifiaient auprès des médias leurs décisions. A l'évidence, personne n'avait cru bon de fournir aux journalistes la note que le docteur Garretta, le directeur général du CNTS, avait écrite, le 7 mai 1985, au directeur du Laboratoire national de la santé et dans laquelle on pouvait lire que « conscient que trois mois de retard signifient, à terme, la mort de 5 à 10 hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches, l'équipe de direction et les chefs de département concernés du CNTS estiment que c'est maintenant une urgence absolue d'interrompre la propagation de cette contamination chez les hémophiles et leurs familles ».

Persone, non plus, ne leur avait parlé de ce courrier adressé le 5 juillet au professeur Ducos, le président de la Société nationale de transfusion sanguine, par le professeur Boneu (CRTS de Toulouse) dans laquelle on pouvait lire ceci : « Ma conscience professionnelle me dicte qu'il est nécessaire d'interdire dès aujourd'hui la délivrance des produits non chauffés pour tous les hémophiles qu'il importe massivement et de façon transitoire pendant 1 ou 2 mois les produits chauffés auxquels les hémophiles peuvent prétendre (...) Je suis convaincu qu'il y a tendre (...) la matière à scandale et l'ensemble de cette affaire et l'ensemble des médecins transfuseurs et responsables d'hémophiles seront accusés à juste titre de négligence ».

Franck Nouchi

Un homme au seuil de la salle : « Mon fils est mort. Je peux entrer ? »

PLUS QUE JAMAIS, on attendait dehors le contre-procès de celui qui, pour trois ou quatre semaines, aura lieu dedans. Dedans, c'est la salle d'audience de la Cour de jus-

REPORTAGE

Dehors, on guettait foule, cris des mécontents : sagesse résignée à l'ordre du jour

tice de la République. Dehors, c'est la rue ou la salle des pas perdus, le lieu ouvert à ceux dont la parole n'entre pas dans le cadre de la loi. Ne prévoyant la présence des victimes qu'à titre de témoins cités et non comme parties civiles, cette juridiction inédite avait tout pour laisser croire que le centre de gravité du procès serait déplacé vers l'extérieur du prétoire.

Dehors, on guettait donc la foule, les associations de victimes, les cris des mécontents. Mais comme l'avait expliqué dans nos colonnes le président d'Act Up Paris, Philippe Mangot (Le Monde du 9 février), les militants de l'association, qui s'étaient illustrés lors du procès Garretta en brandissant les effigies des ministres couverts de sang, laisseront agir seule la justice qu'ils avaient réclamée. Très peu nombreux, les partisans du jugement pénal des ministres ont choisi la discrétion.

Au petit matin, mardi, ne se pressait qu'un petit groupe anonyme : étudiants en droit, avocats, amis de témoins, soutiens des prévenus ou « simples citoyens ». Au point que les caméras de télévision semblaient en mal de sujet, ne sachant où se tourner. Elles s'arrêtaient sur Edmond-Luc Henry et Olivier Duplessis, respectivement

président de l'Association des hémophiles et de l'Association des transfusés, sur tel avocat ou sur quelques-unes des victimes appelées à déposer le jour même. Dans la rue, c'est à peine si un passant ou deux arboraient une pancarte rédigée à la hâte.

« Agir en dehors du procès ? A quel bon ? On ne se connaît même pas entre nous, expliquait le mari de Sylvie Rouy, victime et trop malade pour témoigner le premier jour. De toute façon, un procès qui exclut les parties civiles est une parodie de justice. » Une forme de sagesse résignée semblait à l'ordre du jour. Certains attendaient toutefois leur heure. M^{re} Jacques Vergès errait dans le hall aux côtés de sa cliente, Agnès Cochin, qui venait d'être entendue comme témoin. Critiquant d'un air indifférent un « tribunal de complaisance où les parties civiles ne sont pas invitées à garantir l'objectivité », il a annoncé son intention d'assigner prochainement les trois ministres pour « faute » devant le tribunal de grande instance, « seul lieu qu'il nous reste pour parler », et d'y demander 1 franc de dommages et intérêts.

« On ne va pas avoir la vengeance et la haine toute noire », murmurait de leur côté des commerçants de la région nantaise qui avaient eux aussi perdu leur fils. Leur souffrance calme a dénoté les plus disciplinés des gardes. « Je peux entrer ? », a demandé l'homme au seuil de la salle d'audience, alors qu'il n'avait pas d'accreditation. « Impossible », a tranché le garde. « Mon fils est mort. Je peux entrer ? », a répété l'homme. Ce fut comme un sésame. Et il est allé s'installer face à la Cour, sans rien demander de plus.

Marion Van Renterghem

La « décision » hors normes du président Le Guehrec

UNE LETTRE du président Le Guehrec qui n'a pas été encore évoquée à l'audience pourrait, selon certains juristes, poser des problèmes procéduraux. Le 5 janvier, le bâtonnier Jean-René Farthouat, conseil du docteur Claire Gazengel, informe par courrier le président de la Cour de justice de la situation particulière de sa cliente. Mise en examen pour empoisonnement dans la procédure instruite à Paris par le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, Claire Gazengel figure également parmi les témoins cités devant la Cour de justice de la République.

En tant que témoin, elle est susceptible de prêter serment devant la Cour mais en droit pur, cette prestation est potentiellement attentatoire aux droits de la défense si elle comparait un jour devant une juridiction.

Le président Le Guehrec répond à M^{re} Farthouat dans une lettre datée du 8 janvier. Faisant référence à la loi organique de novembre 1993 instituant la Cour de justice et au code de procédure pénale, le magistrat écrit : « Il m'est apparu, comme à vous, que leur audition sous serment posait un délicat problème, non prévu par le législateur ».

Cet avis du président serait presque anodin s'il n'était assorti du paragraphe suivant : « C'est pour-quoi, contrairement à l'avis exprimé à ce sujet par un éminent universitaire spécialisé, consulté par mon pré-cesseur, et compte tenu de l'atteinte aux droits de la défense de ces témoins particuliers qui pourrait résulter, en l'espèce, de leur prestation de serment - qu'elle soit d'ailleurs imposée ou acceptée - j'ai décidé qu'ils en seraient dispensés lors de leur audition devant la Cour de justice de la République ».

CURIEUX CONDITIONNEL

Un mois avant l'audience proprement dite, le président Le Guehrec « décidait » ainsi seul d'une mesure qui relève a priori de la compétence de l'ensemble de la Cour de justice, en audience publique. Le président terminait cependant sa lettre par un curieux conditionnel, en contradiction apparente avec l'affirmation précédente : « Tel serait donc le cas pour votre cliente, comme pour toutes les personnes qui sont dans la même situation ».

J.-M. Dy

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Dominique Brun, Ivan Chaumelle, ses parents, Odette Brun, Bulle J. Vaudier, ses grands-mères, Berthy Estampes, Anne Brun, Jean-Luc Brun, Alexandre Chaumelle, Philippe Lamaison, ont l'immense joie d'annoncer la naissance de Alma CHAUMELLE, le 3 février 1999, à Paris.

Mariages

Philippe et Anita TEXIER, Giuseppe et Catharina BARBIERI, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Justine et Alberto, célébré dans l'intimité, à Campello (Italie), le 6 février 1999.

152, boulevard Magenta, 75010 Paris. Via dei Sabelli n° 39, 00185 Roma.

Décès

- Jean-Louis Audirac, son épouse, Pierre-Alain Audirac, son fils, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Paulette AUDIRAC, survenu le 7 février 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées, le 10 février, en l'église de Bumes (Landes), 4, rue Ronsard, 92360 Meudon.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le vendredi 5 février 1999, dans sa soixante-douzième année, de M. Michel BALANÇON, directeur de centre hospitalier honoraire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 86, rue de la République, 28130 Saint-Piat.

- Judas Anzelos, et ses enfants, Jean-Michel, Lisa et son époux, et leurs enfants, Michelle Aknine et Danielle, sa fille, Victor Aknine et ses enfants, Robert et Judith Aknine, Joseph et Jonathan, leurs enfants, Elie Lascar et ses filles, Nicole, Brigitte, Valérie, leurs époux et leurs enfants, Alice Anzelos et Charles Paravel, Alice Zermud, Yves, Soula et Norbert, ses enfants, font part du décès de leur mère, leur grand-mère, arrière-grand-mère et tante, Rahmouna BENHAMOU, survenue, à Paris, le 6 février 1999.

8, rue Octave-Fénellet, 75016 Paris.

Mariages

- Sa femme et ses enfants ont la tristesse de faire part du décès de Maurice CARRIL, survenu le 8 février 1999, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Montmartre, après la cérémonie religieuse qui sera célébrée le samedi 13 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Catherine Chabrol, son épouse, Marie et Guillaume, Mathilde et Marc, Juliette, Eléonore, Alix, ses enfants, Jacqueline et Maurice Chabrol, ses parents, Didier, Marie-Pascale, Bertrand, ses frères et sœur, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Benoît CHABROL, survenu le 5 février 1999, à l'âge de cinquante-deux ans.

Vous pouvez nous annoncer la veillée pour le lendemain jusqu'à 17 h. Permanence le samedi jusqu'à 16 heures.

- M. Michel Drapier, son épouse, Philippe et Patricia Drapier, Dominique et Sophie Drapier, Claire Drapier, ses enfants, Louis et Emilie, ses petits-enfants, M^{re} Marie-Louise Jubert, sa mère, M^{re} Claude Fleury, M. et M^{re} Michel Marzau, ses sœurs et son beau-frère, M. René Drapier, son beau-père, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Monique DRAPIER, née JUBERT, survenue le 8 février 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 février, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Dijon, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

225, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, 16, rue du Chapeau-Rouge, 21000 Dijon.

- La présidente, Le doyen de la faculté de droit, Les personnels de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 8 février 1999, de Monique DRAPIER, maître de conférences de droit public à la faculté de droit de Saint-Maur.

Ils s'associent à la peine de sa famille. Université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex.

- M. et M^{re} André Pastant, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de M^{me} Yvette HAMONIAUX, née MOLLARD, survenue le 7 février 1999, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 12 février, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

7 bis, avenue Schoelcher, 78800 Houilles.

SOUTENANCES DE THÈSE 83F TTC - 12,65 € la ligne Tarif Etudiants 99

Jean KRETSCH, fils de Jean-Baptiste et de Jeanne-Marie Lejeune, veuf d'Adèle Minvielle, décédé le 30 janvier 1999, a été inhumé à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques).

Ancien prisonnier de guerre, sans enfant, il survit au quatre-vingt-quatre ans le 27 février.

Contact : un de ses neveux et filleuls, Louis-Marie Ligot, 19, rue du Paraire, 72000 Le Mans.

- L'Association des utilisateurs du concept MEIC a la tristesse de faire part du décès de D^r Alain LAMBIN-DOSTROMON, survenu en novembre 1998.

- Le président de l'université Rennes-II, L'UFR de sciences sociales, Le département de géographie, Le laboratoire RESO, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami, Georges MACÉ, ancien vice-président de l'université, commandeur des Palmes académiques, survenu le 7 février 1999, à Laval (Mayenne).

- M^{re} Odile Menard, Ses enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de M. Jean MENARD, croix de guerre 1939-1940, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, rappelé à Dieu, le 9 février 1999, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 février, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Solesmes (Sarthe), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 43, avenue Ernest-Reyer, 75014 Paris.

Remerciements

- Nadine, Marcel et Stéphanie remercient de l'amour que vous avez su partager autour de Frédéric.

M. et M^{re} Marcel Benguigui, 7, allée du Bois, 78360 Montesson.

Anniversaires de décès

- Il y a deux ans, Aline GAGNAIRE s'en allait.

Ne plus voir l'ombre Ne plus caresser que la douceur du premier soleil du premier jour.

- Casablanca, Paris, Nice. Le 11 février 1998.

Marie-José nous quitte. Tout notre amour et toutes nos pensées vont vers elle.

Familles Leroux-Bigorre.

Jacky FLOIX

partie le 11 février 1992. Pierre Floix

Conférences

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF) vous propose, dans le cadre de son cycle de conférences sur la pensée juive, la première intervention de Samuel TRIGANO, maître de conférences à l'Université, sur le thème : « Exil et retour dans la pensée juive ».

Jeudi 11 février 1999, 20 h 15, MJLF - 11, rue Gaston-de-Caillevet, Paris-15^e - Buffet dînatoire après la conférence.

Participation aux frais : 120 F. Renseignements et réservations au siège du MJLF. Tél. : 01-44-37-48-48.

« Les fils de guerre au XVIII^e siècle en Europe », par Jean Chagniot, directeur d'études à l'EPHE, le lundi 15 février 1999, à 18 heures, au palais abbatial de Saint-Germain-des-Près, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6^e.

Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense dans le cadre de conférences « De la guerre à la paix ».

Communications diverses

Le FW SYMPOSIUM, Carrefour mondial de technologies de l'information. Du 1^{er} au 5 mars 1999 au Futuroscope, à Poitiers.

La société mondiale de l'information : acteurs et victimes. Renseignements et inscriptions. Tél. : 01-47-04-45-23. <http://www.fwsymposium.org>

CARNET DU MONDE

TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,90 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 € THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 € COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

92 01.42.17.39.50 + 01.42.17.39.42 Fax : 01.42.17.21.38

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Souhaitez la SAINT-VALENTIN

dans le Carnet du "Monde" le 14 février 83 F TTC LA LIGNE

Le mal des banlieues gagne des quartiers de Paris

Des cités de la capitale sont, elles aussi, traversées de tensions. La gauche estime que la mairie a trop longtemps nié la concentration des difficultés sociales dans certains secteurs sensibles

LE MALAISE des quartiers sensibles n'est plus l'apanage de la banlieue... et les Parisiens le font savoir à leurs élus. « On a atteint un niveau en conformité avec ce qui se passe ailleurs », affirme le principal du collège Robert-Doisneau, dans le 20^e arrondissement, s'adressant à Jean Tiberi. Lundi 8 février, le maire RPR de Paris s'est rendu au stade Louis-Lurieu, entre la porte de Bagnolet et la porte de Montreuil, à la rencontre des parents d'élèves et des enseignants. Il venait y parler de « sécurité » et se plaindre publiquement du mauvais traitement infligé par l'Etat à Paris en matière d'effectifs de police.

« Le gouvernement a annoncé un redéploiement en faveur de vingt-six départements, dont Paris est exclu. Or la délinquance y augmente deux fois plus vite qu'ailleurs, et elle est pour moitié le fait de non-Parisiens », a-t-il insisté, en préambule

aux doléances locales. Doléances qui, si elles convergent vers plus de sécurité pour les habitants des quartiers sensibles, révèlent aussi la lenteur des services de la ville à prendre en compte leurs problèmes quotidiens. « Je vous ai alerté depuis trois ans sur ce qui se passe sur ce stade », accuse Michel Charzat (PS), maire du 20^e, qui regrette « la lenteur des services à réagir » et « sur le terrain, le désengagement budgétaire de la municipalité parisienne » en matière de prévention et de politique de la ville. « Les quartiers des Amandiers et de Saint-Blaise ont le sentiment d'être abandonnés par l'Hôtel de Ville », assure l'élus socialiste, poursuivant avec M. Tiberi un dialogue de sourds opposant « le désengagement de la ville » au « désengagement de l'Etat », l'« animation des quartiers » à la « répression de la délinquance ».

Jusqu'ici le « mal des banlieues » a surtout frappé les périphéries des grandes villes : Vénissieux ou Vaulx-en-Velin pour Lyon ; le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ou la Cité des Indes à Sartrouville pour Paris. La « politique de la ville » est née de ces urgences. Paris semblait épargnée. Aujourd'hui, à entendre les témoignages, des bandes armées de battes de base-ball, de pit-bulls, ou d'armes à feu selon le cas s'en prennent aux enseignants sur les stades, aux halls d'immeubles aux policiers même. « Il y a un an et demi, le commissariat du 20^e arrondissement a été attaqué à coups de gourdins, en représailles à l'interpellation d'une bande de jeunes. Ça avait fait trois lignes dans la presse », regrette Bertrand Bret (PS), adjoint au maire du 20^e.

Les élus de gauche de la capitale, aux commandes de six arrondissements, affirment que le phénomène n'est pas nouveau. « La logique de Jacques Chirac, quand il était maire, était qu'il ne pouvait rien se passer de mal dans sa ville. L'Hôtel de Ville a pratiqué la politique de l'autruche, en niant les problèmes, assure M. Bret. Il a fallu attendre Tiberi pour que soit désigné un adjoint chargé des quartiers sensibles ».

« On a de plus en plus d'actions de prévention, proteste l'adjoint en question, Didier Barland (UDF), ancien maire du 20^e. Mais des jeunes avec des pit-bulls près des stades, je ne suis plus sûr que ça relève de la prévention. » Son bilan en matière de politique de la ville reste maigre,

comme l'a révélé le comité de pilotage de juillet 1998, présidé par le préfet de Paris. Alors qu'une convention a été passée, pour cinq ans, en 1995, entre la Ville (300 millions de francs), l'Etat (100 millions de francs) et le Fonds d'action sociale (20 millions de francs), les chefs de projet des onze zones urbaines sensibles (ZUS) ou quartiers prioritaires – la plupart sont dans des arrondissements gérés par la

« Les Amandiers et Saint-Blaise ont le sentiment d'être abandonnés par l'Hôtel de Ville »

gauche – n'ont été désignés qu'en 1998. 10 % seulement des 85 millions de francs rajoutés par le conseil régional d'Ile-de-France depuis 1996 ont été utilisés. « Sous couvert de politique de la ville, l'Hôtel de Ville a surtout utilisé des financements pour conduire des politiques de réhabilitation de logements qu'il aurait de toute façon réalisées », estime M. Bret.

Si la situation n'a pas explosé avant, c'est grâce à un tissu associatif riche, préexistant à la politique de la ville, à l'image de celui du quartier Curial-Cambrail, dans le 19^e, où Véronique Schneider vient de prendre ses fonctions de chef de

projet. « La politique de la ville n'invente rien mais elle nous donne plus de moyens et une cohérence d'action au niveau de chaque quartier », estime-t-elle, prudente.

En fait, la politique de la ville ne fait que décaler à Paris. La mairie s'apprête à signer avec l'Etat et la région une nouvelle convention, couvrant la période 2000-2005. A cette occasion, le préfet de Paris, Colette Horel, pousse à une politique plus structurée des interventions thématiques (aides à l'emploi, lutte contre la toxicomanie...), qui ont mal fonctionné jusqu'à présent. « Des groupes de travail prévus au niveau central, seul a subsisté celui concernant la délinquance, parce qu'il avait pour mission d'attribuer des subventions spécifiques », regrette-t-elle.

Entre les tours du quartier Curial-Cambrail, en plein après-midi, des maîtres-chiens patrouillent. Au centre d'animation, dont les vitres brisées attendent réparation, des enfants s'initient à l'informatique, un groupe de jeunes musiciens répète en studio, un animateur sportif prépare la salle de musculation. « Il y a quinze ans, les gens se battaient pour habiter la "résidence Edmond-Michelet", aujourd'hui, ils fuient la "cité Curial", constate Michel Bulté (RPR), adjoint chargé du logement, en se demandant s'il ne faudrait pas, pour « reconstruire la cité », abattre certaines des tours. Comme l'ont fait certaines villes de banlieue.

Pascale Sauvage

L'Etat souhaite plus de logements sociaux

Une convention-cadre pluriannuelle a été signée entre Louis Besson, le secrétaire d'Etat au logement, et Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, et rendue publique lors d'une visite mardi 9 février de logements sociaux dans le 13^e arrondissement. M. Besson a souligné « la baisse plus qu'alarmante des engagements de logements sociaux enregistrés depuis 1994 ». On est passé d'un peu moins de 2 900 logements sociaux en 1994 à 700 environ en 1998, face à 60 000 demandes non satisfaites. « Cette forte tendance à la baisse, dont Paris n'a pas l'exclusivité, doit être impérativement renversée », a affirmé le ministre. L'objectif de cette convention (réaliser 2 100 logements sociaux par an) est jugé insuffisant par Georges Sarre, maire du 11^e arrondissement et président du groupe MDC du Conseil de Paris. Et Bertrand Delanoë, président du groupe PS, estime qu'il s'agit « d'une avancée faite sous la pression par le maire de Paris ».

Les deux visages du vingtième arrondissement

PIERRE DAGUET, le libraire de la place des Grés, dans le 20^e arrondissement, le sait mieux que quiconque : Paris a deux visages. D'un côté de son minuscule magasin, la rue Saint-Blaise a gardé le charme de l'ancien village de Charonne : les maisons de ville, rénovées par des Parisiens souvent aisés, bordent la chaussée soigneusement pavée jusqu'à la charmante église Saint-Germain. En face, lorsque la rue se poursuit vers la porte de Montreuil, les immeubles laissent entrevoir les tours de treize étages du square des Cardeurs. C'est la ZAC Saint-Blaise, qui a longtemps détenu le record de la plus forte densité de population d'Europe.

« Ici, une quinzaine de mètres à problèmes arrivent à terroriser 20 000 personnes, raconte Pierre Daguet. Mais les difficultés des jeunes habitants de ce quartier sont bien réelles. Ils sont des milliers à vivre dans les appartements surpeuplés des tours. Ils n'ont aucun endroit pour se retrouver. « Une partie de ballon dans un hall d'immeuble et c'est la panique. Les gamins en ont marre de se faire contrôler quatre ou cinq fois par jour par des policiers qui ne sortent de leur voiture que pour cela. Alors, c'est vrai, même les plus sérieux rejoignent les bandes. Il y a ici une véritable solidarité de tous ceux qui se sentent exclus. »

Le climat se dégrade rapidement sur les coteaux de Belleville. Raoul Roland, le patron de la Flèche d'or, le restaurateur branché, installé depuis un peu plus de trois ans dans une ancienne gare de la ligne de la Petite Ceinture, se décourage : « On est dans la spirale de la ghettoïsation, comme en banlieue. Les bons payeurs du quartier commencent à déserter. Ou alors, les gens réfléchissent à des solutions ultra-sécuritaires : on parle grilles et gardiens dans les réunions de copropriété. Chez moi, tout le monde est admi, et j'ai pris des gars du quartier en insertion. Mais à force de problèmes de drogue et de racket, j'ai été obligé d'embaucher cinq personnes pour contrôler l'entrée. »

Dans la rue Saint-Blaise, l'animateur de l'antenne-jeunes a bien du mal à se faire respecter : « Laisse ton chien dehors ! » Mais le pitbull suit son maître qui retrouve ses copains à l'intérieur. Cet équipement de la Ville de Paris avait été attendu si longtemps que les jeunes habitants du quartier ne voulaient pas quitter les lieux les premiers soirs, même s'il n'y avait ni télé, ni baby-foot. Alors, faute de moyens, le local n'est ouvert que de 9 heures à midi. Et les bandes se reforment, dans les

squares l'été, et dans les halls d'immeuble où les cages d'escalier, l'hiver. « Ils ne savent pas parler sans hurler, cela génère un sentiment d'insécurité, dit cette résidente dont le mari a pris un coup de rasoir en réclamant le calme. Et puis, il y en a toujours un qui sort négligemment un flingue. »

ABSENCE DE MIXITÉ SOCIALE

Pour Soudi Alhamidi, animateur à l'office municipal des sports, « le problème numéro un, c'est toujours la drogue ». « La plupart des gros revendeurs viennent de Barbès et de la banlieue, dit-il. Ils savent que pour les gamins de Saint-Blaise, c'est le business facile. Quand tu proposes un stage, on te répond souvent : "T'es malade, quand je peux me faire 500 balles en cinq minutes". » Soudi, président de l'association Espace Moureau, se bat avec d'autres militants associatifs du quartier pour faire rouvrir un étage du bâtiment qui borde le TEP Saint-Blaise. Ce terrain de sports entouré de grilles au milieu des immeubles a longtemps été ressenti comme une véritable provocation : des habitants d'autres quartiers de Paris venaient y

jouer au tennis, alors qu'il est interdit de jouer au ballon dans les rues piétonnes de la cité.

La municipalité du 20^e, qui a reçu deux nouveaux animateurs pour Saint-Blaise, avait obtenu en mai 1998 le principe d'une maison de quartier dans les locaux du TEP. Depuis, plus de nouvelles de la Mairie de Paris et de Jean Tiberi. Et Michel Charzat, le maire (PS) d'arrondissement, se fait prendre à partie par des groupes qui attendent que se réalisent les promesses de David Assouline, son adjoint chargé de l'animation des quartiers. « C'est vrai que tout le monde, dans les associations surtout, tend à baisser les bras, faute de moyens de prévention, reconnaît M. Charzat. On constate, depuis 1995, une montée de la violence, des plus jeunes surtout. Nous avons ici une concentration des problèmes sur les îlots sensibles. Et les raisons sont évidentes : absence de mixité sociale dans les cités, manque de police de proximité, relations insistantes entre les enseignants, la police et la justice. »

Christophe de Chenay

Un pont menace la maison de Maurice Genevoix

ORLÉANS de notre correspondant
A quatre-vingt-six ans, Suzanne Genevoix, l'épouse de l'ancien secrétaire perpétuel de l'Académie française, morte en 1980, est scandalisée. La maison de l'écrivain, les Vermelles – sur la Loire, à Saint-Denis-de-l'Hôtel (Loiret), est menacée par un pont routier, prévu pour déconcentrer la région d'Orléans. « J'ai toujours entendu dire que mon mari avait fait pour la Loire beaucoup plus que les délinquants touristiques. Pourquoi toucher à sa maison ? », s'indigne la vieille dame.

LA OÙ IL AVAIT PASSÉ SON ENFANCE
Maurice Genevoix avait acheté, en 1927, avec l'argent du prix Goncourt obtenu pour *Rabotiot* – fresque des mœurs chasseresques de la Sologne toute proche –, cette vieille maison de vigneron qu'il avait relevée de ses mains. « C'était son port d'attache. C'est là qu'il a écrit la plupart de ses livres », poursuit Suzanne Genevoix. C'était là où il avait passé son enfance. « Tout ce qui, avant l'épreuve tragique [la guerre de 14-18], m'avait été

bonheur de vivre, sentiment d'expansion de l'être, allégresse de liberté demeurait lié pour moi à ce miroir d'eau nonchalant, à cette coulée de lumière changeante », notera-t-il plus tard.

Lois des « corvées parisiennes », Maurice Genevoix a écrit dans sa maison des Vermelles une œuvre qui démontre que la nature est inséparable du destin de l'homme. Son bureau dominait le fleuve.

De sérieuses menaces pèsent sur ce patrimoine, à la suite de deux votes, le 2 octobre et le 9 décembre 1998, du conseil général du Loiret, présidé par Eric Dolige (RPR), qui a retenu le principe de la construction d'un pont à l'ouest de Saint-Denis-de-l'Hôtel et délimité un fuseau dont l'emprise porte atteinte aux Vermelles, selon l'association qui combat le projet. Alors qu'un franchissement à l'est de la commune semblait l'emporter, les élus penchent à présent pour un tracé ouest, plus proche de l'agglomération orléanaise.

Le préfet du Loiret avait aussitôt mis un bémol, affirmant « ne pas disposer d'éléments suffisants de nature à démontrer que le tra-

cé retenu était le meilleur du point de vue de l'intérêt général ».

Colère aussi de Sylvie Genevoix, la fille de l'écrivain : « Les élus se servent de notre nom. Le conseil général, qui avait créé une coopération avec le Rwanda, avant les massacres, a même donné le nom de mon père à un centre culturel là-bas, sans nous en informer. Et maintenant, on veut "passer" sur sa maison ! » Elle prépare un dossier pour que les Vermelles soient classées au patrimoine.

LE BEAU MALHEUR DE LA LOIRE

Le vieux gîte de Loire prévoyait les mauvais coups que l'on porterait à son fleuve : « Le beau malheur si la Loire obéit, elle aussi, au progrès, servante des surhommes qui s'annoncent. » A propos des Vermelles, il écrivait encore : « Lorsque l'homme que je suis aura fermé les yeux, s'il m'arrive de soulever quelque survie ici-bas, une marque encore vivante de mon passage vite effacé, c'est d'ici que je voudrais lancer ma dernière bouteille à la mer. »

Régis Guyotat

La SNCF satisfaite de la régionalisation

L'EXPERIENCE de décentralisation du transport ferroviaire régional menée depuis 1997 dans six régions volontaires a permis d'améliorer les services et d'accroître le trafic avec des budgets stables, selon un premier bilan dressé, mardi 9 février, par la SNCF, qui souhaite généraliser l'expérience. « La régionalisation a créé une dynamique de développement et de modernisation du transport régional de voyageurs, qui était auparavant le parent pauvre du transport ferroviaire », a souligné Jacques Chauvigné, directeur de l'action régionale à la SNCF.

Avec 5 000 trains et 800 cars quotidiens, le transport express régional (TER) draine 500 000 voyageurs par jour, soit 60 % des utilisateurs de la SNCF hors région parisienne. En 1998, malgré les grèves de fin d'année qui ont affecté le transport régional, notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), le trafic a augmenté de 4,9 % dans les six régions pilotes (Alsace, Centre, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, PACA et Rhône-Alpes), alors qu'il n'a progressé que de 3,2 % dans les autres.

DÉPÊCHES

■ DÉCHETS : Un Français sur trois a trié ses déchets d'emballages ménagers en 1998, le taux de recyclage devant atteindre 50 % en 1999, selon le bilan rendu public, mardi 9 février, par la société agréée Eco-Emballages. Il y a 19 millions de « trieurs », c'est-à-dire d'habitants disposant d'un système de collecte sélective dans leur commune. Deux millions de tonnes de déchets d'emballages ménagers ont été valorisés, soit un taux de valorisation supérieur à 60 %. Près de 14 000 communes, regroupées en 533 collectivités locales, sont partenaires du programme.

■ TRANSPORTS : près de 400 bus propres ont été mis en service fin 1998 par les collectivités locales selon un bilan du Groupement des autorités responsables de transport (GART). Ces bus qui roulent avec un carburant amélioré (5 à 15 % moins polluant que le gazole) sont surtout alimentés par le gaz naturel de ville (GNV), qui représente 20 % de la flotte actuellement en commande.

■ BORDEAUX : le groupe Partouche, qui était candidat à la construction d'un casino à Bordeaux, vient de déposer un recours devant le tribunal administratif contre la délibération du conseil municipal du 30 novembre accordant la concession de ce marché à son concurrent, le groupe Accor. Les avocats du groupe Partouche estiment qu'il n'y a pas eu égalité des chances entre les candidats dans cette procédure de délégation de service public. Le dossier du casino, également contesté par Pierre Hurmic, élu écologiste, fait l'objet d'une enquête de contrôle de la légalité de la part des services préfectoraux.

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1999

EUROPE

Enjeux et risques d'une Union européenne élargie

par Jean-Yves Potel

L'opinion polonaise hésite

par Robert Soltyk

Trafic de femmes en provenance de l'Est

par Yves Gery

L'amère victoire des mineurs roumains

par Damien Ronstel

■ FONDS DE PENSION : Jouer sa retraite en bourse ? par Michel Husson – Un triple échec aux Etats-Unis, par Jacques Nikieloff – Au nom des entreprises ? par Dominique Pilon.

■ MÉDIAS : Journalistes à tout faire de la presse américaine, par Eric Klimentberg – Il y a quinze ans : « Vive la crise ! », par Pierre Rimbart.

■ MALAISIE : Un nationalisme pervers, par David Camroux.

■ AFGHANISTAN : Un double piège, par Chantal Aubry.

■ TECHNOLOGIES : Une station spatiale ruineuse et inutile, par Robert Bell – Les termes inégaux des échanges électroniques, par Philippe Quéau.

■ PROCHE-ORIENT : En Irak, des sanctions qui tuent, par Denis Halliday – Israël assume « sa » bombe, par Amnon Kapelouk.

■ CULTURE : La musique techno à dix ans, par Sylvain Desmille – Le cabinet des illusions photographiques, par Edgar Rodis.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

HORIZONS

ENQUÊTE

Questions sur le massacre de Racak

LES rues du village de Racak, sont... Dans le sillage d'une voiture tout-terrain transportant des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), nous descendons prudemment la colline qui surplombe le village. Après avoir contourné la petite mosquée, flèche blanche dans la grisaille, nous grimpons la rue principale, par endroits, neigeuse, d'autres. Une maison finit par brûler, la devanture d'une petite épicerie éventrée. Deux maisons ont été endommagées par des tirs d'armes légères. Ce sont les seules maisons visibles des combats qui ont lieu pendant la journée. Le 16 à 30, vendredi 15 janvier. Les policiers serbes ont retirés du village il y a moins d'une heure pour regagner leur base à Stimje, proche, d'Uroševac, à une dizaine de kilomètres de là. Il ignore tout, le moment précis, de ce chemin vers où, le lendemain, on découvrirait vingt-trois corps entremêlés portant des signes d'exécution sommaire, tués à bout portant.

Pour l'heure, deux voitures orange de vérificateurs, nées de la bannière étoilée, sont déjà là depuis quelques minutes. Membres de la Mission diplomatique d'observation pour le Kosovo (US KDOM, précurseur de la Mission d'observation pour le Kosovo ou KVM), ils sont restés toute la journée sur une route de terre d'entrer dans Racak au départ des Serbes. Une poignée de civils, des hommes, les entoure. Pas de signes de panique ni d'abandon. Les vérificateurs se renseignent sur les circonstances de l'attaque de la police et demandent avec insistance s'il y a des civils blessés.

Un peu auparavant, le matin de mardi, à Pristina, avait distribué un communiqué à la police : « Quinze terroristes de la prétendue Armée de libération du Kosovo (UCK) ont tué les forces de sécurité yougoslaves dans le sud du Kosovo. » Le matin même, à 10 h 30, une même source annonçait que « la police a bloqué le village de Racak et a tué les membres d'un groupe terroriste responsable de la mort d'un officier de police cinq jours auparavant ».

En fin d'après-midi, les vérificateurs ne verront qu'un seul corps : celui d'un vieil Albanais exécuté dans sa maison, d'une balle dans la tête tirée à bout portant. « Je n'ai rien trouvé d'anormal », dit-il. Le village, comme les autres après les combats, nous confiera ultérieurement Scott, un observateur américain présente le jour du massacre. Il ajoute : « Nous doutons qu'il y ait des morts, mais nous ne pouvons pas savoir combien. L'un des habitants nous dit que des hommes ont été arrêtés par la police. Je n'ai rien trouvé d'anormal », répète-t-il.

« Nous nous doutons qu'il y a des morts, mais nous ne parvenons pas à savoir combien. L'un des habitants nous dit que des hommes ont été arrêtés par la police. Je n'ai rien trouvé d'anormal »

Rien ne semble suffisamment anormal, en tout cas, pour dissuader deux des trois véhicules observateurs de quitter momentanément Racak pour prendre la route vers un autre petit village, distant de quelques kilomètres, à l'écart de la route principale tenue par les Serbes. Belinca, Racak, Petrovo, Malopolje : un chapelet de quatre villages albanais cibles des attaques serbes. « On va vers les collines, plus s'écarte des grands axes, plus il y a de combattants de l'UCK », remarque Scott. Racak a le malheur de se situer en bordure de la route nationale qui

mène à Pristina à Prizren. Trop près de la route pour que l'UCK y affiche ouvertement sa présence, trop près des bases de l'UCK pour que les Serbes ne le considèrent comme un village « ennemi ».

De fait, à moins de 10 kilomètres de là, sur le chemin de Petrovo, des guérilleros surexcités surgissent derrière un bosquet de phares, ils contrôlent fébrilement les documents des vérificateurs, la voiture orange ne constitue pas une garantie suffisante. Un œil sur les papiers, un doigt sur la vitre.

Il faudra plusieurs minutes de palabres avant de poursuivre la route pour finalement atteindre le « bureau » de l'administrateur civil du territoire de l'UCK. « Il fallait s'assurer que les combats ne reprennent pas », nous raconte, quarante-huit heures après et sous couvert d'anonymat, un représentant de l'UCK présent lors de cette rencontre. « Les Serbes ont emmené leurs corps », affirme-t-il. Il est probable que les obsèques auront pourtant lieu quelques jours plus tard.

VERS 18 heures, notre « convoi » entre à nouveau dans Racak. Il fait nuit noire, sans lune. Le ciel est constellé de mille feux. Les lampes torches à la main, les vérificateurs vont chercher leur domicile cinq personnes blessées pour les conduire à l'hôpital de Pristina. Dans une des dernières maisons du village, un vieil homme, âgé de 70 ans, nous accueille. Il nous raconte l'arrivée des observateurs pour s'assurer de la sécurité du village. Nous ne pouvons pas, non plus, les onze corps retrouvés gisant le lendemain dans les endroits du village.

« Il n'est pas invraisemblable que les gens présents ce vendredi soir à Racak ne soient pas au courant du massacre », avance Scott. Nous n'entendons aucune allusion au massacre. Rien à propos des femmes enfermées par les policiers dans les caves pendant qu'ils emmenaient les hommes pour les exécuter, nous ne raconteront le lendemain des « témoins ». La nuit d'encre limite les recherches. Trois heures après leur arrivée, les vérificateurs quittent Racak. Jusqu'au matin suivant.

Comme la veille, reporters et observateurs se dirigent vers le village à la demande des Serbes, histoire de vérifier la communication de la police, la troisième en vingt-quatre heures, qui annonce qu'elle « a détruit un groupe de terroristes. Dans les combats, plusieurs dizaines de terroristes ont été tués, la majorité portaient des uniformes de l'UCK ». La rhétorique est habituelle, la propagande grossière.

Quarante-cinq corps découverts dans les lieux sont habillés en civils. En particulier les « vingt-trois » du chemin creux, des hommes adultes, simplement vêtus, vestes élimées, bottes en caoutchouc. On ne les distingue d'autres paysans locaux. « C'était un village UCK », affirme Rujde Jashari, l'administrateur civil de cette zone pour les indépendantistes. « La police avait des informations sur la présence de combattants de l'UCK dans le village. Les gens qui sont dans le maquis tout proche qui reviennent en temps et lieu chez eux en raison du froid », nous a dé-



Près de trois semaines après la découverte de quarante-cinq corps dans ce petit village du Kosovo, les polémiques continuent sur les circonstances de la tuerie. La police serbe, déplacée pour éliminer des combattants de l'UCK, aurait-elle été débordée par des milices venues des villages voisins pour exterminer les civils ? Notre reporter sur place tente de reconstituer les éléments du dossier

cler un journaliste serbe disposant de bonnes sources dans la police locale.

Il est impossible de dire combien de véritables combattants figurent parmi les victimes. L'exception de neuf guérilleros que l'UCK reconnaît avoir perdus. La vérité se trouve quelque part entre les versions serbe - « tous des terroristes » - albanaise - « que des innocents civils ». Mais, en interdisant une enquête du Tribunal pénal international, en entravant le travail d'une équipe de légistes finlandais, en retardant la remise des corps aux familles, les Serbes voudraient dissimuler la vérité qu'ils s'y prendraient autrement. Une chose est sûre : la police serbe s'est pas embarrassée de ce genre de détails - civils ou non - lorsqu'elle a attaqué le village, déserté, depuis quelque temps déjà, par la plupart des femmes et des enfants.

Rien ne justifie la terrible violence des policiers serbes ni la planification du massacre, comme le confirmeront les téléphones interceptés par les services secrets occidentaux, selon le quotidien américain Washington Post. A Racak, il n'y a pas eu de prisonniers, et les hommes qui ont survécu ne le doivent qu'à une

bonne cachette. D'autres, une vingtaine selon certains témoignages, sont parvenus à glisser entre les mailles du filet serbe et à fuir par la route. L'opération avait été programmée, annoncée par une bonne source, des dirigeants serbes présents à jour à Pristina pour la réunion du conseil ministériel, le vendredi soir, de la « réussite » l'intervention.

SEULON les sources dont dispose, l'offensive a commencé aux premières heures du jour. « A 7 h 30, vendredi matin, nous avons été informés par un habitant de Stimje qu'une attaque venait d'être lancée », nous explique Bexhet Shala, le crétaire exécutif du Conseil de libération du Kosovo. « La KVM et les UCK étaient inévitables jusqu'à 9 heures », ajoute-t-il. De fait, n'est-ce vers 9 h 30 que les deux véhicules américains arriveront à Racak. « Sans doute, on ne va pas au charbon ! Donc, choisissez le meilleur poste d'observation », explique Scott, navré de l'« impuissance ». Le poste d'observation, en l'occurrence, est une colline située à 2 kilomètres à vol d'oiseau du village.

On perçoit le sommet du minaret, mais une grande partie de Racak est invisible, dissimulée derrière une autre colline, plus petite, au sommet de laquelle les blindés de l'armée yougoslave pistent les maisons des villages alentours. Un canon antiaérien monté sur un camion est également la colline. « Jusqu'à 15 h 30, nous avons l'impression qu'il y a des échanges de tirs dans les collines. Les rafales ne sont pas continues mais de forte intensité. Des périodes de calme alternent avec des tirs intenses, explique le vérificateur américain. On ne peut rien voir à cause des arbres. » L'Armée de libération fera, elle aussi, de violents affrontements. Légende ou réalité ?

Le journal albanais Koha Ditore affirme que, le matin, des commandos des forces spéciales serbes ont rendu maîtres des collines en tuant neuf guérilleros qui occupaient les postes renforcés de l'UCK situés au-dessus du village. Selon le quotidien de Pristina, les policiers serbes entretiendraient l'illusion de l'attaque en tirant avec des armes sur les combattants albanais. Pendant que les forces spéciales attaquent par le haut, d'autres forces pénètrent, par le bas, dans le village. Il est

7 heures, le piège mortel se ferme.

Que s'est-il passé ensuite ? Les versions divergent. Certains témoignages, Albanais tentent de fuir les premiers coups de canon et cherchent leur salut dans les collines, où ils tombent sur la « seconde machoire » de la tenaille. La plupart seraient exécutés sommairement, d'autres abattus dans leur course. Une autre version circule, qui n'aurait pas totalement la précédente. A peu près mêmes heures, les policiers entrent dans les maisons, séparent les femmes des hommes, qu'ils regroupent sur la rue avant de les emmener

Des survivants ont affirmé avoir reconnu « des civils de Stimje portant des uniformes de la police et des cagoules »

en groupe plusieurs centaines de mètres de là, sur les hauteurs du village, pour les exécuter. Quand ? En fin d'après-midi, comme l'affirme Koha Ditore, après notre départ et celui des observateurs, ou bien dans la matinée, alors que les Serbes ont observé par les vérificateurs de l'US KDOM et que les combats environnants sont terminés. Les survivants des combattants de l'UCK ? Peut-être.

Il ne fait aucun doute que les victimes ont été tuées. Belgrade ne l'a jamais contesté. Mais les exécutions sommaires, si elles sont-elles le fait de la police ou bien de « milices » locales décidées à se débarrasser des survivants ont affirmé avoir reconnu « des civils de Stimje portant des uniformes de la police et des cagoules ». L'opération que la police voulait exemplaire aurait alors dérapé. L'attaque en règle du village se serait transformée en massacre.

Il est troublant, en effet, que la police admette elle-même les lieux du massacre. Il est étonnant que, le samedi matin, elle ne bloque pas l'accès du village, ni les journalistes, ni les vérificateurs, pas plus qu'à l'UCK. Car le changement de décor par rapport à la veille est radical. Le village, hier désert, est envahi d'indépendantistes en uniforme. Ils sont entrés à la lorsque le chef de la KVM, William Walker, arrive sur les lieux. Il exprime son émotion à chaud en dénonçant « un crime contre l'humanité ».

Faut-il croire le politicien modéré Fehmi Agani lorsqu'il voit dans le massacre le machiavélisme du président yougoslave Slobodan Milosevic planifiant ce massacre ? Selon M. Agani, l'homme fort de Belgrade cherchait à discréditer la KVM en stigmatisant l'« impuissance » et l'« impressionnisme » Albanais. Mais, surtout, il aurait sciemment provoqué l'indignation de la communauté internationale. En substance, explique M. Agani, M. Milosevic sait que les Serbes, mais il ne peut jeter l'éponge que sous la menace d'un plus fort que lui, l'OTAN en l'occurrence.

Une nouvelle fois, c'est un massacre qui aura réveillé la communauté internationale et rappelé l'urgence d'un règlement du conflit au Kosovo. Consolation dérisoire pour les familles victimes, mardi 9 février, de convaincre les Serbes de leur rendre les corps et leurs proches pour les enterrer dans un « cimetière des héros ».

Christophe Châtelot
Dessin : Nicolas Vial

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX ■
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc : ■ 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

Sans-papiers : l'Italie exemplaire

Il faut se garder d'un parallèle trop systématique entre la France et l'Italie. La situation dans la Péninsule n'est bien différente, sur ces dossiers, de celle de l'Hexagone. La France est un vieux pays d'immigration; après avoir été pendant longtemps une terre d'émigration, l'Italie de l'est que depuis quelques années. Le nombre des immigrés est quatre fois moins qu'en Angleterre, les Alpes que de la côte-à l'Italie a vécu pendant longtemps, et jusqu'à il y a peu, sans législation sur les étrangers.

Du fait de sa position géographique, l'Italie est ensuite ouverte sur le grand monde - ses frontières forment pour une grande part l'Europe - alors que la France se retrouve pour l'essentiel à l'intérieur de l'Europe. Le poids du facteur géographique est bien plus important. La France est l'économique et la culture, enfin d'une

Le Monde est dirigé par la SA LE MONDE

Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colonnaux
Directeurs : Jean-Marie Colonnaux et Jacques Aubry, directeur général ;
Yves-Jean Buisson, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Rudy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Parnot, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomme
Directeur adjoint : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fréchet, Eric Israelovitch (Adresses et emplois) ;
Laurent Gruenberger (Suppléments et articles) ; Michel Kaitan (Détails) ;
Laurent Gruenberger (Suppléments), Patrick Lemerle (Suppléments) ; Francis Wodet (Secrétariat) ; Alain Standen (Ent)
Eric Le Bouchard (Chambres) ; Jacques Sarrailh (Chambres) ; Christian Mancel (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef adjoint : Eric Assis

Médecin : Robert Sella

Directeur exécutif : Eric Pelloux ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Kollin ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Verzat
Conseillers administratifs : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Mita, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Associés directeurs : Hubert Bouvier-Mey (1944-1949), Fauriol (1949-1952),
Laurence (1952-1953), André (1953-1959), Jacques Laurendeau (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : déterminée au 31 janvier du 10 décembre 1944
Capital social : 985 000 F. Adressables : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnes du Monde,
Association Hubert Bouvier-Mey, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Ma Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le dictateur des lettres soviétiques

L'ÉCRIVAIN russe Alexandre Fadelev est pour quelques jours à Paris. C'est un très grand personnage. Fidèle [] des directives de [] Jdanov, il a [] nommé par le Parti communiste secrétaire général de l'Union des écrivains soviétiques, à la place de N. Tikhonov, jugé trop peu énergique pour faire marcher la gent littéraire dans le droit chemin.

Il [] incontestablement un [] meilleurs romanciers de l'époque stalinienne, [] certains enthousiasmes [] aller jusqu'à voir [] lui un « Tolstoï prolétaire ». L'exagération est manifeste. Alexandre Fadelev est à cent coudées au-dessous de l'auteur de *Guerre et Paix*. Cependant il [] couvert d'honneurs et sa fortune est considérable. [] deux meilleurs livres, *La Défaite* (1927) et *La Jeune Garde* (1945), [] traduits dans une trentaine [] langues.




Il [] si bien en cour qu'il [] été nommé président du comité des prix Staline pour l'art et la littérature. C'est lui qui, chaque année, procède à la distribution de la manne officielle. [] pense bien qu'il ne s'est [] oublié sur [] des lauréats, et c'est ainsi qu'il a reçu un prix de 100 000 roubles en 1946 pour son roman *La Jeune Garde*.

Dans [] discours et [] Alexandre Fadelev manifeste [] mépris [] plus profond pour la littérature [] l'art des pays capitalistes. Contempler [] la dégénérescence de l'Occident », il proclame que lui [] ses parents sont « les seuls héritiers du monde de [] un grand, de ce qui [] d'avant-garde dans la puissante littérature russe [] dans [] la littérature mondiale ».

Henri Pierre
(11 février 1949.)

Films ■ Paris et en province

Mais, en trente ans, les élèves primaires auront perdu quatre heures de cours par semaine, alors que l'on s'efforce toujours d'intégrer à l'école : apprendre une langue vivante, s'initier aux nouvelles technologies, participer à « semaines à thème », sensibiliser à l'éducation à la santé, etc. Aujourd'hui, M. Allègre voudrait réduire la semaine scolaire proprement dite à vingt-quatre heures d'enseignement, auxquelles s'ajouteraient des heures de loisir et de sport.

L'aide  soutien prenant la place d'une partie du temps  cours, se pose alors la question de l'aménagement des contenus  primaires. Si le point de départ de la

Enfin, au lieu des réformes, l'enseignant se voit assigner un nouveau rôle : « Chef d'orchestre » ! Le directeur primaire, on lui demande désormais de constituer une équipe composée d'aides-éducateurs non rémunérés et d'intervenants extérieurs, payés par la collectivité. On compte sur eux pour assurer des activités sportives et culturelles. Polyvalent par tradition, il se recentre sur sa spécialité : sur l'apprentissage classique, un champ que l'institution a pourtant abandonné pour s'agripper à la « périphérie » des

Dans les lycées, la présence d'intervenants **étrangers** est un **significatif** qu'à l'école, mais tout **est** symbolique : les enseignants peuvent vivre l'arrivée de **« natifs »** pour les langues ou de **« spécialistes »** pour les activités culturelles comme une remise en **leur** professionnalité de leur mission. Enfin, le travail en équipe, qui ne peut reposer que sur le consentement mutuel, leur **im-**

Faire de l'école **une** propre re-
cherche **et** **un** moyen **pour** un objectif
légitime. Les réponses pro-
posées par M. **Adams** pour **parve-**
nir posent autant **de** questions
qu'elles prétendent en résoudre et
reposent essentiellement sur **des**
aménagements pédagogiques, réa-
lisables **par** **des** moyens **et**
Contrai-
nement **à** son ambition **de** départ, il
n'a pas réussi la synthèse entre pé-
dagogie **et** savoirs.

Sandrine Blanchard
— *Éditorial*

Suite de la première page

Contre une logique de guerre qu'elle récuse, l'Eglise orthodoxe défend une logique patrimoniale qui refuse la forme d'abandon de souveraineté, qui serait, pour elle, une insulte à l'histoire, à la religion et à l'identité de la nation.

Abasourdi par les catastrophes de l'histoire (occupation ottomane, persécution soviétique), le sang après la chute du mur incapable d'affronter les nouveaux défis de la liberté et de la démocratie, agressée par les sectes autres communautés baptistes, pentecôtistes et catholiques, l'orthodoxie qui, au bord de l'implosion et vient un foyer de tensions.

Comme en Serbie, c'est unique patrimoniale qui complot d'empoisonner les relations orthodoxes - grecs-catholiques en Roumanie et en Ukraine. Roumanie, le voyage de faire en mai Jean Paul II - qui trait une première en territoire orthodoxe - tarde à être complot le patriarcat de Bucarest a temps suspendu cette visite haïlée par les autorités politiques au retrait de toutes les actions justice engagées par les orthodoxes (qui ne sont plus 250 000 contre 2,5 millions la guerre) pour récupérer

■ d'églishes qui leur avaient été
conquises en ■ et ■ aux
orthodoxes.

Même situation en Ukraine. L'archevêque de Lviv ■ d'ac-
cuser ■ ■ grecs-catho-
liques « ulaites » rattachés ■
■ ■ ayant conservé le ■
oriental ■ orthodoxes d'avoir
« mis la main » sur les églises de la
ville. C'est au XVI^e siècle que la Po-
logne avait imposé le catholicisme
romain sur des territoires de tradi-
tion orthodoxe. Décapitée et dépor-
tée en Sibérie par Staline, la
hiérarchie grecque-catholique ■
reconstituée en Ukraine depuis
l'éclatement du bloc soviétique.

L'orthodoxie y est divisée en trois
obédiences : celle, officielle, du pa-
triarche ■ Moscou (qui a gardé les
frontières de l'ancienne Union so-
viétique) ; l'Eglise orthodoxe dissi-
dente, qui ■ proclamé son « ■
céphalie » ; et celle de l'ancien
patriarche Philarete de Kiev, per-
sonnalité douteuse qui a été dépo-
sé, puis excommuniée en 1977.

LES NOUVEAUX DÉFIS

En Russie, l'Eglise se perçoit aussi comme une forteresse assiégée. Les dénominations régulières du « protestisme » protestant ou catholique flattent l'opinion nationaliste, pour qui l'âme russe s'identifie à la seule orthodoxe. C'est le patriarche Alexis II qui a fait voter la loi de 1987 limitant l'expansion des autres religions, que Elvira Ilyichine a dû faire amender par le Douma sous la pression des Etats-Unis et du Vatican. Comme l'ont écrit la Géorgie et la Bulgarie, la Russie menace d'en claquer la porte du Conseil oecuménique des Eglises (Genève), que le KGB considérait hier comme une source de renseignement et qui, pour l'orthodoxe slave d'aujourd'hui,

symbolise le protestantisme occidental, jugé libre et permissif.

Ainsi, au moment même où elle retrouve son espace et sa liberté, l'orthodoxie semble attonnée, prise de vertige devant ■ nouveaux ■ de la démocratie, du nationalisme, ■ mondialisation et ■ la modernité. Plus divisée ■ fragile que jamais, elle ■ guettée par le reploi et la crispation. En Macédoine, ■ grande partie de l'Eglise locale a proclamé ■ « autophobie », non reconnue ■ ses voisins. En Turquie, le patriarcat oecuménique ■ Constantinople - qui détient une primauté d'honneur dans tout le monde orthodoxe - ne règne plus que sur une communauté de 3 ■ chrétiens assiégés ■ un pays que traillent ■ courants laïques ■ islamistes. Il tente d'accroître sa juridiction dans ■ pays ■ diaspora, aux Etats-Unis ■ Europe. En 1997, pour ■ contrôle des communautés d'Estonie, un conflit grave a éclaté entre Constantinople ■ ■ les deux grandes capitales de l'orthodoxie.

■ ■ ■ ■ ■ L'Eglise ■ deve-

■ en Grèce, ■ au ■ refuge de toutes ■ peurs
 ■ à l'entrée dans l'Union
 péenne. Dans ce pays, qui est le
 seul ■ l'orthodoxie ■ posséder
 une tradition démocratique, le ■
 riage civil a jamais réussi à s'im-
 poser. L'Eglise ■ jouit de ■
 privilèges d'une institution d'Etat
 et la mention orthodoxe figure en-
 core sur les cartes d'identité, per-
 mettant ■ archaïsme qui lie la ci-
 toyenneté ■ une confession.
 Nouveau primat, précédé d'une ré-
 putation de moderniste qui lu
 avait valu ■ élection en mar-
 ché ■ au siège d'Athènes, ■ Chris-
 todoulos ■ devenu, ■ quel-
 ques mois, le personnage le plus popu-
 laire du pays, ■ défendant l'

Grèce de la tradition orthodoxe
contre ■■■■ occidentalisation ■■■■
sive.

On aurait tort de faire ■■■■ l'orthodo-
xie une religion nationaliste au
sens où ce mot est compris en Oc-
cident. En Serbie, comme ■■■■ Grèce
ou en ■■■■ l'orthodoxie
populaire parce qu'elle a toujours été
■■■■ destin à la cause d'une popula-
■■■■ persécutée. Fondée sur un pa-
trimoine rituel, liturgique ■■■■ symbo-
lique d'un splendide Inégalé,
■■■■ l'orthodoxie ethnique, linguis-
tique, culturelle ■■■■ décompo-
■■■■ et recomposés par l'histoire,
c'est elle qui a assuré la survie des
peuples grecs ou slaves. Mais, dans
■■■■ régions où le poids ■■■■ mé-
moire ■■■■ aussi passionnel, ■■■■
■■■■ perpétuelle fusion du spirituel et
■■■■ l'identitaire, de l'ethnie ■■■■ de
la religion pourrait préférer demain
■■■■ en dépit du précédent yougo-
■■■■ ■■■■ nouvelles explosions.

Henri Tincq

PRÉCISION

ROLF LIEBERMANN
L'article publié au lendemain de la mort de Rolf Liebermann (nos éditions du 5 janvier) a pu faire croire qu'il y avait des **LI** informations relatives au suicide de Jean Salusse, président du conseil d'administration de l'Opéra, publiées le lendemain et **LI** jours qui ont suivi sa disparition (*Le Monde* date 24-25 et 30 juillet 1977). Ce n'était pas le cas, puisque Jacques Lanchamp était l'unique journaliste **LI** mesure de relater des faits **LI** de lui seul, ce qu'il fit dans un témoignage (*Le Monde* du 14 septembre 1977).

1

Capitale de la société : Chigulskaya
Droits de la société : 945 000 roubles ; Actionnaires : Société
Fonds communs de placement des
Association Hubert-Bonne-Méry, Société au
Le Monde Entreprises, Le Monde
Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Privé

IL Y A 50 ANS, DAN

Le dictateur des lett

L'ÉCRIVAIN russe Alexandre Fa-
delev est pour quelques jours à Pa-
dis. C'est un très grand personnage.
Fidèle des directives de
Danilov, il a été nommé par le
Parti communiste secrétaire général
de l'Union des écrivains soviétiques,
à la place de N. Tikhonov, jugé trop
peu énergique pour faire marcher la
cette littérature dans le droit chemin.

Il est incontestablement un des
meilleurs romanciers de l'époque
stalinienne, certains enthousias-
mes sont allés jusqu'à voir en lui
un « Tolstoï prolétarien ». L'exagé-
ration est manifeste. Alexandre Fa-
delev est à cent coudées au-dessous
de l'auteur de *Guerre et Paix*. Ce-
pendant il est couvert d'honneurs
et sa fortune est considérable. Ses
deux meilleurs livres, *La Jeûneite*
(1927) et *La Jeune Garde* (1945),
ont été traduits dans une trentaine
de langues.

Il est si bien en cour qu'il a été

சென்னை சாட்சி

Télématique : 3615

Documentation sur Min
ou 08-36

Le sur CD-RIndex ■ microfilmis ali
in Manda sur Commun

Adresse Internet : <http://www.les-marchés.com>

Films ■ Paris et en pr

1. $\frac{1}{2}$ 2. $\frac{1}{2}$ 3. $\frac{1}{2}$ 4. $\frac{1}{2}$ 5. $\frac{1}{2}$ 6. $\frac{1}{2}$ 7. $\frac{1}{2}$ 8. $\frac{1}{2}$ 9. $\frac{1}{2}$ 10. $\frac{1}{2}$

Le Monde

Les autres soviétiques

Communiste président du comité des prix Staline pour l'art et la littérature. C'est lui qui, chaque année, procède à la distribution de la médaille officielle. Il pense bien qu'il ne s'est pas oublié sur la liste des lauréats, et c'est ainsi qu'il a reçu un prix de 100 000 roubles en 1946 pour son roman *La Jeune Garde*.

Dans ses discours et ses écrits, Alexandre Fadeïev manifeste un mépris plus profond pour la littérature que l'auteur de *Le dégoût*. Contemplant « les seuls héritiers de l'Occident », il proclame que lui et ses pareils sont « les seuls héritiers au monde de ceux qui ont grand, de ceux qui ont d'avant-garde dans la puissante littérature russe et dans la littérature mondiale ».

Henri Pierre
(11 février 1949.)

POUR LES SUPPORTS

LEMONDE

date: 3617 code LND00
-29-04-56

OM : 44-08-1111
Manda : 01-47-17-29-33

Serve : **GO LEMONDE**

<http://www.lemonde.fr>

Province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999

DÉVELOPPEMENT Depuis quelques mois en France, de grands groupes comme Vivendi, LVMH, Pinault-Printemps-Redoute, investissent dans de petites entreprises, à

l'image de professionnels du capital-risque. Cette pratique, appelée « corporate venture », vient des États-Unis. PAR CES PRISES de participation, les poids lourds de l'indus-

trie des services cherchent à ne pas se laisser distancer par de petites sociétés agiles et créatives, qui initient des bouleversements technologiques. POUR JACQUES VALLÉE,

un des pères du capital-risque en France, les grands groupes apportent contrepartie à ces petites structures leurs expertises scientifique, financière et juridique. LE FONDS de

l'américain Intel, numéro un mondial des microprocesseurs, est considéré comme une référence. Il a, en 1998, investi dans 130 entreprises pour un montant de 830 millions de dollars.

Quand les grandes entreprises ont besoin des petites...

En quête de nouvelles idées, Vivendi, Rhône-Poulenc, LVMH, France Télécom, entre autres, misent sur de petites sociétés innovantes. Une pratique venue des États-Unis, qui allie intérêts technologiques et financiers

DEPUIS quelques mois en France, de grands groupes industriels et de services, tels des professionnels du capital-risque, cherchent à investir dans de petites entreprises innovantes. Une pratique d'origine américaine, appelée « corporate venture », Vivendi (ex-Générale des eaux), suivi d'industriels européens, américains d'un financier français, constitue un phénomène indépendant baptisé Viventures. Pinault-Printemps-Redoute met sur pied un « Club de développement ». Rhône-Poulenc, Danone et AXA ont, en 1998, créé des fonds à Auriga. LVMH a créé un propre filiale, Flavius Investissements. Thomson-CSF Ventures gère un portefeuille de capital-risque pour le compte de sa maison mère. Dassault Développement aussi. Toutes ces entreprises suivent l'exemple français de France Télécom et de sa filiale spécialisée, Innovacom, qui existe depuis 1991 et qui vient de lever son troisième fonds en 1998.

En un an, ces grands groupes ont investi près de 2,5 milliards de francs (381 millions d'euros) dans des sociétés de capital-risque. L'attraction des poids lourds de l'industrie et des services pour ce genre d'activité n'est pas nouvelle. Plus vagues d'investissements se

Les principaux fonds

■ Viventures : Vivendi avec des industriels européens et américains des télécommunications et médias, un financier français. ■ millions d'euros. ■ Auriga : Rhône-Poulenc, Danone et AXA. ■ millions d'euros. ■ Innovacom : France Télécom et des financiers

ont succédé. « Au début des années 80, un quart des grandes sociétés américaines avaient constitué des fonds d'investissement. La plupart ont coulé après le krach boursier de 1987 », raconte Denis Champenois, directeur général d'Innovacom. Depuis quelque temps, une deuxième vague d'investissement se forme outre-Atlantique. Oracle, entre autres, veut investir 100 millions de dollars dans une activité. En un an, c'est près de 2,5 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) qui auraient été levés aux États-Unis auprès des entreprises.

Pourquoi un tel engouement pour le capital-risque ? Le facteur déclenchant est incontestablement la rupture qui s'est opérée entre les technologies de l'informa-

tion. Les grands groupes ne veulent pas laisser distancer par de petites sociétés qui bouleversent les règles du jeu. Yahoo ou Amazon.com, sur Internet. Prendre une participation financière dans une de ces petites entreprises permet au grand groupe de ne pas être dépassé par la révolution. Jean-Michel Barbier, directeur général de Thomson-CSF Ventures, reconnaît également que le « corporate venture » permet de compenser les coupes dans les budgets de recherche-développement. « Dans ce cas, le capital-risque devient le lien entre la recherche réalisée pour partie en externe et la production industrielle du groupe ». Le fonds tente de mettre en place un cercle

fermé : les PME apportent des innovations, les grands groupes apportent leur expertise pour valider et adapter les projets, et leurs capitaux pour les financer.

Mais, pour tous les acteurs, la crédibilité du capital-risque est équivalente à celle qui vogue dans le monde du capital-risque : 15 % par an en moyenne.

« DEUX PIÈGES À ÉVITER »

« On ne s'improvise pas corporate venture », estime Benoît Habert, président de Dassault Développement. Il faut avoir une culture entrepreneuriale. « Dans le passé, l'industrie a financé l'émergence de Dassault Electronique et de Dassault Systèmes. La culture d'apprentissage du capital-risque est longue et peut se révéler coûteuse. Chacun choisit sa méthode. Certains groupes tentent l'aventure seuls, comme Thomson-CSF ; d'autres, comme Rhône-Poulenc ou Danone, préfèrent confier leur argent à des spécialistes professionnels et indépendants.

Le choix n'est pas neutre. La grande difficulté est de concilier rentabilité financière et création de synergies pour le groupe. « Deux pièges sont à éviter », ré-

sente Bernard Maître, dirigeant de la société de capital-risque Galileo : une indépendance exacerbée du fonds d'investissement vis-à-vis de sa mère nourricière peut conduire à une « querelle de famille ». D'un autre côté, une trop grande proximité du fonds de capital-risque avec la maison mère au détriment de la rentabilité.

Jean-Pascal Tranié, dirigeant de Viventures, défend l'idée que le corporate venture doit être confié à des professionnels du capital-risque. Dans la structure de son fonds, un subtil équilibre existe entre industriels du secteur des télécoms et des médias et financiers. Les industriels qu'il sélectionne sont présentés aux industriels qui possèdent, grâce à leur expertise technique, les trouvailles de la PME. L'œil du financier valide la valeur du projet. En revanche, M. Champenois, d'Innovacom, estime « que les groupes industriels qui délèguent la gestion du corporate venture à un fonds indépendant sont trop éloignés de la gestion ». Fort de sa longue expérience, Innovacom a progressivement glissé d'une indépendance vis-à-vis de sa maison mère, France Télécom, à une collaboration de plus en plus étroite. « Il y a cinq ans, moins de 10 % de nos dossiers pré-

sentaient une synergie avec France Télécom. Aujourd'hui, la proportion est de 30 % », précise-t-il. Pour illustrer l'évolution, Innovacom est désormais rattachée à la branche développement de France Télécom et non plus à la direction financière. C'est sa mission classique : détecter des sociétés susceptibles d'offrir l'offre de services de France Télécom. Innovacom favorise l'essaimage des chercheurs du Centre national d'étude des télécommunications (CNET).

Les gérants de corporate venture doivent également clarifier leur stratégie de sortie. Trois possibilités se présentent : la participation dans une PME innovante s'offre à eux : la PME est un industriel tiers, le groupe qui a investi dans le fonds ou l'introduction en Bourse. Cette dernière solution est privilégiée par les capital-risqueurs. Intégrer l'entreprise implique un supporteur seul le coût du développement avec, en outre, le risque d'échec. La PME peut être une grande entreprise. Par l'introduction en Bourse, la grande entreprise récupère sa mise financière et permet à la PME innovante de se développer grâce à l'apport des marchés financiers.

L. Be. et E. R.

TROIS QUESTIONS À... JACQUES VALLÉE

1 Vous êtes un des pères du capital-risque en France. Vous travaillez désormais pour Viventures, aux États-Unis. Comment sont apparus ces fonds d'entreprise ?

Lorsque le capital-risque est apparu aux États-Unis, les industriels n'ont pas été très intéressés. Les petites équipes, très légères, parlant le même langage que les créateurs d'entreprise et essayant d'aider à se financer, étaient considérées comme des traîtres. Le capital-risque investit dans des cassures, des discontinuités, que les grandes entreprises comme IBM ont du mal à créer. Ces discontinuités ont donné les biotechnologies, Internet... Puis les grandes entreprises se sont rendu compte qu'il y avait un avantage à financer un start-up. Cela permettait de ne pas rater une révolution technologique. Le succès n'a pas toujours été au rendez-vous. La Silicon Valley est devenue le paradis des fonds d'entreprise qui ont vu le jour dans les années 80 (Exxon, le gaz britannique...) et qui n'avaient pas la bonne approche.

2 Quels sont les avantages pour une PME innovante d'être financée par des fonds d'entreprise ?

Ce n'est pas seulement le chèque qui intéresse les PME.

Nous leur apportons notre carnet d'adresses, notre appui stratégique. Les experts scientifiques, financiers, juridiques du groupe qui a financé le fonds peuvent aussi nous aider à contribuer, pour affiner le projet du créateur. Dans le cas d'un fonds européen comme Viventures, nous apportons aux créateurs américains notre vision européenne. Ainsi nous venons d'investir dans une entreprise californienne d'encre à publicité sur Internet, Ad auction.com. Désormais, dès leurs débuts, les petites entreprises cherchent à devenir mondiales pour ne pas être prises de vitesse.

3 Quels sont les sujets d'avenir qui intéressent le « corporate venture » ?

La portefeuille des entreprises de capital-risque est une boule de cristal. Ce que nous voyons dans le futur, c'est ce qui se passe dans le présent. Actuellement, sur Internet, les équipements sont, à bout de course, les bandes passantes sont trop étroites... Le grand saut technologique se fera avec la Next Generation Internet (NGI). Ce projet est financé par le gouvernement américain et la NASA, le CNRS (l'équivalent américain du CNRS). Il permettra le transfert de données plus importantes, améliorera la vidéoconférence et le téléphone sur Internet.

Propos recueillis par Laure Belot et Enguerrand Renault

Intel, grand maître de l'investissement stratégique



M. Nachtsheim, le fonds dépend d'ailleurs de la direction du développement d'Intel et les prises de participation du groupe visent trois objectifs.

Tout d'abord, l'accroissement des débouchés pour nos produits : ses cibles sont les entreprises qui peuvent stimuler les ventes d'ordinateurs, de microprocesseurs. Intel n'aime pas les logiciels, de multimédia

ou de vidéo pour élargir l'offre du marché informatique. Autre cible particulièrement prisée : les compagnies qui développent des applications pour un ordinateur puissant - ce qui implique un renouvellement pour l'utilisateur sous-équipé. Ainsi Quokke, une des dernières sociétés entrées dans son portefeuille. Elle permet à un supporter de football de voir par Internet la manière dont il

travaille le football de foot de la place qu'il vient d'acheter. Deuxième objectif : l'acquisition de connaissances supplémentaires. Les entreprises nous travaillent par exemple « sur la prochaine génération d'un composant ». Les fonds de recherche nous pointent vers ces petites sociétés pour être impliqués dans le développement de nouveaux produits Intel.

Enfin, ce fonds permet à Intel de rester en contact avec les nouvelles idées qui émergent. Une habile veille technologique systématiquement par les cinq à six dossiers reçus quotidiennement.

La rentabilité financière de ces investissements n'est pas une fin en soi. « C'est un nécessaire pour nos actionnaires, mais ce n'est pas notre critère principal », affirme M. Nachtsheim. Les 6 milliards de dollars de résultat net qu'Intel a dégagés en 1998 expliquent pour partie ce comportement.

L. Be. et E. R.

Le Conseil Régional d'Ile-de-France,

collectivité territoriale, lance une démarche de modernisation de l'organisation du fonctionnement de ses services (M. agents).

Il souhaite mettre en place de nouvelles méthodes de management, améliorer la gestion de ses ressources humaines, adapter le fonctionnement de ses services et en particulier la direction chargée des lycées à obtenir la certification ISO 9002 de ses procédures de marchés.

La mise en oeuvre de cette démarche sera confiée à un prestataire extérieur, disposant d'adéquates références dans ces domaines.

Un avis d'appel public à la concurrence sera publié prochainement au B.O.A.M.P.

Renseignements complémentaires : Conseil Régional d'Ile-de-France, Direction générale des services, 11 boulevard des Invalides, 75007 Paris. Tél : 01 53 85 30 30.

La Bourse sanctionne le rachat du site Internet Lycos par USA Network

LYCOS, qui était avec Yahoo l'un des derniers sur le marché des sites indépendants, va passer sous le contrôle du groupe américain de télévision thématiques USA Networks. L'accord conclu mardi 9 février par les deux groupes prévoit une fusion de Lycos avec USA Networks Online, numéro un mondial de la vente de billets (sports, spectacles) sur Internet et filiale de USA Networks. Ce rachat s'inscrit dans une stratégie d'opérations visant les sites Internet qualifiés de « portails ». Initialement créé pour aider les internautes à trouver ce qui les intéresse - fonction appelée « moteur de recherche » - Lycos a peu à peu enrichi son portefeuille de réservation de billets, services d'information, annuaire électronique.

Quinze jours après la fusion de

atHome et d'Excite, et une semaine après le rachat de Lycos par Yahoo, le rapprochement de Lycos et de USA Networks permettra d'offrir un éventail complet de services aux internautes. Lycos apporte ses 11 millions de visiteurs (source Media Metrix pour le mois de décembre 1998) à Home Shopping Network - 11 millions de foyers américains -, la chaîne de téléachat de USA Networks, et d'Internet Shopping Network, son équivalent électronique.

La nouvelle entité, USA-Lycos Interactive Networks, sera contrôlée à 61,5 % par USA Networks et dirigée par son ancien président, Barry Diller, une figure de l'audiovisuel américain, ancien dirigeant de la chaîne de télévision de Lycos détendant 31 % du capital et celui de TicketMaster 8,5 % restant. Ce rachat pèse lourd du

capitalisation boursière de 18,5 milliards de dollars (15,9 milliards d'euros) et affichera un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars.

« UNE OFFRE EXCLUSIVE »

« Au début, les médias de recherche étaient empreints de mimétisme, chacun essayant de proposer les mêmes services que les autres. Aujourd'hui, les médias se distinguent par leurs offres exclusives. Dans le cas de Lycos, c'est qui fait l'originalité de cette acquisition, offre d'un d'ordinateur liée à une activité de commerce électronique », analyse Laurence Bella, consultante au département médias de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate).

Cette fusion, selon Barry Diller, donne naissance à un groupe qui, pour la première fois, mettra la télévision et Internet. Ce choix original n'a pourtant pas convaincu les marchés, puisque la valorisation boursière de Lycos est tombée à 4 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) le mardi 9 février, en chute de plus de 27 % par rapport à son cours de lundi.

Aux yeux des investisseurs, la complémentarité entre les activités de USA Networks et de Lycos n'est pas évidente à court terme. Les investissements nécessaires à la mise en place d'une offre de commerce électronique sur le « portail » devront être massifs et peseront sur les perspectives de rentabilisation du nouveau groupe.

Emmanuel Paquette

Le prix retenu pour l'action Air France valorise la compagnie à 20,5 milliards de francs

Le syndicat des pilotes de ligne s'estime « dupé » par les pouvoirs publics

Plus de 1,5 million de réservations ont été enregistrées depuis le lancement de la privatisation partielle d'Air France. Les particuliers ont souscrit

dix fois plus que ce qui leur était proposé. Ce succès a conduit le gouvernement à augmenter le nombre des actions destinées aux petits porteurs

ainsi qu'aux investisseurs, et à fixer un prix qui se situe dans le haut de la fourchette envisagée : 14 euros (91,83 francs) pour les particuliers.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Jean-Claude Gattuso, ministre de l'équipement, des transports et du logement, ont salué, mardi 9 février, lors d'une conférence de presse commune, « le grand succès de l'opération » d'ouverture du capital d'Air France. L'afflux des réservations lors de la période de réservation, le gouvernement a finalement choisi le haut de la fourchette pour fixer le prix de l'action Air France.

Les institutionnels paieront leurs titres 14,2 euros (93,15 francs) et les particuliers bénéficieront d'une légère décote, puisqu'il leur en coûtera 14 euros par action (91,83 francs). A ce niveau de cours, la compagnie nationale valorisée à 20,5 milliards de francs (3,13 milliards

d'euros), soit 25 à 40 % de plus que les autres compagnies européennes, est devenue la plus cotée des établissements bancaires.

DIX FOIS SUPÉRIEURE À L'OFFRE L'intérêt des particuliers pour Air France - plus de 1,5 million de réservations ont été enregistrées - a conduit le gouvernement à augmenter le total de la clause d'extension portant sur 10 % de l'offre globale ainsi que sur les actions qui n'ont pas été acquises par les personnels navigants techniques (PNT). Ainsi, l'offre aux particuliers a-t-elle passé de 13,5 millions à 19,9 millions, la part des institutionnels de 1,5 millions d'actions.

Le désengagement partiel de l'Etat progressif, au rythme des augmentations de capital prévues à la fin de l'année (par exemple de bons de souscription d'actions et d'obligations remboursables en actions). La part du Trésor tombera à 63,6 % en mars, puis à 56,8 % en janvier 2000, et enfin à 53 % en mars 2003, après distribution d'actions gratuites.

Le syndicat des pilotes de ligne (SNPL) n'a pas fait preuve du même enthousiasme et le prix de l'action trop élevé. Les pilotes, qui achètent au prix de 14 euros, détiendront 1,29 milliard de francs de masse salariale qu'ils consentent à « abandonner » pour participer à la réduction des coûts d'exploitation de la compagnie.

« ON S'EST TUNÉ DE NOUS » Le porte-parole du SNPL, syndicat signataire de l'accord d'échange salaire contre actions, déclare, mercredi matin au Monde, que « nous qui ont décidé de l'ouverture du capital ont, une fois de plus, privilégié les marchés financiers et les institutions, au détriment des petits porteurs ». Les salariés de la compagnie ont été dupés, et aujourd'hui, il y a un véritable problème de confiance des investisseurs dans la compagnie nationale.

La direction d'Air France se refuse à évaluer le coût du conflit. Mais la facture devrait être très élevée : pendant la grève, la maintenance des avions d'Air France était confiée à Lufthansa ou TAP-Air Portugal et, pour cela, les appareils étaient envoyés à vide à Francfort ou à Lisbonne. De plus, l'annulation de plusieurs vols a obligé la compagnie française à affréter des avions auprès de la concurrence.

Stéphane Lauer

François Bostnavaron

La BCE prévoit de nouvelles fusions bancaires en Europe

« Des surcapacités existent dans plusieurs pays »

FRANCFORT

Après avoir salué les efforts des banques pour permettre le passage à l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) précise sa vision de l'ampleur de la tâche qui attend encore la profession. « L'Union monétaire va probablement agir à moyen et long terme comme un catalyseur pour renforcer les tendances existant dans les systèmes bancaires », indique la BCE dans un rapport publié mardi 9 février. Selon elle, la concurrence va renforcer un secteur en changement radical. Après avoir progressé, la rentabilité des organismes de crédit risque de réduire, alors qu'elle se situait déjà en deçà de celle des établissements financiers des Etats-Unis.

S'INTERNATIONALISER

Sur le plan stratégique, la banque centrale s'attend à de nouvelles fusions. Alors que le degré de concentration « aujourd'hui relativement élevé », il est prévu que les banques nationales se disparaissent selon les pays. Le nombre d'instituts de crédit a passé, entre 1997 et 1998, de 12 256 à 2 851 selon l'Union européenne, mais « il semble qu'il y ait de l'espace pour de nouvelles consolidations ». De même, les systèmes bancaires en présence doivent s'internationaliser davantage car, à l'exception du Royaume-Uni, du Luxembourg et de l'Irlande, ils sont ouverts aux opérateurs extérieurs, qui détiennent une moyenne de 11 % de parts de marché.

La BCE estime qu'il y a de bonnes raisons pour affirmer que les surcapacités dans plusieurs pays membres « sans citer les pays les plus concernés. L'Union monétaire devrait, entre

la banque, conforter la tendance actuelle à la réduction des coûts et accélérer le processus de désintermédiation dans le financement de l'économie.

Enfin, l'Union monétaire joue sur l'échelle des risques. En particulier, les banques européennes auront tendance, pour ménager leurs marges, à prendre des risques sur des marchés plus instables en dehors de l'euro. Les récents événements en Italie, en Espagne, en Russie et en Amérique latine s'ajoutent au coût du passage à l'euro à l'an 2000 pour constituer « une combinaison dangereuse ».

En présentant cette étude, la Banque centrale européenne a voulu préciser son rôle de supervision des systèmes bancaires. Elle est responsable de la politique monétaire, le contrôle des activités financières et de la compétence des banques nationales. « Ce n'est pas le moment de créer une nouvelle institution pour superviser la supervision », dit Edgar Melsheimer, membre du directoire de la Bundesbank et président du Comité de supervision créé au sein du système des banques centrales européennes.

Quelle que soit l'efficacité du contrôle du système bancaire, Tommaso Padoa-Schioppa, membre du directoire de la BCE, voit « des perdants et des gagnants de l'Union monétaire ». Il n'a pas caché ses craintes pour les établissements de petite et moyenne taille qui seraient moins sensibles au nouvel environnement.

Philippe Ricard

Le conflit de la maintenance en voie de règlement

ALORS QUE le conflit opposant une partie des personnels de la maintenance d'Air France et la direction est entré dans sa cinquième semaine, une issue semblait trouvée, mardi 9 février. La direction générale d'Air France a rencontré tard dans la soirée des représentants des trois syndicats grévistes, la CGT, SUD-Aérien et le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC), pour leur faire de nouvelles propositions.

Ces syndicats protestaient contre l'accord-cadre sur les 35 heures conclu le 10 janvier. Ils reprochaient à la direction de s'attaquer à la rémunération des horaires décalés, en voulant mettre en place un système de calcul permettant de ne plus payer à 100 % les majorations de nuit. Cette mesure conduisait à une perte moyenne pour les salariés allant de 300 à 500 francs par mois. Selon les syndicats, la direction s'est engagée mardi soir à revenir au taux de 100 % d'ici deux ans, un complément de majoration étant versé d'ici là.

Les syndicats de la maintenance avaient en outre ob-

tenu que les 35 heures aboutissent à 6 % d'embauche et à une réduction du temps de travail de 10 % sur l'ensemble des horaires, y compris les horaires décalés. Ces deux points ont été confirmés par la direction. Selon Bernard Maugis, de la CGT, « ces nouvelles propositions répondent en partie à nos revendications ; cela pourrait permettre une sortie du conflit ». Philippe Ralissac, pour le SNMSAC, note « des avancées significatives ». Une assemblée générale avec les salariés devait en décider mercredi matin.

La direction d'Air France se refuse à évaluer le coût du conflit. Mais la facture devrait être très élevée : pendant la grève, la maintenance des avions d'Air France était confiée à Lufthansa ou TAP-Air Portugal et, pour cela, les appareils étaient envoyés à vide à Francfort ou à Lisbonne. De plus, l'annulation de plusieurs vols a obligé la compagnie française à affréter des avions auprès de la concurrence.

Stéphane Lauer

François Bostnavaron

A la SNCF, de nouveaux dirigeants syndicaux négocieront les 35 heures

LA DIRECTION de la SNCF doit organiser, jeudi 11 février, une table ronde sur les 35 heures. Depuis l'envoi du projet d'accord, le 25 janvier, l'organisation de rencontres bilatérales, il s'agit de la première réunion plénière sur le sujet. D'autres devraient suivre.

Les 35 heures ont été moins tendu que beaucoup le craignaient. Certes, les syndicats critiquent les points importants du projet, mais tous soulignent la bonne disposition de la direction. « Elle est visiblement prête à négocier », n'a jamais aussi ouverte. Aucune question n'est taboue », remarque Denis Andlauer, de la CFDT.

Un des faits marquants de cette négociation sera de faire entrer de nouveaux dirigeants syndicaux. Hasard du calendrier, quatre syndicats - la CGT, la CFDT, FO et la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) - ont vu prochainement changer de leader.

Bernard Thibault, nouveau secrétaire général de la CGT, officiellement secrétaire général de la CGT-cheminots : seul un congrès fédéral peut dire son successeur. Ce congrès se tiendra qu'en mai 2000. D'ici là, Christiane Bedon (cinquante et un ans), secrétaire générale adjointe, dirige la fédération. Mais cette ancienne secrétaire du comité central d'entreprise, considérée comme une « dure », ne fait pas l'unanimité. L'élection de Didier Le Reste (quarante-quatre ans), secrétaire fédéral, à la commission

de la confédération du congrès de la CGT, confirme le rôle de contrôleur des dirigeants. Les vifs débats des cheminots dans l'organisation et sa position confortable de d'après l'officier pourraient ne pas lui faciliter la tâche dans la négociation à venir.

A la CFDT, la succession de Bruno Dalbello, annoncée dans un communiqué lundi 8 février, a été confirmée. C'est Denis Andlauer (quarante-sept ans), secrétaire adjoint depuis 1996, qui lui succédera. Ce syndicat devra maintenir une ligne assez dure. L'échec, au récent congrès confédéral de Lille, de « Tous ensemble » - qui regroupait les opposants à la SNCF - et l'évolution de la CGT risquent d'avoir un impact sur la CFDT-cheminots.

A Force ouvrière, les élections sont plus chaudes. En novembre 1998, cinq des six dirigeants de la fédération, dont le secrétaire général Jean-Jacques Lemaître, ont été élus de leurs collègues. Le nouveau secrétaire général, Eric Falempin (trente-neuf ans), a été élu sur une ligne dure, d'opposition à la réforme de la SNCF, qui est pourtant devenue effective.

En revanche, à la FGAAC, le créateur général de la fédération a été remplacé de manière inattendue lors d'un congrès en novembre 1998. Son successeur, Michel (quarante-trois ans), « à nouveau favorisé la négociation », le conflit. Il refuse pourtant un des points-clés du projet : la direction : favoriser le travail à temps partiel.

Frédéric Lemaître

Menace de grève dans la métallurgie allemande

Une grève dure se profile dans la métallurgie allemande. La centrale syndicale IG Metall, qui compte 6,5 millions d'adhérents, a adressé au patronat un ultimatum expirant jeudi 11 février. Les négociations dans la Bade-Wurtemberg, considérée comme une région-test, ont échoué mardi. Les employeurs offrent 2,3 % d'augmentation, ainsi qu'une hausse supplémentaire de 0,5 % en fonction des bénéfices des entreprises, proposition jugée inacceptable par IG Metall. Les grèves d'avertissement ont continué à travers le pays : 1 800 métallurgistes ont débrayé à l'usine Audi de Neckarsulm la nuit du mardi à mercredi. IG Metall, qui a appelé à l'action dans plusieurs autres régions, escompte 50 000 participants aux actions de débrayage rien qu'en Bavière. Tout accord concernerait bien plus que les 3,4 millions de salariés de la métallurgie, car il fait habituellement école dans le reste de l'économie.

COUP SUR COUP, Michel, président de France Télécom, de voir infliger deux rappels à l'ordre de l'Etat « qui rappelle le ministère de l'Industrie. Christian Prieret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, n'avait déjà pas apprécié la première mouture de la nouvelle grille tarifaire qui consistait à réduire les coûts de communication pour les entreprises mais à augmenter le prix de l'abonnement, qui pénalise plutôt les particuliers (Le Monde du 10 février).

35 heures constituent une deuxième pomme de discorde entre l'opérateur et la tutelle. La direction de France Télécom s'est mis tous les syndicats à dos. En excluant d'entrée de jeu le bénéficiaire des aides Aubry, qui clamait haut et fort que les effectifs continueraient de diminuer et qu'il proposait une modération et augmentations salariales, la direction s'est placée dans une impasse, dont elle ne sait comment sortir. Qui plus est, SUD, deuxième syndicat dans l'entreprise, se

montre particulièrement offensif. Renouant avec des pratiques de l'habitudes, le syndicat multiplie les « coups d'éclat » : jets de farine contre M. Bon à l'encerclement du bâtiment de la direction régionale avec des volutes de service à Montpellier et, surtout, dégradation du siège social parisien au cours d'une manifestation organisée conjointement avec la CGT. A demi-mot, celle-ci prend des distances avec SUD. « Nous souhaitons que les actions soient maîtrisées par les gens qui se soit le nombre qui fasse la force », explique Alain Gautheron, secrétaire général de la CGT-PTT. Si, officiellement, la direction a annoncé rompre les rencontres bilatérales avec les deux syndicats, M. Gautheron a toujours inscrit à l'agenda une rencontre avec la direction le 11 février.

Mais SUD vient de remporter une victoire juridique. Conformément à une demande, le Conseil d'Etat a annulé une disposition de l'accord social signé en 1997 avec quatre syndicats (CFDT, FO,

CGT, CGC), qui modifiait le système des promotions dont bénéficiaient les fonctionnaires, en ajoutant à l'ancienneté un critère de promotion au mérite. « Le fonctionnement du système de promotion revenait à ce que la hiérarchie décide de tout, l'arbitraire devenant aussi la règle », note SUD. Ne voulant pas devenir impopulaire auprès des 22 000 agents promus et avoir mêmes déboires que la CGT, EDF après l'annulation de l'accord sur 35 heures en janvier 1997, précise que « ceux et toutes celles qui ont bénéficié du système promotion gardent le bénéfice de leur promotion (...). L'annulation ne (...) quelque sorte que pour l'avenir ». De son côté, la direction affirme que l'arrêt du Conseil d'Etat ne porte pas sur le fond - les promotions aux compétences - et qu'elle va, dans les jours qui viennent, modifier les modalités des promotions et remettre en cause le système.

F. L.

ÉCONOMISEZ 60% SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

UN APERÇU DE NOS TARIFS A L'INTERNATIONAL

0,48 CANADA
0,13 JAPON
0,13 ALLEMAGNE

Avec One.Tel, économisez sur vos appels : internationaux, nationaux, d'un téléphone fixe, un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000 - devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18

One.Tel
100% Télécoms.

* Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif international standard en France. Coût d'un appel vers Paris. Valable jusqu'à la fin de l'année 1999. Les tarifs sont valables à partir de leur publication.

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 11 FÉVRIER 1999

Des publicitaires réfléchissent au lancement de télévisions de marque

Des chaînes éditées par des annonceurs pourraient être intégrées aux bouquets de programmes numériques d'ici quelques années, lorsque la convergence entre télévision, téléphone et Internet permettra une totale interactivité

APRÈS LA VUE des chaînes thématiques, les bouquets numériques devraient connaître la même destinée. Mais aussi l'avenir, Coca-Cola TV, mais aussi l'avenir, Canal TV, mais aussi l'avenir, Canal Jimmy, MCM, Voyage et autres Planète. L'heure est encore à la réflexion mais, les coulisses des agences de publicité, des équipes s'activent à concevoir des projets de télévisions d'ici par des annonceurs. Avec Carat, Euro RSCG, principale agence de publicité d'Havas Advertising, mène l'une des plus en pointe. « J'avais lancé l'idée il y a deux ans pour servir les consciences », rappelle Jacques Séguela, vice-président d'Havas Advertising. « C'est une idée qui fait réfléchir beaucoup de marques », renchérit Cécile Moulard, directrice de Carat Multimédia. Chez Havas Advertising, le projet semble avoir pris son essor. L'arrivée de Tim Newman, producteur de télévision et ancien patron de la chaîne thématique Spectacle.

Selon lui, les chaînes de marque sont économiquement viables. Il fonde sa conviction sur les croisements des portefeuilles d'abonnés des bouquets numériques en Europe et notamment en France, mais aussi sur les coûts de diffusion des chaînes. La technologie numérique. Aujourd'hui, il faut 5 millions de francs suffisent pour louer, l'année, un canal sur un satellite. Pas de quoi « alourdir le compte d'exploitation d'une chaîne », calcule M. Newman. Les marques ont

aussi leurs comptes. « Pour la première fois, nous avons des contacts sérieux avec des marques », admet Jacques Séguela, dont un très avancé « Décathlon », distributeur spécialisé dans les vêtements en forme. Goût du secret, volonté de ne pas inquiéter concurrents et fournisseurs, la marque tempère un peu l'enthousiasme du vice-président d'Havas Advertising. Décathlon avoue « une attitude de curiosité », mais précise « une seule phase d'écoute d'observation ».

« ONE TO ONE »
M. Séguela et Newman évaluent entre 10 et 80 millions de francs (de 4,6 à 12,2 millions €) le budget annuel d'une chaîne de marque qui aurait l'ambition d'être « européenne et de qualité ». Les chaînes pourraient être rémunérées par

TROIS QUESTIONS À... PATRICK BALLARIN

1 En tant que directeur du marketing de France Télévision Publicité, quelle est votre opinion sur les chaînes de marque ?
Elle est triple. Primo, il est sûr de toucher une audience bien définie ; second, cela lui permet d'ancrer profondément les valeurs de la marque auprès des téléspectateurs ; enfin, cela permet de se différencier sans que cela apparaisse de manière trop ostensible, mais aussi de faire la promotion directe des produits de l'annonceur ; tertio, c'est aussi un exercice à double tranchant : la chaîne de la chaîne illustrera publiquement le savoir-faire de l'entreprise. En revanche, un échec, même relatif, verra inévitablement ternir l'image de la société.

bouquets. Pour faire baisser la note, le vice-président d'Havas Advertising, « une marque spécialisée dans la grande distribution a la possibilité de proposer en place des coupages aux fournisseurs ». Dans un premier temps, une chaîne de ce type proposerait 4 à 5 heures de programmes quotidiens multimedias. Selon Tim Newman : « Les futures chaînes de marque devraient être divertissantes ». Tandis que pour Jacques Séguela : « elles devront se battre à armes égales avec les autres chaînes thématiques » du câble et du satellite. Pour y parvenir : « la part rédactionnelle devra être une partie éditoriale et non un publi-rédactionnel à la marque ».

Selon le vice-président d'Havas Advertising : « le premier annonceur qui lancera pourrait décrocher la timbale ». Plus circonspecte, Cécile Moulard prévoit que les

chaînes verront le jour « quand les marques pourront leur associer des services interactifs ». Pour l'heure, Carat reconnaît avoir travaillé avec beaucoup d'annonceurs, spécialement dans la vente par correspondance ou la grande distribution. L'exemple de Carat Agri, service interactif conçu par Andersen Consulting et lancé sur TPS, suscite quelques espoirs. Pour M. Moulard, l'interactivité sera le moyen pour parvenir au fameux « one to one », le contact direct avec le client cher aux annonceurs.

L'INTERACTIF MOINS CHER
Avec une offre interactive, les annonceurs peuvent créer des bases de données, des fichiers de clients qui ont une valeur fabuleuse pour les entreprises. Et à quel prix ?
Le coût des chaînes thématiques évolue « entre 1 à 10 millions de

francs par an », estime Alain Staron, directeur des nouveaux services de TPS (de 153 000 à 1,53 million €). Et d'ajouter, que « toutes les marques rencontrées rêvent d'avoir leur chaîne mais découvrent qu'elles peuvent viser le même objectif à moindre coût : un site interactif ». Mais par la télévision, les annonceurs n'osent pas encore franchir le pas à cause des prix des programmes. Mais aussi, selon Cécile Moulard, « par crainte de changer de média ». L'autre frein est le nombre encore trop faible d'abonnés. En 1999, environ 18 % des foyers français équipés d'une télévision sont dotés d'une télévision numérique par câble ou satellite. Pour Carat, « il faudrait atteindre 30 % du parc ».

Carat prévoit les premières chaînes de ce type en 2001 ou 2002. Une époque où la convergence entre télévision, téléphone, et In-

ternet sera engagée. A cette date, chaque chaîne de marque sera liée à un service interactif via la télévision ou le Web. La différence d'Havas Advertising, Carat parie sur les chaînes thématiques d'un budget moyen de 15 à 20 millions de francs par an (2,3 à 3 millions €). « A cause des problèmes de langues mais aussi pour assurer la personnalisation des contenus », la marque et le consommateur, explique Cécile Moulard. On peut imaginer un concept global de chaîne adaptée localement à chaque pays. Les chaînes thématiques de plus grands groupes sur les projets de chaînes. Selon M. Séguela, Devanier-Villaret, filiale d'Havas Advertising, travaille aussi sur une télévision déclinant l'univers des marques Diesel et Adidas.

L'optimisme des annonceurs répondent les doutes des opérateurs de bouquets à propos des chaînes, a priori gratuites et proposées en clair. Alexandre Michéa, directeur des programmes numériques de Canal Plus, pointe les « problèmes de droits ». Mais là : « quand un événement est fort, il fait la audience donc il est diffusé sur la chaîne généraliste. En revanche, s'il s'agit d'un événement de niche, ou TPS ne ferme pas la porte à ces contenus ». Mais si les contenus sont forts cela renforce l'offre des bouquets. Si c'est mauvais, cela valorisera l'abonnement à un bouquet pour avoir des programmes forts », prévient M. Michéa.

Propos recueillis par
Guy Duthell

G. D.

Canal Plus Multimédia cède 50 % de son capital à Infogrames

INFOGRAMMES, EDITORIAL DE JEUX VIDÉO, PREND 50 % du capital de Canal Plus Multimédia, filiale de Canal Plus, la chaîne cryptée. Les deux partenaires ont annoncé, mardi 9 février, la signature d'un protocole d'accord. Ils prévoient d'investir ensemble 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) en 1999 « pour créer, produire et diffuser des programmes interactifs portant sur Canal Plus Multimédia ». Cette alliance à 50-50 n'est pas une première. A l'automne dernier, Canal Plus et Infogrames se sont associés à parts égales pour lancer Canal One, chaîne thématique européenne consacrée au jeu vidéo (Le Monde du 8 septembre 1998).

Lloret, PDG de Canal One, devrait prendre la présidence de Canal Plus Multimédia. Forte de cette alliance, la filiale de la chaîne cryptée prévoit « de constituer ensemble un catalogue attractif dans les domaines du sport, du cinéma et de l'humour, qui sera au centre du concept Canal Plus », a précisé Bruno Bonelli, PDG d'Infogrames.

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a prononcé, mardi 9 février, une mise en demeure à l'égard de France 3 « pour manquement au principe de l'honnêteté de l'information », à la suite de la diffusion d'un reportage sur le terrorisme en montagne (Le Monde du 10 février). Par ailleurs, la médiation des programmes de France Télévision, Geneviève Guichenev, intervient sur ce sujet, dimanche 11 février, à 13 heures, sur l'antenne France 3.

■ **PRESSE** : Le groupe Almedia a annoncé, mardi 9 février, l'acquisition de l'agence Influences, renforçant ainsi son pôle de presse et d'édition d'entreprise. Le groupe Almedia, spécialisé dans les ressources humaines et la communication d'entreprise, qui compte 250 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 250 millions de francs (38 millions d'euros), disposera ainsi d'une nouvelle agence Influences, employant 35 personnes.

■ **RADIO** : nominations dans le service public : Patrick Pépin arrive à Radio France comme directeur général adjoint chargé des antennes locales et de l'action régionale. Il est remplacé par Jean-François Oute-Mer (RFO) par Wallès Kotra, nommé directeur de l'information à la direction de l'audiovisuel. Par ailleurs, Jean-François Acker a été nommé directeur des programmes de France Internationale (RFI), où il remplace Alex Taylor.

■ **INTERNET** : Les revenus publicitaires devraient dépasser 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) en 1998, selon une étude du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers, publiée mardi 9 février. Avec 471 millions de dollars (471 millions d'euros) au troisième trimestre, le chiffre d'affaires est en hausse de 10 % par rapport à la même période de 1997. Les secteurs les plus concernés sont : les produits de communication, l'informatique, les services financiers, les télécommunications et les nouveaux médias. - (AFP)

■ **AGENCE** : Infogrames a annoncé, mardi 9 février, un bénéfice net de 7,3 % pour 1998 de 200 millions de francs (20 millions d'euros). Le chiffre d'affaires du groupe de communication britannique a été de 3,032 milliards de livres (4,4 milliards d'euros), en hausse de 5,2 %. Parmi les difficultés de l'année 1998, Peter Job, directeur général de Reuters, a évoqué : la conversion à l'euro, la crise des marchés émergents et les préparatifs pour éviter le bogue de l'an 2000. Le groupe prévoit pour 1999 une croissance ralentie de son chiffre d'affaires. - (AFP)

■ **NUMERIQUE** : RCS Editor, éditeur du quotidien italien Corriere della Sera, négocie avec Rupert Murdoch et d'autres pour entrer dans la télévision par câble. « Il se peut » que RCS devienne partenaire de News Corp., contrôlé par M. Murdoch, a déclaré, mardi 9 février, Cesare Romiti, président de RCS. - (AFP)

■ **PRESSE** : le quotidien France-Antilles, imprimé à Fort-de-France (Martinique), n'est pas paru mardi 9 février, pour la quatrième fois consécutive. Un conflit à propos de la location des installations de l'imprimerie oppose les salariés de la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT) de l'imprimerie à la direction. - (AFP)

L'AFP fixe les critères de sélection de son futur PDG

L'AGENCE FRANCE-PRESSE (AFP) est toujours à la recherche de son président depuis le non-renouvellement de Jean Mirot, le 2 février (Le Monde du 3 février). Cette phase de transition, au cours de laquelle Jean-Louis Prévost, président du syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et du syndicat de la presse nationale (SPN), assume la présidence par intérim, est mise à profit pour tenter de tirer les leçons de l'histoire de l'ancien président. Et surtout, choisir, même tardivement, à l'avenir de l'agence et au profil du candidat idéal, après que deux poids lourds, Pierre Jeantet, directeur général de Sud-Ouest, puis Bernard Porte, ex-PDG du groupe Bayard, ont tous deux refusé de prendre les rênes de l'agence.

Plusieurs administrateurs représentant l'Etat, la presse quotidienne régionale et la presse parisienne se sont réunis, mardi 9 février. Ils feront « connaître rapidement les cri-

tères de sélection du candidat » à la présidence de l'agence. « Préliminairement à tout choix, le comité de conseil s'est fixé pour objectif prioritaire d'élaborer une stratégie claire et de façon unanime la plate-forme stratégique de l'agence à créer les conditions de la modernisation et du développement de l'entreprise », ont-ils affirmé dans un communiqué. Jean-Louis Prévost a promis la publication de cette « plate-forme stratégique » pour la fin de l'année prochaine et a rappelé son souci de respecter « la plus grande transparence ». Toutefois, les deux représentants du personnel au conseil d'administration ne se sont pas prononcés sur le processus de sélection.

NOUVELLES CANDIDATURES

Honoris Philippe Amyot d'Invill, directeur général d'Ouest-France, et Jean-Pierre Hoss, ex-directeur général adjoint d'Aix France, qui semblent toujours dans la course à la prési-

dence, quatre nouveaux prétendants ont posé leur candidature. Il s'agit, en l'AFP, de Jean-Claude Bourdier, directeur du développement et des projets du République Lorrain ; Jean-Jubert, ex-directeur de la Presse du Monde ; Michel Meyer, directeur de la Guadeloupe et ex-directeur de l'information de Radio-France, ainsi que Jacques Ravary, ex-PDG d'Alain Régis. Un communiqué n'exclut pas « les candidatures spontanées ». Les syndicats devraient rencontrer M. Prévost, mercredi 10 février, et ont demandé à être reçus à Matignon. L'intersyndicale de l'AFP (CGT, CFDT, FO, CFTC, SN, CGO) « met en garde le conseil d'administration sur le projet de plan social qui porterait atteinte aux effectifs » et « rappelle le profond attachement du personnel à l'indépendance statutaire de l'AFP ».

Nicole Vallier

« Paris Boum Boum » retrouve le chemin des boulangeries

LES CLIENTS des boulangeries parisiennes ont pu constater une habitude : à mal ces trois dernières semaines : emporter Paris Boum Boum avec leur baguette. Saisi pour la troisième fois par l'éditeur du titre, le juge des référés du tribunal d'instance de Paris a ordonné, mardi 9 février, la fin de l'occupation des locaux de ce journal gratuit de petites annonces. La grève, déclenchée le 27 janvier par une hausse des 47 salariés, devrait se poursuivre, mais la diffusion des 275 000 exemplaires de ce hebdomadaire ne reprendra. Plusieurs centaines de salariés de Paris et de la proche banlieue, des boulangeries mais aussi des cafés, des épiceries et des salles de spectacle, ont pu voir remplir à nouveau les présentoirs de leur disposition pour offrir le journal d'une soixantaine de pages.

PERTE D'AUTONOMIE

C'est le rachat du journal par Spir Communication qui est à l'origine du conflit. Paris Boum Boum avait connu plusieurs propriétaires depuis sa création, en 1980. Il avait longtemps été édité par l'hebdomadaire VSD, mais le dépôt de bilan du magazine et son rachat par le groupe Prisma Presse. Les salariés avaient alors tenté, sans succès, de reprendre l'entreprise. Celle-ci avait été cédée au groupe allemand Passau, qui l'a revendue à Spir Communication, une société éditrice de plus de 130 journaux gratuits en France.

Jusqu'à l'arrivée de ce nouveau

propriétaire, en septembre 1998, Paris Boum Boum disposait d'une totale autonomie. Une petite équipe de quelques pages d'informations, essentiellement culturelles, et des programmes de télévision au milieu des petites annonces et de la publicité.

Le groupe Spir Communication, filiale d'Ouest-France, a rapidement voulu appliquer à Paris Boum Boum les méthodes utilisées pour son réseau de journaux gratuits en Ile-de-France, qui comprend HIP 78, DEP 93 et DEP 94. Une partie de la diffusion du journal a été délocalisée, et sa distribution a été reprise par SDR la propre société de distribution de Spir Communication.

La quasi-totalité des salariés de Paris Boum Boum ont donc déclenché une grève, à laquelle ont adhéré quelques commerçants et une journaliste. Les différentes médiations ordonnées par le tribunal d'instance n'ont jamais abouti, et la situation s'est dégradée jusqu'au début de la semaine : les chauffeurs grévistes ont mis à plusieurs reprises récupérer les journaux mis en place par les agents de SDR pour les rapporter dans les locaux occupés par le personnel, près de la place de la Nation, dans le 11^e arrondissement.

En craintes des salariés, la direction du groupe Spir Communication affirme ne pas vouloir changer le contenu rédactionnel du journal, « mais seulement sa présentation ». Elle affirme que le système de distribution du

titre chez les commerçants sera maintenu, mais que les chauffeurs peuvent intégrer SDR avec leurs avantages.

Les grévistes de Paris Boum Boum tentent néanmoins de mobiliser les employés des journaux appartenant

au même groupe dans d'autres régions. Spir Communication emploie 2 200 personnes et peut travailler 11 000 distributeurs à temps partiel, à travers toute la France.

Christophe Chenay

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS

Au sommaire
du numéro
de février

Retraites
L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire des retraites avant d'ineluctables réformes ? Après Rocard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.

Chronologie de l'année 1998
Revoir mois après mois les principaux événements de l'année passée.

Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including "AV - 1", "C29", and a circled "520".

FINANCES ET MARCHÉS

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **TEXTILE** : Christian Pierret, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, a annoncé le 11 février que le gouvernement allait réduire de 30 % le produit des taxes parafiscales alimentant le DEFI (Développement, exportation, formation, image) lors de leur renouvellement en 2001. Le DEFI, établissement d'utilité publique, avait critiqué le dernier rapport de la Cour des comptes pour le « laxisme » de sa gestion et le manque de « cohérence » de sa stratégie.

■ **VIRGIN RAIL** : la filiale ferroviaire du groupe britannique Virgin, a signé, mardi 10 février, avec Alstom et Fiat Ferroviaria, un contrat de 1,8 milliard d'euros (11,8 milliards de francs) pour la construction de 53 trains pendulaires à la ligne privatisée Londres-Glasgow.

■ **BRANDT** : le groupe d'électroménager, filiale du groupe italien IFI, a annoncé, mardi 10 février, qu'il étudiait « le principe d'une introduction en bourse », à l'occasion d'un « accroissement significatif » du périmètre du groupe, probablement par acquisition.

● **SOLVAY ET ELF ATOCHEM** : les groupes chimiques belge et français envisagent de regrouper leur production de PVC à l'actuel général en Espagne, sur le site actuel Solvay, à Martorell.

● **OPEL** : le groupe automobile allemand, a annoncé mardi 9 février avoir gelé pour une durée indéterminée un projet de construction d'une usine de montage en Russie avec le russe AvtoVAZ, constructeur des voitures Lada.

● **GKN** : l'équipementier automobile britannique a annoncé, mardi 9 février, une alliance avec Toyota Machine Works (TMW), une société du groupe japonais Toyota. Les deux partenaires ont créé une filiale commune, GKN Toyota Driveshafts Ltd, dont GKN détient 49 % et TMW 51 %. Cette nouvelle société est appelée à ouvrir des usines au Japon.

SERVICES

■ **IBM** : IBM Global Services, leader mondial des services informatiques, a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 11,1 milliards d'euros.

23,4 milliards de dollars (20,7 milliards d'euros) dans le monde, en hausse de 11 % sur 1997. En France, IBM Global Services emploie 10 000 personnes et en a recruté 1 500 en 1998.

■ **INTERNET** : le nombre d'abonnements individuels à Internet en France a progressé de 11 % au cours des trois derniers mois, a annoncé mardi l'Association française des fournisseurs d'accès à Internet. Au 15 janvier, les membres de l'association avaient ouvert 1,28 million d'abonnements individuels représentant plus de 11 millions d'heures de connexions mensuelles.

FINANCE

● **MORGAN STANLEY DEAN WITTER** : la banque d'investissement américaine a annoncé le 10 février que la société Bourse espagnole indépendante, Bursatiles (40 agences, 100 millions d'euros de chiffre d'affaires en 1998), a été achetée par la banque, pour 1,2 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros).

■ **DEKIA** : le groupe bancaire a regroupé la gestion d'actifs pour clientèle privée et institutionnelle du Crédit local de France et de la Banque Internationale à Luxembourg, sous la bannière LIA Asset Management, qui gère globalement 10 milliards d'euros.

■ **CRÉDIT MUTUEL** : les salariés poursuivent, mardi 9 février, leur grève engagée le 4 février, pour dénoncer « la détérioration du cadre social et la politique commerciale qui ne respecte plus le statut client ». « Tous les salariés du Crédit Mutuel », précise la direction.

RÉSULTATS

■ **LAN PAOLO-IMI** : le groupe italien a déposé un bénéfice net consolidé de 1,1 milliard d'euros en 1998, un retour sur investissement de 15 % en 1998.

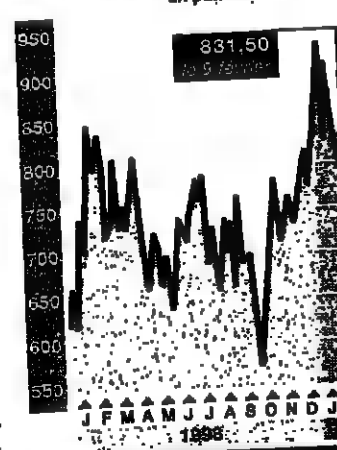
■ **METRO** : le premier groupe allemand de distribution a enregistré un bénéfice net de 20,4 % en 1998, 570 millions d'euros (3,7 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires de 46,9 milliards (307,6 milliards de francs).

VALEUR DU JOUR

SmithKline Beecham se recentre sur les médicaments

LES INVESTISSEURS saluent, mardi 9 février, le recentrage annoncé par SmithKline Beecham sur ses activités de santé. A Londres, dans un marché en baisse de plus de 4 %, l'action a progressé de plus de 4 %. Le huitième groupe de santé mondial, qui avait tenté, sans succès, de fusionner avec American Home Product, puis Glaxo Wellcome, a désormais renoncé à ses projets de mariage et se restructure pour affronter seul la concurrence. « Je peux assurer que nous ne sommes pas pourparlers avec personne », a déclaré le directeur général, Jan Leschly, à l'occasion de la présentation des résultats de l'exercice 1998. Ceux-ci sont traduits par une progression de 4 % du chiffre d'affaires, à 8,082 milliards de livres (11,5 milliards d'euros) ; 6 % du bénéfice, à 1,713 milliard (2,48 milliards d'euros). Les dirigeants de SmithKline ont annoncé la vente de deux filiales américaines, SB Clinical Laboratories et Diversified Pharmaceutical Services, pour un montant de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). La première, une société d'études de laboratoire, sera acquise par l'américain Quest Diagnostics, pour 1,2 milliard de dollars. La seconde, spécialisée dans les services de conseil de gestion pour entreprises de parapharmacie, sera vendue à l'américain Ex-

Action SmithKline Beecham



press Scripts pour 700 millions de dollars. Le groupe envisage également la suppression de 3 000 emplois sur les 58 000 actuels d'ici à la fin 2002. En se recentrant sur son métier de base – les médicaments de prescription, les produits de santé grand public et les vaccins –, SmithKline Beecham espère réaliser des économies annuelles évaluées à 200 millions de livres d'ici à 2002. Pour 1999, le groupe table sur une croissance de 13 % hors éléments exceptionnels. Au-delà, nous espérons réaliser des performances financières encore meilleures grâce à l'entrée sur le marché de produits actuellement en phase de développement », a indiqué le directeur d'exploitation du groupe, Jean-Pierre Garnier.

D. G.

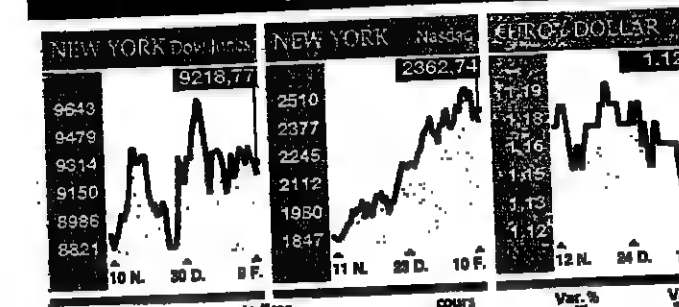
Jeu de 150

EUROPE



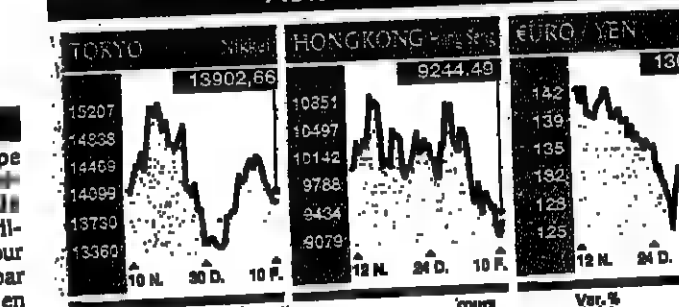
Indice	Cours	Var. %	Var. %
EURO STOXX 50	1000	0,00	0,00
EURO STOXX 30	1000	0,00	0,00
EURO STOXX 600	1000	0,00	0,00
CAC 40	1000	0,00	0,00
DAX 30	1000	0,00	0,00
FTSE 100	1000	0,00	0,00
IBSX 100	1000	0,00	0,00
NYSE 100	1000	0,00	0,00
NYSE 200	1000	0,00	0,00
NYSE 300	1000	0,00	0,00
NYSE 400	1000	0,00	0,00
NYSE 500	1000	0,00	0,00
NYSE 600	1000	0,00	0,00
NYSE 700	1000	0,00	0,00
NYSE 800	1000	0,00	0,00
NYSE 900	1000	0,00	0,00
NYSE 1000	1000	0,00	0,00

AMÉRIQUES



Indice	Cours	Var. %	Var. %
DOW JONES	1000	0,00	0,00
NYSE COMPOSITE	1000	0,00	0,00
NYSE INDEX	1000	0,00	0,00
NYSE BASKET	1000	0,00	0,00
NYSE 100	1000	0,00	0,00
NYSE 200	1000	0,00	0,00
NYSE 300	1000	0,00	0,00
NYSE 400	1000	0,00	0,00
NYSE 500	1000	0,00	0,00
NYSE 600	1000	0,00	0,00
NYSE 700	1000	0,00	0,00
NYSE 800	1000	0,00	0,00
NYSE 900	1000	0,00	0,00
NYSE 1000	1000	0,00	0,00

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Cours	Var. %	Var. %
HONGKONG	1000	0,00	0,00
SINGAPOUR	1000	0,00	0,00
TAIPEI	1000	0,00	0,00
MANILLE	1000	0,00	0,00
BANGKOK	1000	0,00	0,00
JAKARTA	1000	0,00	0,00
KUALA LUMPUR	1000	0,00	0,00
SÉOUL	1000	0,00	0,00
TÔKYÔ	1000	0,00	0,00
HANG SENG	1000	0,00	0,00
NIKKEI 225	1000	0,00	0,00
COMPOSITE INDEX	1000	0,00	0,00
SET	1000	0,00	0,00
SENSITIVE INDEX	1000	0,00	0,00
KOSPI	1000	0,00	0,00
KOSPI 100	1000	0,00	0,00
KOSPI 200	1000	0,00	0,00
KOSPI 300	1000	0,00	0,00
KOSPI 400	1000	0,00	0,00
KOSPI 500	1000	0,00	0,00
KOSPI 600	1000	0,00	0,00
KOSPI 700	1000	0,00	0,00
KOSPI 800	1000	0,00	0,00
KOSPI 900	1000	0,00	0,00
KOSPI 1000	1000	0,00	0,00

SUR LES MARCHÉS

PARIS

POUR la première fois depuis le 14 janvier, l'indice CAC 40 se situait en dessous de la barre des 4 000 points mercredi 10 février. Vers 12 heures, il perdait 1,15 % à 3 992,23 points dans le sillage de la chute, mardi, de l'indice Nasdaq de la Bourse américaine. Mardi, l'indice CAC 40 avait terminé la journée sur une perte de 2,78 % à 4 038,46 points.

FRANCFORT

LES VALEURS allemandes restaient orientées à la baisse mercredi 10 février en fin de matinée, l'indice DAX était en baisse de 0,80 % à 811,90 points. Mardi, la Bourse avait chuté de 3,99 %, l'indice DAX tombant à 4 850,67 points.

LONDRES

EN FIN de matinée, mercredi 10 février, l'indice Footsie de la Bourse reculait à 0,51 % à 5 750,40 points. La Banque d'Angleterre a estimé que la Grande-Bretagne connaît une croissance plus faible que prévu jusqu'à la fin de l'année, d'après les données de l'enquête de l'Institute of Business Economics.

TOKYO

GRÂCE à la hausse du dollar et à la détente du marché obligataire, la Bourse a terminé en hausse mercredi 10 février. L'indice Nikkei a gagné 0,4 % pour finir à 13 952,40 points. Toutefois, la dégringolade de l'indice Nasdaq mardi à Wall Street a pesé durant une bonne partie de la séance.

NEW YORK

L'INDICE Nasdaq de la Bourse américaine, où se trouvent les valeurs de la technologie, a enregistré, mardi 10 février, une troisième plus importante chute de son histoire et a reculé de 3,91 % à 2 310,79 points. L'indice Dow Jones a perdu 1,7 % à 9 133,03 points. Ce nouveau repli efface les gains de cet indice de la semaine dernière.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires ont profité du recul des Bourses. En France, le rendement des obligations d'Etat émises à 10 ans s'inscrivait en baisse, à 3,86 %, mercredi 10 février. Au Japon, les taux d'intérêt à 10 ans se situaient à 2,32 %. Thomas Foley, ambassadeur américain dans l'Archipel, a indiqué que le Japon n'avait pas demandé formellement des fonds d'Etat japonais pour contenir la remontée des taux. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans s'affichait mardi à 5,321 %, contre 5,349 % lundi en clôture.

MONNAIES

LE DOLLAR remontait face au yen mercredi 10 février en début de matinée, la devise américaine cotait 115,28 yens. L'euro yens à New York mardi. L'euro continuait à glisser et s'inscrivait à 1,1285 dollar, contre 1,1302 dollar mardi.

ÉCONOMIE

Une dévaluation du yuan improbable selon le président de la BAD

LA CHINE ne dévaluerait sans doute pas sa monnaie nationale, le yuan, a estimé, mercredi 10 février, à Manille, le nouveau président de la Banque asiatique de développement (BAD), Tadao Chino.

« Il n'existe pas de pression pour dévaluer le yuan », a-t-il déclaré. « La détermination de la Chine à maintenir le yuan stable est une influence très stabilisatrice sur les marchés des changes », a-t-il affirmé. Il a estimé que les réserves de la Chine, évaluées à 145 milliards de dollars en 1998, constituaient « un épais coussin pour résister à des attaques spéculatives ».

Nette hausse de la productivité aux États-Unis

LA PRODUCTIVITÉ aux États-Unis a progressé de 3,7 % au rythme annuel au 4^e trimestre 1998, après un gain de 2,5 % les trois mois précédents, a annoncé mardi le département du travail. Pour l'ensemble de l'année 1998, la productivité a augmenté de 2,2 % contre 1,2 % en 1997, a-t-il précisé. Le coût unitaire du travail a pour sa part baissé de 0,2 % au 4^e trimestre précédent. Il s'agit de la première baisse depuis le premier trimestre de 1996. Pour l'ensemble de l'année 1998, l'indice a augmenté de 2 % après une hausse de 2,3 % en 1997.

Le FBI, la sûreté fédérale américaine et la Chambre américaine du commerce ont annoncé mardi une vaste initiative conjointe pour lutter contre l'espionnage économique. Les Japonais et les Américains se réuniront début mars à Tokyo pour discuter d'un rapport sur les efforts de déréglément au Japon qui a été publié à la fin du mois précédent, a indiqué mardi un responsable de l'administration Clinton.

■ **JAPON** : les dépenses de consommation des ménages japonais ont baissé de 2,2 % en janvier par rapport à l'année précédente, le plus fort recul depuis vingt-quatre ans. Les ménages salariés non salariés ont dépensé une moyenne de 111 yens (2 euros) par mois, selon l'agence gouvernementale de gestion et de coordination. La consommation a ainsi reculé pour la sixième année consécutive mais la baisse de 1998 est la plus forte depuis celle de 1974, où elle avait décliné de 2,6 % en raison du choc pétrolier.

■ **ALLEMAGNE** : les menaces de grève se sont précisées, mardi, dans la métallurgie, après l'annonce de l'échec des négociations salariales ouvertes en Bade-Wurtemberg (sud) entre le syndicat IG Metall et le patronat, l'annulation de rounds prévus mercredi dans d'autres régions.

■ **L'excédent commercial de l'Allemagne** s'est réduit à 2,9 milliards d'euros en décembre 1998, portant l'excédent commercial de l'année 1998 à 65,75 milliards d'euros, a indiqué mercredi l'Office fédéral des statistiques. L'excédent commercial 1998 « le deuxième soldes le plus élevé jamais enregistré par l'Allemagne », a souligné l'Office. La balance des paiements courants a terminé l'année sur un déficit de 8,08 milliards d'euros, après un solde négatif de 510 millions d'euros en décembre, a aussi indiqué l'Office.

■ **BRÉSIL** : le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a reconnu mardi la gravité de la situation économique au Brésil, estimant qu'elle pouvait s'améliorer, si le gouvernement adoptait des mesures de rigueur. Le Fonds monétaire international (FMI) a délégué représentant des sept dirigeants d'États brésiliens gouvernés par l'opposition a réitéré sa demande de renégociation des dettes envers l'État fédéral, lors d'une rencontre avec le ministre brésilien de l'économie, M. Pedro Malan, mardi à Brasília.

■ **FRANCE** : les ouvertures de capital et privatisations d'entreprises publiques ont rapporté à l'État quelque 91,5 milliards de francs, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Lionel Jospin. « Aucun repli brutal » de la consommation, principal moteur de la croissance en France, « ne devrait intervenir en 1999 », estime le Centre d'observation économique (COE) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

■ **UKRAINE** : le 10 février, pour la deuxième fois en cinq mois la bande de fluctuation de la monnaie ukrainienne au dollar, ouvrant la voie à une forte dévaluation de la hryvnia et faisant craindre un défaut de paiement de la dette, selon les analystes. (lire p. 3)

Taux de change fixe zone euro

Contre franc	Taux	Contre franc	Taux
FRANCE	1,66667	DEUTSCHEMARK	3,33333
ALLEMAGNE	1,93627	LIRE ITALIENNE (1000)	3,33333
ESPAGNE	1,66667	PESETA ESPAG. (100)	3,33333
PORTUGAL	2,00482	ESCUDO PORT. (1000)	3,33333
SCHILLING AUTR. (100)	1,37603	SCHILLING AUTR. (100)	3,33333
PUNT IRLANDAISE (100)	2,70671	PUNT IRLANDAISE (100)	3,33333
FLORIN NÉERL. (100)	2,20371	FLORIN NÉERL. (100)	3,33333
MARKA NÉERL. (100)	2,20371	MARKA NÉERL. (100)	3,33333
FINLAND	5,94574	MARKA FINLAND	1,09364

Cours de change croisés

Cours	Cours	Cours	Cours
DOLLAR	1,12978	YEN	115,28
EURO	1,08515	FRANC	6,54957
FRANC	0,81181	FRANC SUISSE	1,40780

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	3,14	ALLEMAGNE	3,12
ALLEMAGNE	3,12	ESPAGNE	3,12
ESPAGNE	3,12	PORTUGAL	3,12
PORTUGAL	3,12	ITALIE	3,12
ITALIE	3,12	JAPON	2,32
JAPON	2,32	ÉTATS-UNIS	5,32
ÉTATS-UNIS	5,32	SUISSE	1,16
SUISSE	1,16	PAYS-BAS	3,12

Matières premières

Cours	Cours	Cours	Cours
MÉTALUX (LONDRES)	1285	ALUMINIUM 3 MOIS	518,5
ALUMINIUM 3 MOIS	518,5	PLATINE 3 MOIS	1005,5
PLATINE 3 MOIS	1005,5	ZINC 3 MOIS	4755
ZINC 3 MOIS	4755	NICKEL 3 MOIS	4755
NICKEL 3 MOIS	4755	ARGENT A TERME	0,16
ARGENT A TERME	0,16	PLATINE A TERME	0,16
PLATINE A TERME	0,16	GRANDES DENRÉES	264,25
GRANDES DENRÉES	264,25	BLE (CHICAGO)	1,00
BLE (CHICAGO)	1,00	SOJA (CHICAGO)	1,00
SOJA (CHICAGO)	1,00	CAFFÈ (NEW YORK)	1282
CAFFÈ (NEW YORK)	1282	SUCRE BLANC (PARIS)	225,5

Source : graphiques et indices en temps réel sur le site Web de la Banque mondiale.

rendre publique la communication préconisant la création par l'Europe d'un système mondial de navigation par satellites qui la rendra autonome vis-à-vis du GPS américain.

Créé en 1973 par les Etats-Unis pour leurs besoins militaires, le système GPS est devenu indispensable à de nombreuses activités civiles. La Commission de Bruxelles lance son propre projet, Galileo, pour rendre aux Européens le contrôle de ce secteur stratégique et très lucratif.

quence civile et les satellites GPS qui seront lancés à partir de 2003 d'une seconde génération seront en orbite après 2005.

De quoi améliorer la précision de positionnement pour des usages critiques tels que la garde des vies humaines et... la navigation aérienne civile.

NAVIGATION AERIE

NAVIGATION AUTOMATIQUE

coordonnées (latitude, longitude, altitude) de stations atomiques embarquées à bord de chaque avion différents, l'utilisateur pourrait se localiser. Mais l'appareil coûterait alors une fortune et il n'est pas nécessaire.

d'atteindre l'objectif, qui est d'ordre «*mètre*.»

Si Gore répond rapidement aux besoins de l'aviation civile, privée, il ne résout pas le problème de la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Aujourd'hui, les systèmes de ce type sont en service : le GPS américain et le Glonass russe. Chacun composé de 24 satellites opérationnels. Les Etats-Unis préparent déjà une nouvelle génération de leur système pour les années prochaines afin de pouvoir, pour objectif, le développement d'applications non militaires. Le 21 janvier, le vice-président Al Gore a annoncé la création de 400 millions de dollars (349 millions d'euros) pour accélérer l'ajout d'une nouvelle fonctionnalité de développement.

améliorer le repérage des navigateurs, qui font partie des premiers utilisateurs. Chaque navigateur de la Vendée Globe en est doté (Le Monde du 10 janvier 1997). Et les cartographes ne peuvent s'en passer pour réaliser France sur disquettes informatiques, ni les chercheurs pour étudier les déplacements des génisses.

D'une façon générale, les industriels préféreraient se concentrer sur le financement des applications dont la rentabilité est assurée. Ils invoquent des **problèmes éthiques** pour justifier leur réticence à investir dans la constellation elle-même, se demandant s'argent privé **peut financer « un système impliqué dans la guerre civile et militaire »**. Pourtant, c'est bien grâce aux satellites que le secteur privé pourra déployer **des rentables infrastructures Internet**. **Il faut donc** applications de la navigation par satellite. La négociation **ne fait que commencer...**

Michel Alberganti



liards d'euros (262 milliards de francs) vers [] Le marché européen du matériel [] estimé par l'institut Frost and Sullivan à 228,7 millions de dollars [] millions d'euros, 1,3 milliard de francs) [] 1997, il devrait [] millions de dollars [] millions d'euros, 5,5 milliards de francs) en [] Le seul marché

1

M. AL

Noisy-le-Sec veut porter la parole de la banlieue au Stade de France

Après le retrait de Bernard Tapie, Jacques Séguéla a repris le projet ambitieux de ce club du championnat National, qui espère obtenir son accession en division 2 et devenir « club résident » à Saint-Denis

Après échecs Saint-Denis-Saint-Leu et du Red Star, l'Olympique de Noisy-le-Sec a l'ambition de devenir le club résident du Stade de France. Actuellement en National, l'équipe doit accéder en division 2 et réunir

un budget de 40 millions de francs (plus de 6 millions d'euros), deux conditions exigées par le ministère de la jeunesse et des sports. Une dizaine d'entreprises se disent intéressées par le projet. Un moment dirigé par

Bernard Tapie, celui-ci désorma entre les mains du publicitaire Jacques Séguéla. Le club de la Seine-Saint-Denis est un cas atypique sur la carte du football français puisque sur la carte du football français

une importante activité sociale à destination des jeunes. C'est ce double volet que Jacques Séguéla et ses cinq frères, tous membres actifs de club, veulent aujourd'hui transférer au Stade de France.

JAMEL SANDJAK est un directeur de club de football très occupé. La lecture de son agenda témoigne : l'homme vole d'un rendez-vous à l'autre, de lieux en lieux, de grands patrons. Ces dernières semaines, porte-documents sous le bras, Jamel Sandjak

à la rencontre de personnalités aussi diverses que le ministre de la ville, Claude Bartolone, le PDG d'Adidas, Robert Louis-Dreyfus, le médiateur de la République, Bernard Stasi, encore le président du tribunal pour enfants à Bobigny (Seine-Saint-Denis), Jean-Pierre Rosenczweig. Aidé un premier temps par Bernard Tapie, puis aujourd'hui par le publicitaire Jacques Séguéla, Jamel Sandjak attend maintenant d'obtenir un entretien avec Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse, afin de lui faire part de son « grand » projet : installer son club, l'Olympique de Noisy-le-Sec Banlieue 93, au Stade de France.

Marie-George Buffet, qui a toujours insisté pour que le futur club résident soit « autre chose » qu'une simple équipe de banlieue, ne doit pas être déçue par le document que Jamel Sandjak veut lui remettre. Plusieurs chapitres sont consacrés à l'insertion par le sport, à la formation pour la jeunesse, à la prévention du football. Parmi les sujets qui sont chers à la ministre, laquelle ignore rien du travail effectué, dans la direction, par l'Olym-

pique de Noisy-le-Sec depuis plus de dix ans. Le club de la Seine-Saint-Denis est un cas atypique sur la carte du football français puisqu'il combine une équipe de haut niveau et une importante activité sociale à destination des jeunes. C'est ce double volet que Jacques Séguéla et ses cinq frères, tous membres actifs de club, veulent aujourd'hui transférer au Stade de France.

Il leur faut pour cela de l'argent. Avec 3,5 millions de francs (534 000 €), l'Olympique de Noisy-le-Sec est le plus petit budget du championnat National, l'ancienne division 3.

CONFIGURATION RÉDUITE Pour obtenir le droit de résider au Stade de France (dans sa configuration réduite à 25 000 places), le club doit réunir plusieurs conditions, parmi lesquelles un budget minimum de 40 millions de francs (plus de 6 millions d'euros) et une place en division 2. Actuellement classé 5^e, mais virtuellement 3^e grâce à une victoire « sur tapis vert » qui devrait prochainement lui valoir l'accession en division 2. La saison est loin cependant l'été terminée, quinze journées du championnat disputées.

L'origine du projet, dans la phase actuelle, remonte à septembre 1998. Jamel Sandjak évoque le sujet avec Bernard Tapie. Spontanément, un petit projet de main à main s'est amorcé. Les deux hommes se connaissent et s'apprécient : aujourd'hui membre du Parti des radicaux de gauche

(PRG), Jamel Sandjak a failli figurer sur la liste Énergie Radicale de Bernard Tapie pour les élections européennes 1994. L'ancien président de l'OM « a alors son carnet d'adresses ». Une dizaine d'entreprises se disent intéressées par le projet. Jamel Sandjak ne peut pas se vanter d'être riche. Mais il a une importante activité sociale à destination des jeunes. C'est ce double volet que Jacques Séguéla et ses cinq frères, tous membres actifs de club, veulent aujourd'hui transférer au Stade de France.

Red Star-Saint-Etienne à Saint-Denis ?

Toujours candidat à l'occupation du Stade de France, le Red Star va prochainement avoir l'occasion de se présenter dans une configuration réduite. Actuellement 18^e en classement, le club de la banlieue nord a l'intention d'accueillir l'AS Saint-Etienne au Stade de France le 10 mars pour le compte de la 29^e journée. Le Red Star et le club de la Loire ont convenu d'un consortium qui a la gestion de l'enceinte devrait trouver un accord jeudi 11 février. Les instigateurs du projet comptent sur la popularité toujours vive des Verts, et sur les nombreux supporters à Paris, pour remplir les gradins.

Par ailleurs, le club de la 13^e arrondissement de Paris, va prochainement aux normes de la division 2, la ville de Paris ayant voté une subvention de 10 millions de francs (1 667 000 €) pour effectuer la rénovation des tribunes. Le club monte en division 2, le Paris Football Club, actuel 8^e du championnat de National, en deviendrait le club résident.

L'aventure n'est toutefois à deux doigts d'être arrêtée en chemin. La révélation, par le journal du dimanche, le 1^{er} janvier, de la présence de Bernard Tapie dans le projet provoque des grincements de dents du ministère de la jeunesse et des sports. La question que l'ancien protagoniste de l'affaire VA-OM revient dans le football. Et encore moins au Stade de France.

Deux jours plus tard, d'une réunion de la commission parisienne de la ville, Louis-Dreyfus, Bernard Tapie décide de se retirer. Ce

n'était pas la peine que je joue les vilains petits canards », dit-il au journaliste. Le volet économique du dossier confié à Jacques Séguéla, beaucoup plus consensuel aux yeux du pouvoir politique. Jamel Sandjak, pendant ce temps, continue de consulter. Le ministre de la ville, Claude Bartolone, lui apporte son soutien. Bernard Stasi, accepte de faire partie du futur comité de parrainage, ainsi, notamment, que le chanteur rap, Cheb Mami. Quant au juge Jean-Pierre Rosenczweig, il donne son accord pour confier chaque année à l'Olympique de Noisy-le-Sec plusieurs dizaines de jeunes délinquants, afin de les former à l'arbitrage. « L'idée est d'amener des gamins qui se situent contre la loi à réfléchir sur la loi sociale », dit-il.

Jamel Sandjak ne conçoit pas une présence au Stade de France sans la présence d'un certain nombre d'actions de type. Sont également évoqués des préparations au métier d'éducateur sportif, des contrats de qualification, un grand tournoi national des banlieues, la ville aurait lieu sur le pelouse qui vit dérouler la finale de la Coupe du monde 1998.

Les matches de l'équipe première, quant à eux, seront automatiquement suivis de concerts de rap, de rock, de raï. Les dirigeants que les jeunes qui viennent nous voir s'approprient le Stade de France, qu'ils aient le sentiment qu'il y a 25 000 places « tribune d'honneur pour eux », s'enthousiasme encore Jamel Sandjak.

Kjetil Andre Aamodt égale le record de médailles de Marc Girardelli

LE SKIEUR NORVÉGIE Kjetil Andre Aamodt a gagné, mardi 9 février, le combiné des championnats du monde de ski alpin à Vail, Colorado. Précédant son compatriote Lasse Kjus de 16 centièmes, Aamodt s'est imposé grâce aux deux manches du slalom, qu'il a skées à la perfection. Il avait terminé deuxième de la descente, lundi.

Cette treizième médaille, jeux olympiques, championnats du monde confondus, lui permet d'égaliser le record d'origine du Luxembourgeois d'origine au trichienne Marc Girardelli. Le skieur norvégien a donc égalé le record de médailles de Marc Girardelli.

Le Suisse Paul Accola a pris la troisième place, offrant à son pays la première médaille des Mondiaux. Le seul Français classé, Yves Dimier, s'est classé huitième.

DÉPÊCHES

OLYMPISME : deux anciens dirigeants du comité de candidature des Jeux de Salt Lake City de 2002 ont mis en cause dans un rapport la commission d'enquête indépendante mise en place par le comité d'organisation (SLOC). Selon ce rapport, long de 300 pages, Tom Welch et Dave Johnson ont mis en place un système de pots-de-vin qui aurait permis de dissimuler les autres membres. Le SLOC a dépensé plus de 1 million de dollars en cadeaux, valeur, traitements de faveur, versements en espèces, bourses d'études, emplois pour les membres du Comité international olympique ou pour les membres de la famille afin d'assurer les votes.

FOOTBALL : l'équipe d'Angleterre espère à battre l'équipe de Derby, mardi 9 février, à Derby, match amical (2-1). Les Français avaient ouvert le match par Christoval (20') et ont dominé la première mi-temps. Pourtant, après la pause, en huit minutes, ils se sont inclinés à deux reprises sur deux attaques britanniques, ponctuées par deux buts de Bowyer (54') et Upson (62').

ALLIANCE : la Colombie ont fait match nul (3-3), mardi 9 février, au match amical à Miami. Les Allemands, qui avaient subi la première défaite face aux États-Unis (0-3), samedi, ont une nouvelle fois fait pâlir l'impression contre une équipe colombienne pourtant réduite à 10 depuis la fin de la première période.

SPORTS ÉQUESTRES : la crise de la Fédération française a connu un nouvel épisode, mardi 9 février, la démission de l'entraîneur national du dressage, Dominique Flament. En poste depuis janvier 1994, Dominique Flament qu'il a motivé par le climat de tension qui règne actuellement entre la Fédération française des sports équestres (FFE) et la Délégation nationale des sports équestres (DNSE) par la volonté de l'engagement du président de la DNSE à l'égard même du poste d'entraîneur national de dressage, mettant ainsi en péril le développement d'une discipline olympique.

TENNIS : Pete Sampras a effectué un retour gagnant, mardi 9 février, au tournoi de San José. L'Américain, numéro 1 mondial qui était forfait aux Internationaux d'Australie pour s'offrir une coupure de dix semaines, a battu l'Espagnol Galo Blanco (6-4, 6-4).

DOPAGE : trente-six contrôles sont révélés positifs en Allemagne dans le sport de haut niveau en 1998 contre vingt-deux en 1997, a indiqué l'Institut des sciences du sport de Cologne, mardi 9 février. 6 829 ont été analysés dans les deux laboratoires allemands accrédités par le Comité olympique international, à Cologne et à Kreisch. Les disciplines les plus touchées ont été le powerlifting (musculation, 14 cas), l'haltérophilie (7), la boxe (6) et la lutte (3).

TROIS QUESTIONS À... JACQUES SÉGUÉLA

1 En quoi le publicitaire que vous êtes est-il impliqué dans le projet monté par Noisy-le-Sec pour s'installer au Stade de France ?

C'est Bernard Tapie - qui, contrairement à ce qu'on a dit, n'a jamais eu l'intention d'accaparer le club pour faire un retour dans le football - qui m'a refilé le bébé. Il fallait qu'un homme de la publicité prenne en main l'équipe. Si Noisy-le-Sec accède en division 2, c'est à moi que revient la tâche de faire passer le club à la division 1. Mon rôle est de réunir un budget de 40 millions de francs (6 millions d'euros). Quand on soustrait l'argent de la Ligue nationale de football pour les droits de télévision, on a un certain nombre d'acquérits déjà existants, il reste seulement moitié à trouver. Chaque entreprise de notre club d'annonceurs pourrait mettre ainsi 2 millions de francs (300 000 €). Tout le monde y trouverait son compte.

2 L'idée d'un grand club populaire en banlieue est-elle « vendue » aux yeux du monde de l'entreprise ?

J'en suis convaincu. Une entreprise comme celle de la banlieue au Stade de France serait ennoblie pour une entreprise. La paix

urbaine dépend de nous tous aujourd'hui. On ne peut pas multiplier indéfiniment les cités. Il faut redonner aux jeunes l'espoir et le goût de la vie. Les marques avec lesquelles nous sommes en contact s'adressent principalement à la jeunesse. Elles préparent la consommation de demain, mais elles sont aussi persuadées qu'il n'y a pas que le parrainage dans la vie d'une marque. Elles s'inscrivent dans un grand courant de solidarité.

3 Cette optique n'est-elle pas en contradiction avec la tendance actuelle. On voit plus en plus d'entreprises devenir propriétaires de clubs de football professionnels... Le projet de Noisy-le-Sec n'est aucunement une affaire commerciale. Aucune entreprise n'exigera une prise de parts. Le projet doit rester ce qu'il est. Je crois beaucoup à la réussite des concerts gratuits qui auront lieu après les matches. Je voudrais, par ailleurs, que notre candidature au Stade de France ne soit pas perçue comme une opposition au Red Star, qui travaille parallèlement sur un projet. J'ai l'intention de proposer à Marie-George Buffet que deux clubs occupent le stade alternativement, une semaine sur deux.

Propos recueillis par Frédéric Lévêque

La saga des Sandjak, footballeurs-citoyens

L'AINÉ s'appelle Khaled, il entraîne l'équipe moins de 17 ans. Vient ensuite Larbi, qui s'occupe des débutants. Jamel, le directeur général du club, l'entraîneur de l'équipe première. Puis Rachid, qui a la responsabilité des espoirs. Il y a enfin Liad, le plus jeune et le plus connu des six frères, le seul à avoir entrepris une carrière de haut niveau puisqu'il joue au Paris-Saint-Germain, à l'époque où il était à l'OGC Nice, à Neuchâtel, à l'AS Saint-Etienne, Liad est revenu à Noisy-le-Sec. Cette saison, Liad a monté en division 2. On peut rajouter quelques cousins, comme Louis, le fils de Khaled, qui évolue également avec l'équipe National, l'ancienne division 3.

Que serait l'Olympique de Noisy-le-Sec sans tout le monde appelle « les Sandjak » ? L'histoire d'une famille d'origine algérienne, la famille Sandjak, commence en 1948. C'est le club de football Sandjak, le père, quitta sa Kabylie natale pour aller travailler dans une usine chimique du club d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Sa femme le rejoint trois ans plus tard. Neuf enfants, 5 garçons et 4 filles, naissent. Les frères Sandjak, à l'époque, ne sont que des joueurs amateurs. Ils jouent dans le club du quartier, au pied de l'HM.

Les résultats sportifs, parallèlement, vont s'en améliorer. Leur impulsion, l'Olympique de Noisy-le-Sec connaît des succès, du championnat de promotion à la division 2 départementale à la division 3 nationale.

N'est-ce toutefois pas la principale fierté du club. Dans l'environnement de la ville de Noisy-le-Sec, on ne peut pas se satisfaire d'être un simple club de football. Le but serait uniquement de faire jouer des gosses autour d'un ballon », aime expliquer Jamel Sandjak, qui résume actuellement un projet dont le titre sera certainement De footballeur à citoyen.

COPIES FAITES DE NOMBREUX CLUBS Depuis une dizaine d'années, l'Olympique de Noisy-le-Sec multiplie ainsi les actions de prévention et de formation des jeunes. Les quartiers sensibles de la ville. Plusieurs ateliers ont été créés (vidéo, musique, cuisine). Des stages d'arbitrage sont mis en place. Et, de la manière d'un centre de loisirs, le club ouvre ses portes pendant les vacances scolaires : animateurs éducateurs y proposent un panel d'activités structurées.

Longtemps déniés par les autorités sportives mais aussi politiques, les Sandjak sont aujourd'hui copiés par de nombreux dirigeants de clubs de la banlieue parisienne. Alors que la violence urbaine se répand inéluctablement sur les terrains de football, les plus en plus d'associations étendent leurs interventions au-delà du domaine sportif, versant notamment le rattrapage scolaire, le dialogue avec les grands frères. Club pionnier, l'Olympique de Noisy-le-Sec voit chaque année défiler 12 000 enfants et le petit stade Salvador-Allende. Combien seront-ils au Stade de France ?

Contre Thouars, Paris-SG a frôlé le précipice

POTIERS notre envoyé spécial Seul à résultat compte, le refrain connu. Surtout lorsqu'il s'agit d'une victoire, comme celle acquise en Coupe de France, mardi 9 février à Potiers (Vienne), par le Paris-Saint-Germain face au club amateur de Thouars (Deux-Sèvres).

Nous sommes passés, c'est le plus important », voulait ainsi résumer le joueur parisien Francis Llacer après ce match, gagné de justesse (2-1). Pourtant, cette qualification pour les seizièmes de finale de la Coupe de France a été tout sauf une formalité. Car le club de la capitale a bien failli dans le précipice. S'il n'avait remporté cette seconde confrontation à Thouars - la première, le 22 janvier, avait été arrêtée au quart d'heure par la fin du brouillard - alors que Paris menait 2-0, n'est-ce pas qu'après avoir joué la prolongation, il a fallu attendre 107 minutes pour que le Brésilien Bolzan Martins Adailton délivre le club. Besogneux, ayant toujours peur de mal à se trouver sur le terrain, en mal de maîtrise technique et de tendus, les Parisiens avaient ouvert le match à la 33^e minute par le même Adailton. Mais, juste avant le mi-temps, une erreur défensive du PSG permettait à Thouars d'égaliser. Durant la seconde mi-temps, les amateurs continuaient à jouer crânement leur chance, exerçant une pression sans relâche sur les Parisiens.

portugais de Paris, qui reconnaissait que ses joueurs avaient joué « comme ils pouvaient » contre « une équipe très forte mentalement ».

Le club de la capitale, donc en lice dans les deux compétitions qu'il a gagnées en 1998, et, Adailton, a trouvé un buteur providentiel qui n'avait eu souvent l'occasion de se mettre à valeur depuis le début de la saison. « A Paris, il faut des victoires », la manière, il faut des victoires », avait déclaré Francis Llacer au lendemain de la qualification, le 1^{er} février contre Monaco, pour les quarts de finale de la Coupe de France. Avec ce succès en Coupe de France, venant après celui de Sochaux en championnat, Paris affiche désormais trois victoires victorieuses d'affilée. De la à parler de redressement...

Philippe Le Cœur

CHOISIR SA PRÉPA

Les résultats complets des classes préparatoires aux concours 1998 des grandes écoles sur Minitel

118 grandes écoles en fiches sur le site Internet du Monde

Sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) Sur Internet www.lemonde.fr

Une vallée aux herbes sauvages

NÉVACHE (Hautes-Alpes)
de notre envoyée spéciale
Les chalets aux façades ouvragées, piles de bois appuies au mur, ont disparu. Rideau de flocons silencieux, bruits étouffés. Observer intensément et, Alice, passer l'autre côté du miroir : « Entends-tu, Kitty, la neige sur la vitre ? Oh ! le bruit charmant et doux. Comme si, de l'extérieur, quelqu'un embrassait la fenêtre de par-
là. Je demande, poursuit-elle, si la neige aime les arbres et les champs pour les embrasser avec de douceur. Et puis elle les chaudent, tu sais, d'un couvre-pied blanc ; peut-être leur

Carnet de route

● Repères. Le massif des Alpes du Sud comprend les Alpes-Maritimes, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes, ces dernières avec la vallée de la Clarée et le Queyras. Climat froid et sec en hiver (ski jusqu'en avril).

● Vallée de la Clarée. Plus de 30 lacs, 80 km de pistes de ski de fond. A Névache, le chalet d'En hô (tél. : 04-92-20-12-29), hôtel de montagne raffiné, a développé, à partir de recettes locales « pauvres », des plats savoureux. Chambre double à partir de 280 F (42,7 €) par personne en demi-pension. Travaille en camose avec l'Echaillon (tél. : 04-92-21-37-30), hôtel confortable, paradis des sportifs. Forfait 3 jours en pension complète, encadrement, prêt (matériel) à partir de 3 000 F (457,3 €). Visite guidée des églises (tél. : 04-92-22-30-18).

● Queyras. A Molines, la Maison de Gaudissart (tél. : 04-92-45-83-29), forfait 7 jours en pension complète à partir de 2 582 F (391,2 €), encadrement, prêt de matériel compris. Plus surprenant, le gîte Vie sauvage (tél. : 04-92-46-71-72), pension complète à partir de 1 950 F (292,5 €). Plus de confort, lit-croquet, moles de cuisine au Cognac (tél. : 04-92-45-81-03), semaine à partir de 3 350 F (510,6 €). A Saint-Véran, la Maison d'Elisa (tél. : 04-92-45-82-48), haute gourmandise.

● Lectures. Hautes-Alpes et Queyras (Gallimard). Une soupe aux herbes sauvages, d'Emilie Carles (Robert Laffont), témoignage robotisé sur ces vallées.

● Renseignements. Offices de tourisme : vallée de la Clarée (tél. : 04-92-21-38-19) ; Queyras (tél. : 04-92-45-83-22) ; Comité départemental des Hautes-Alpes (tél. : 04-92-53-62-00).

A la découverte des villages pittoresques de La Clarée et du Queyras

dit-elle, dormez, mes chéris, dormez, jusqu'à ce que l'été revienne. Sur les pentes, les petits chalets d'alpage, volets clos en hiver. Au cœur de la vallée, les villages : Val-des-Prés, Névache, Roubion, Ville-Basse, Ville-Haute. Et Sainte-Marie-de-Fontcouverte, où l'on tient à peine debout, un vieux chemin de croix et un panier de fleurs séchées devant l'autel. Châtelles de montagne aux couleurs de demi effacées, avec des sculptures naïves et des boiseries bancales, empoussiérées.

Au pays des chalets sojalres, leurs fresques éclairent la pé-

Sauvée par le tourisme

Névache, 280 habitants, revit grâce au tourisme. En 1977, 80 % de la population était composée de retraités. En 1997, vingt-huit ans plus tard, la population a passé de 31 à 31 élèves, les employés communaux de 1 à 4, un boulanger est revenu cuire le pain. Le village qui a été sauvé par la municipalité de l'époque, les gens de l'ex-ville venus s'installer ici. Les vieilles maisons ont été restaurées. Aujourd'hui, 80 % de la population active, auparavant paysans, employés des douanes ou de la gendarmerie, sont passés au tourisme. L'hébergement s'est diversifié : une petite auberge, des chalets de deux à trois étoiles, des chambres d'hôte. La vallée de la Clarée, médiatisée par le livre d'Emilie Carles, Une soupe aux herbes sauvages, pratique depuis 1972, sous l'impulsion de Gérard Gentil, est au fond, randonnée nordique hors piste, raquettes, traîneau à chiens. La motoneige est interdite, sauf pour les gardiens de refuge.

nombre. A Plamphet, les Vices de la Vertus de Notre-Dame-des-Grâces, et les peintures murales, datant de 1532, de Saint-Sébastien. Dans un état de conservation exceptionnel, pigments d'origine nettoyés. La chapelle de Ville-Haute a été dégagée en 1997. Qui donnera les 4 millions de francs nécessaires à la restauration de l'église ?

La Clarée, si elle sous un ciel bleu. Pas étonnant qu'Agnes, Didier et François, les comptables de la maison, aient été déçus. Pour elle, ils ont tout plaqué. Leur entreprise en ville, fait un grand saut et ouvre la Maison d'En Hô, un hôtel comme une maison. Depuis 1994, leur vie coule dans la Clarée, silencieuse et douce. Les visiteurs viennent et reviennent en famille.

D'ABORD, UNE AUBERGE...
Gérard Gentil, c'est un peu la même histoire, plus ancienne. En 1972, le maire de Névache l'invite à introduire le ski de fond dans la vallée. Il ouvre alors une auberge dans une ferme restaurée. En 1995,

il construit l'Echaillon, une grande demeure conçue pour les sportifs. Même gentillesse de l'accueil. Et les chiens. Douze malamuths, 35 kg à 45 kg de muscle et de fourrure, des yeux qui font de vous leur esclave, une queue en panache comme un loup, un instinct de chien qui leur fait courir les bois, sourds à l'appel du maître, et revenir, langue pendante, heureux et soumis.

Cette vallée privilégiée appelle une réflexion sur deux formes de tourisme. Le nombre, la performance, les « stations » ; la qualité, l'authenticité. Les premiers accumulent, les seconds dispersent les lieux d'habitation et, en faisant, rapproche le visiteur du paysan qui conserve ses racines. Ellisme ? Non, mais s'agissant des goûts : gîte avec la cuisine d'antan et chambres à lits super-

posés, et petite hôtellerie de montagne, plus raffinée. Deux hommes, deux précurseurs, se sont employés à développer ce tourisme à l'ailin humaine. A Névache donc, Gérard Gentil, et dans une vallée du Queyras, son oncle, Emile Gentil. Cet homme, arrivé en 1971 à Saint-Véran, se fit pasteur-paysan comme d'autres sont devenus prêtres-ouvriers. Un an après les Jeux olympiques grenoblois de 1968, il alla à Molines le premier centre de ski de fond dans un lieu chaleureux, la Maison de Chamois. C'est une maison commune. Entendez, commune à tous. Ça ne se distingue en rien aux autres villages en pierre alentour, si ce n'est par sa vaste terrasse ouverte au ciel.

L'intérieur est une ruche. Le matin, quand les randonneurs préparent skis ou raquettes, fourrent un pique-nique dans leur sac à dos... Il se soir, quand ils rentrent. La maison, alors, ronronne. Les éclats de voix, des silhouettes au peignoir blanc descendent vers le jardin.



Ce sauna a une histoire. Le passage s'enthousiasme pour ce procédé de relaxation lors de ses raids nordiques. « Même chez nous, on n'en fait plus comme ça », s'exclame, ravi, Tullio, un Finlandais. Chauffé, oui, chauffer au bois. Avant l'ouverture, un inspecteur du bois, vous voulez rire ? Il a examiné, et il a dit : « Conformément. » Pour le bois. Et c'est ainsi qu'il a sorti d'une journée d'efforts, le randonneur se dépouille, se dans cette étuve rustique, et sort se rouler dans la neige.

Le sauna dans le cadre d'emploi : « Chauffez-vous une dizaine de minutes, puis trempez-vous dans la baignoire. Ou attendez un jet d'eau froide, quelques secondes. Ou, mieux, roulez-vous dans la neige. Répétez ces opérations deux ou trois fois. Un bon sauna ne doit pas dépasser quinze minutes et ne suivi d'une demi-heure de relaxation. »

Si vous le rencontrez, n'hésitez pas à parler cet homme qui s'exprime couramment en finlandais

et se distraient en apprenant le mongol et le népalais. « Aujourd'hui, on enseigne la technique du ski en fond, mais on passe à côté de l'esprit, qui est effort, endurance », vous en êtes sûr qui a couru 28 000 km sur ses planches au nord du cercle polaire.

Le Queyras ? Des chalets d'alpage accablés d'un replat, murs blancs, vitres de bardeaux, bois mêlé, bancs en rondins. Et Saint-Véran, village des cimes, cinq hameaux dans un trait qui a mille pente. Un voisin qui est, à 2 042 m et 170 habitants, la plus haute commune d'Europe, mais le 20 jours par an, la visite quotidienne par 5 000 personnes en été.

Ce va-et-vient sonore n'est pas du goût de ceux qui voudraient séjourner ici pour jouir de la nature et se reposer. Et, comme si cela ne suffisait pas, voici que celui qui devrait voler à leur secours, l'homme Eyméoud, conseiller général du Queyras, rêve de « désenclaver » les vallées par un train électrique (à crémaillère) qui mettrait Turin

La chapelle Sainte-Marie de Fontcouverte, au-dessus de Névache. La clarté de l'air et l'intensité du ciel, d'un bleu dur, sont des attraits majeurs de la vallée de la Clarée.

et son relief s'efface à 1 h 30 d'altitude (parcours de la part de l'air) qui est, depuis septembre 1997, président du parc national régional.

Cette clarté n'est pas vraiment le souhait des tétras-lyres, faucons pèlerins, grands-ducs, chamois et chamois... Ni des habitants qui ne veulent pas de ces « voyageurs » la journée. Le gîte avait donné un avis défavorable avant l'arrivée du président. Opportunément, une association, Avenir du patrimoine du Queyras, pour une meilleure gestion de l'économie touristique, et s'attache à préserver ces attraits qui, entre toutes, font la montagne.

Philippe Tisserand



Week-end El Greco à Madrid

Les inconditionnels de Dhimnikos Theotokopoulos, plus connu sous le nom du Greco, ont rendez-vous à Madrid, où le Musée Thyssen-Bornemisza propose, jusqu'au 16 mai, une importante exposition (80 tableaux dont plusieurs jamais exposés) consacrée à cet artiste qui, né en Crète en 1541, sut si bien réveiller l'académisme compassé de la peinture espagnole. Suivre ses pas dans la capitale espagnole n'est pas aussi aisé qu'à Tolède (à une heure de voiture), où il habita. On peut néanmoins retrouver, dans le vieux Madrid, un peu de l'atmosphère colorée et populaire qui y régnait du temps de Philippe II et des Habsbourg, époque à laquelle cette petite cité de Castille se prit à jouer les capitales. Après un détour obligé au Musée du Prado, on s'engagera dans la calle de las Huertas, l'ancienne rue des Jardins. Dans ce quartier, jadis celui des comédiens, on erre dans un entrelacs de ruelles aux boutiques désuètes, aux façades austères et aux bars kitsch. Un univers hanté par Felipe d'Africa, un célèbre prince marocain christianisé, et par la belle actrice María Ibanez, qu'à mort son amant éperdu entreprit d'exhumer. Place Mayor, ex-place des Contrebandiers, vécut

Miguel de Cervantes. Le père du « Don Quixote » mourut non loin de là, dans la rue qui aujourd'hui porte son nom. Une rue où, au n° 11, résida le galant Lope de Vega, emprisonné quelque temps dans le palais voisin de Santa Cruz. Si la taverne historique de « Lepre » n'existe plus, on goûtera volontiers les tapas préparées dans le muscule bar de La Historia (49, calle Moratín) avant de déguster le vermouth maison, servi, depuis 1827, au comptoir de la vénérable Casa Alberto sise au 18, calle de las Huertas. « moins que l'on ne préfère la foule bavarde des cafés de la place Santa Ana. Il ne restera plus ensuite qu'à gagner le couvent des Descalzas Reales, fondé par la fille de Charles Quint, puis à arpenter les arcades hautes de la Plaza Mayor, cœur de la vieille ville, où des pigeons pacifiques ont remplacé tournois et autodafés d'autrefois. Quant aux live-tôt du dimanche, ils ne manqueront pas le plaisir d'aller fumer dans le brio-à-brac, cher mais amusant, du Rastro (le marché aux puces) après avoir sacrifié au rite du café con leche accompagné de churros, ces calorifiques si prisés des Madrileños. Et qui sait, y dénichent-ils, peut-être, une esquisse anonyme du Greco... »

de notre correspondante à Madrid, Marie-Claude Decamps

*Nuit en chambre double dans un ancien palais ducal, PHôtel Santo-Mauro (36, Zurbano, tél. : 91-3180136) : environ 950 F (144 €). Plus abordable (700 F, 106 €), la Reina Victoria (14, place Santa Ana, tél. : 91-5314500). Au cœur de la vieille ville. Au midi, bars et restaurants proposent tapas et menus à prix fixes à l'instar du Café d'Oriente (80 F, 12 €), place du Palais-Royal. Forfait « avion-hôtel » chez Marsans (2 560 F, 390 €, avec 2 nuits au Reina-Victoria) ou Donatello. Dans les agences de voyages.

Voyageurs

EN INDONÉSIE

[VOIS RÉGULIERS]

Paris > Bali à partir de 3 950 F

Paris > Singapour à partir de 3 150 F

[ITINÉRAIRE EN INDIVIDUEL] BALI

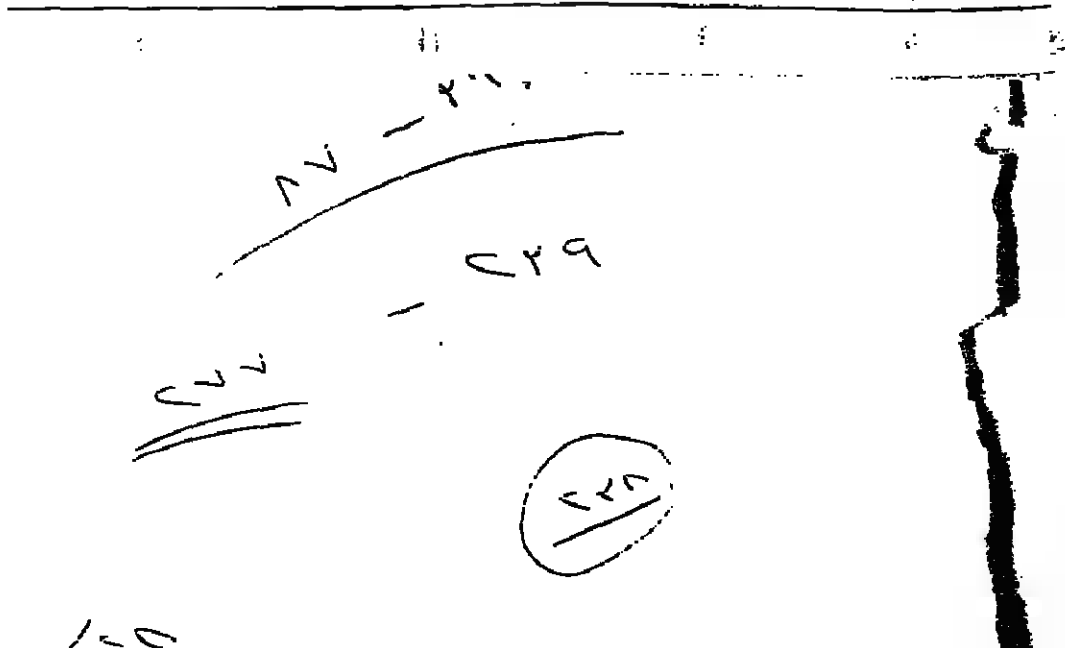
10 jours Paris-Paris à partir de 5 950 F (sans nourriture)

Sejour en demi pension à l'hôtel de luxe Hilton International situé au milieu d'un parc idyllique, au bord d'une plage de sable blanc dans le somptueux resort de Nusa Dua.

[CIRCUIT "CIVILISATIONS"] LES ÎLES OUBLIÉES

15 jours Paris-Paris à partir de 14 900 F (sans nourriture)

Assistance de Paris à Paris d'un accompagnateur français spécialiste Voyages en Indonésie. Un voyage extraordinaire au cœur des portes closes de la sonde.



ÉTATS-UNIS

Au bonheur de skier

Bonnes adresses dans les Rocheuses

DIFFICILE de comprendre pourquoi le skieur français, choyé, traverserait l'Atlantique puis les États-Unis pour, une fois digérés le (8 heures) de l'altitude, dévaler les pistes des Rocheuses. Une seule réponse : cette fameuse poudre, atout des Rockies. Si épaisse qu'on s'y enfonce jusqu'aux genoux, mais si légère que les cracks y godillent avec élégance.

Y goûter, c'est l'adopter. Tel pourrait être le slogan de cette neige américaine. D'abord, le prix qui, tous comptes faits, ne sont pas dissuasifs. Ensuite, la « qualité » de la neige que l'on trouve sur place. Certes, les domaines sont moins étendus que ceux des Alpes, mais, la plupart des stations situées à plus de 2 500 mètres, la neige y est généralement abondante et se prolonge jusqu'en mai. De plus, l'altitude y joue un rôle (hormis quelques points), la capacité de la rapidité des remontées permettent d'enchaîner les descentes à un rythme soutenu, y compris la nuit comme à Park City ou à Keystone.

Sur les pistes, le client roi, et l'effort fait pour le plaisir : l'accueil souriant des perchistes, l'entretien des pistes, l'obsession sécuritaire (les domaines sont souvent segmentés en fonction du niveau des skieurs), les disciplines pratiquées ou la possibilité de découvrir les pistes locales en compagnie d'ambassadeurs bénévoles.

Il est convenu, à choisir la station. Ceux qui l'anglais consulteront *The Unofficial Guide to Skiing in the Rockies* (Macmillan) ou *Ski Country* (golde Access), qui dissèquent le potentiel des Rocheuses. Salt Lake City, aujourd'hui sur la sellette, espère bien, malgré tout, tirer profit de l'organisation des Jeux olympiques de 2002. D'ores et déjà, on peut bénéficier de l'aménagement effectué à l'occasion de la City, dans Valley et The Canyons (station olympique qui entend conforter son emprise sur une clientèle jeune en quête de prix doux).

Porte d'entrée du Summit County (4 000 hectares dont 900 de neige artificielle, plus de 600 pistes), Denver, capitale du Colorado (vols quotidiens de Salt Lake City ou Chicago par United Airlines, tél. : 0801-72-72-72), est reliée par navettes à Keystone, Breckenridge (une ancienne ville minière), Copper Mountain (à l'aube d'une ambitieuse rénovation) et aux stations qui accueillent les champions du monde de ski alpin : Vail ou une voisine encore plus chic, Beaver Creek.

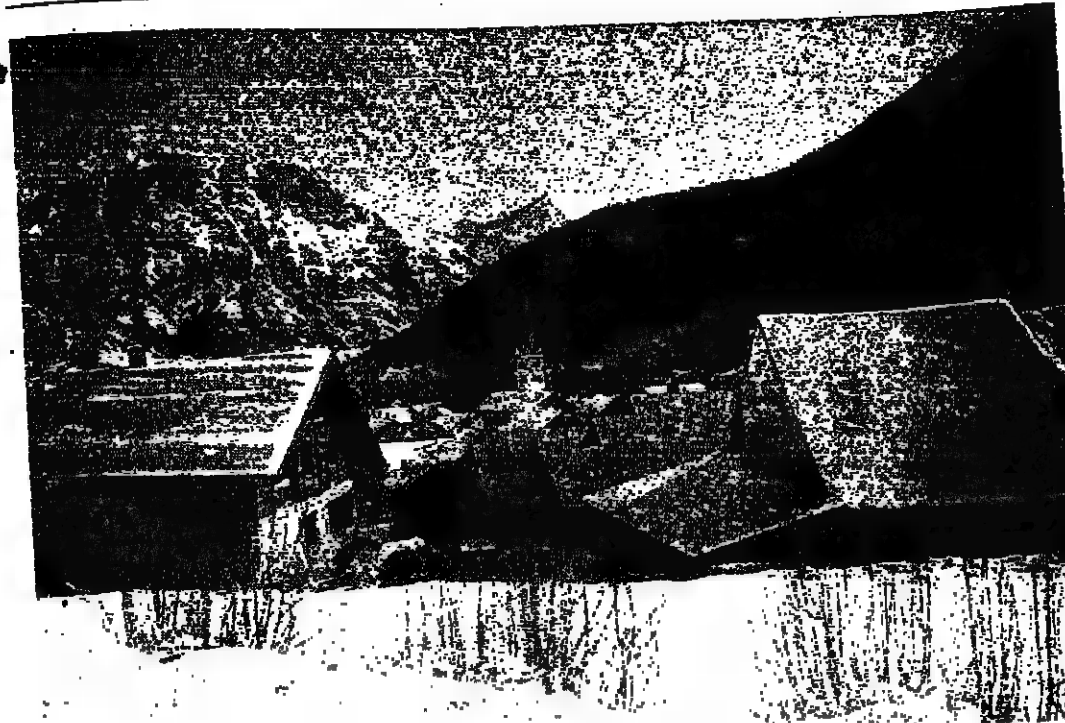
stations reliées par un bus baptisé « la diligence sommets ». Au bonheur de skier une atmosphère cool et conviviale s'ajoute un après-ski ludique et hétéroclite qui conjugue clubs sportifs bien équipés et salons de Copper Mountain, l'Inn at the Copper Mountain, à Keystone, des bars pittoresques (Breckenridge), le Café taurin chaleureux du Café Alpine, à Breckenridge, le Saddlebridge, à Beaver Creek, ou l'Alpenglow Stube, un somptueux chalet perché à 3 554 m, au-dessus de Keystone.

Si épaisse qu'on s'y enfonce jusqu'aux genoux, mais si légère que les cracks y godillent avec élégance

Parmi les voyageurs qui programment les Rocheuses américaines, citons Jetset (tél. : 01-53-67-13-01) (agences), divers forfaits d'une semaine (avion compris) : large choix d'hébergement (Breckenridge 1 000 F, 1 220 F par personne en chambre double, en février-mars, à Keystone Lodge & Spa, à Keystone au 5 665 F (864 F), du 11 février au 3 avril, en studio pour 2 personnes), à Vail 1 272 F (1 272 F en chambre double, du 22 mars au 4 avril) à Copper Mountain (à partir de 410 F (825 F), en chambre double). À ajouter : le pass (de 1 000 F à 1 600 F (152 F) pour 6 jours), le matériel (environ 120 F (18 F) par jour) et les repas.

A signaler, en avril, le prix encore plus attractif. Quant au Club (tél. : 0-801-802-803), il propose jusqu'au 11 avril 11 semaines tout compris (autour de 7 000 F (1 067 F), à Copper Mountain, son côté, Scanditours (tél. : 01-42-85-64-10) et agences) programme de 10 semaines à Aspen (autour de 7 000 F (1 076 F) par personne, à Paris) tandis que la Compagnie des États-Unis (tél. : 01-55-35-33-55) propose 11 semaines à Park City pour 9 000 F (1 372 F) par personne, à Paris, avec le forfait ski.

Patrick Francès
Florence Hernandez



Le village de Ville-Haute, à Névache (ci-contre, à gauche).

Le village de la Clarée (en bas, à gauche) : pour elle, trois commissaires aux comptes ont tout plaqué et ont ouvert un hôtel.

« Hanska », la chienne de la Clarée conduit l'attelage qui comporte habituellement trois à cinq malamutes ; fond, le malamute (à droite).



Photos Jean-Pierre Bonfort

ÉVASION

Paris/Athènes*
548F
AIRHELIADES

Le spécialiste de la Location de demeures de Charme
CENDRET
proposant depuis 26 ans la plus belle collection de villas, fermes et appartements en châteaux aux amateurs de culture et calme, de confort et qualité.
Prix à partir de 3.500 F/semaine
Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Vénétie...) 336 pages, 30 F.
N° Vert 0800 20 20 20 - 02 69 00 00 00

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOUIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
34550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
☎ 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.96
www.cle-des-champs.com

ISLANDE ILES FÉROÉ
Rendez-vous avec la nature
Partez avec nos guides
HORI ONA
C'est l'agence de voyages
Gallia
10 rue de la République 92000 Nanterre
Tél : 01 53 43 30 65 Fax : 01 47 42 84 07
Internet : http://www.gallia.com

Directours
DISPOS VACANCES DE FÉVRIER AU SOLEIL
U.S.A. La libre d'essence moins cher que l'essence américaine ! PROFITEZ-EN pour découvrir les espaces de l'Ouest :
AUTOTOUR 9/7h : 1 vol par compagnie régulière. Départs quotidiens de Paris et de province + voiture Avis + 7h en motels ou hôtels. Tous suppl. possibles. Prix base 4 pers. en 1 chambre quadruple (à 2 grands lits) :
CALIFORNIE 2 990 F
Base 2 pers. (en 1 chambre double) : 3 750 F.
Prix valables jusqu'au 27/03/99.
Réduction enfant -12 ans (sur le vol uniquement) : -300 F. Taxes aéroport : +440 F.
L'OUEST EN SCOPE 3 615 F
(LAS VEGAS + GRAND CANYON + MOUNTAIN VALLEY + BREYCE + ZION).
Base 2 pers. (en 1 chambre double) : 4 440 F.
Prix valables jusqu'au 31/03/99.
Réduction enfant -12 ans (sur le vol uniquement) : -650 F. Taxes aéroport : +440 F.
☎ 01.45.62.62.62
ou de province au 06.01.63.75.43
Internet : www.directours.fr
dans le livre des disponibilités.
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e
Chambre 2 pers. - Garantie APS

SOMMAND PRAZ-DE-LYS
1 500 M. Pied des Pines - Fond. Alpin
HOTEL DU LAC
PISCINE - SAUNA - SPA
Pensions complètes 240 F (120 F)
PROCHO 5 jours minimum tout compris.
(Matériel + Forfait ski + Pension)
BASSE SAISON et PAQUES de 1900 F à 2200 F
Semaine et Week-End groupe
☎ 04.50.34.20.88

SKI DE FOND
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIIIe. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits maison et régionaux, chambre avec salle de bains + WC. Tarif selon période :
semaine/pers. 2 800 F à 3 400 F
tout compris (pension complète + vin au repas, matériel de ski...)
☎ 03.81.38.12.51 - LE CRÉT
L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE

Vos vacances sont sur Minitel Offres de dernière minute !!!
Special départs immédiats exceptionnels à saisir - de 1000 offres !
Vols, hôtels, location de voitures...
de 2000...
infos...
3617 AIREVASION
3617 AIRVOL
3617 INFONEIGE

La bosse du voyage...
Des dunes de l'erg Ourane en Mauritanie aux basses de l'Alakous libyen, des oasis des déserts égyptiens aux falaises du pays dogon, cet hiver, prenez un peu d'été en marche... ZIG ZAGUEZ.
☎ 01.42.85.13.93
Minitel : 3615 ZIG ZAG VOYAGES
http://www.zig-zag.com

PROFESSIONNELS DU TOURISME
POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE
APPELEZ LE
☎ 01.42.85.13.93

Terres d'Adventure
vous attend. 320 pages de voyages à pied en France dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'Adventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris.
Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com.

NOM, PRÉNOM
ADRESSE
terres d'Adventure
LE VOYAGE À PIED

Le monde réduit à une équation

Pi. Ce premier film brillant lie, dans un climat fin de siècle, mysticisme et matérialisme

Film américain de Darren Aronofsky. Avec Sean Gullette, Mark Margolis, Ben Shenkman, Pamela Hart. (1 h 25.)

Il y a eu Archimède, Euclide, Pythagore, Leonard, Vinci, Fibonacci. Notre XX^e siècle finissant aura accouché de ████ Cohen. A six ans, ce dernier regardait, malgré les recommandations ████ mères ████ soleil ████ trop près ████ trouvait frappé de cécité. Un inconvénient mineur pour ████ individu qui avait entrevu une fraction de seconde un spectacle d'une beauté incroyable. Arrivé à l'âge adulte, débarrassé ████ sa cécité, ████ d'une tête exceptionnellement bien faite qui en fait l'un des mathématiciens les plus doués de sa génération, ████ Cohen (Sean Gullelte) ████ embrassé ████ brûler ████ aller. Son objectif? La vérité. Le moyen d'y parvenir? ████ l'univers à une suite d'équations mathématiques, puisque ████ les phénomènes qui ████ touchent ████ près ████ de la crue et la décreue du Nil, les cours de la Bourse, les cycles d'épidémies - peuvent être anticipés ████ expliqués, à condition ████ la bonne suite logique. Cette vérité à un prix: ████ injections régulières d'adrénaline, des prises régulières de débataoquants, calmants, ████ boissants, amphetamines, ████ antidépresseurs...

RECHERCHE ET ESBOUFE

Pour maîtriser le trouble, Max a délimité plusieurs zones dans son cerveau, compartimenté les zones du savoir, afin de pouvoir en extraire un jour, avec sagacité, la suite que contient la vérité. Les **■■■■■** de Max attirent naturellement les convoitises. Une agence courtiers **■■■■■** Wall Street s'attache volontiers **■■■■■** services **■■■■■** ce génie capable **■■■■■** transformer le **■■■■■** de la Bourse en science exacte, nouveau **■■■■■** qui atteignent **■■■■■** le suprême du capitalisme, rendant la fortune possible à coup sûr. **■■■■■** découvertes suscitent aussi l'intérêt d'une **■■■■■** de juifs hassidiques. L'ordre suppose **■■■■■** la nature correspond également à un code **■■■■■** de la Torah. Il pourrait permettre **■■■■■** découvrir le sens **■■■■■** de Dieu, ce précepte l'arrivée du Messie. Avec beaucoup de bonne volonté, **■■■■■** le pouvoir de contribuer à l'avènement d'une nouvelle ère spirituelle.

Pi ■ un film kafkaïen. Comme cette nuée de cafards dans la chambre de Max, qui a renoncé depuis longtemps ■ les écraser. Le désordre monumental ■ l'intérieur de son appartement où s'entassent livres, puces électroniques ■ cartes informatiques usagées

achève de faire passer son appartement pour une version déglinguée de la demeure d'Anthony Perkins dans *Le Procès*, d'Orson Welles. Mais c'est l'intérieur du crâne de Max qui nous le plus l'univers de l'écrivain tchèque. La vérité niche, ce chiffre magique qui serait la clé de fabrication des univers. Mais comment cela n'arrive pas à surgir en pleine clotté.

Pl est aussi un film moderne, c'est-à-dire contemporain. Il traite d'un monde de musique techno, utilise beaucoup de parcimonie, de noir et blanc granuleux très contrasté, ou de l'irréalisme très élaboré du son, qui fait évoluer le film dans un mélange permanent de ruses et de murmures et fait cohabiter prières et bruitsages de films pornographiques. Plutôt par manière intelligente de pointer une angosse fin de siècle, Pl, dans son admirable maîtrise, mêle les deux angosses : notre époque : le triomphe du capitalisme et l'intuition que notre système social

ENVOÛTÉ par le nombre d'or. Max Cohen, le **PI**, également fasciné par le goût de l'argent, mais par amour de la science : **mouvements boursiers construits à l'aide de la recherche** le jeune mathématicien génial, il paraît d'un **postulat simple** la vie obéissant à des lois mathématiques et la Bourse étant elle-même une structure vivante, la Bourse est régie par les principes mathématiques dont la méthode pour faire progresser la pensée scientifique. Il a la conviction que **évolutions apparentement rationnelles des cours** telle **entreprise** en fait parfaitement logiques. C'est l'étroitesse du cerveau humain qui empêche de deviner **l'action IBM** baisser ou monter.

La théorie n'est pas si folle qu'il y paraît. Ne serait-ce que [] que les mathématiciens ont aujourd'hui entièrement colonisé les marchés financiers. En France, nombreux [] polytechniciens, centraliens [] normalliens à mettre leurs compétences au service de la fi- [] plutôt que de la science. Ils aident à spéculer ou spéculent eux-mêmes, [] banques, sur l'évolution [] ou du dollar.

En deux décennies, on est passé d'un marché de boursicoteurs plus ou moins éclairés à des marchés financiers mathématisés, peuplés d'ingénieurs pour qui les modélisations, les optimisations, la loi de Gauss, les intégrales stochastiques



Max Cohen (Sean Gullette), *kafkaïen* = Pi », Darren Aronofsky.

pourrait être **triviale** par un ordre mystique. **Une** alliance **de** spirituel **et** du matériel, destinées **à** fusionner par **ce** ne **est** quelle formule incantatoire, renvoie **à** des délires **de** **ce** mode. **Malgré** ceux-ci n'avaient jamais été **des** bien scénarisés. **Sur** **ce** point dramatisés.

Aronofsky marie probabilité ■
numérologie, scientifiques ■
scientistes, ■ spirituels ■ char-
latans ■ l'apocalypse, recherche
scientifique ■ esbroufe. Pas éton-
nant que son film se fasse l'incar-
nation d'un cauchemar et que ce
jeune réalisateur en scène surdové

réussisse à donner une forme concrète, achevée, aux fantasmes les plus délirants. Ce documentaire scientifique est réalisé comme un film gore. Et les images les plus marquant de *M*, les plus mystérieuses aussi – un stylo pointé trisant un cerveau; une fiche informatique gluante d'excréments de cafards; la superposition délirante de nombres et de lettres hébraïques sur un écran informatique –, vont largement au-delà du dégoût et de l'horreur de trouver une porte qui déboucherait sur un autre monde.

Les premiers films qui réussissent à imposer un ton aussi original. Darren Aronofsky a bricolé son film avec des bouts de ficelle - son budget était de 500 000 dollars (3 millions de francs) -, mais le film Cohen est également informatique. Une telle réussite a quand même un précédent. Le dernier réalisateur à avoir su transformer le dénuement de sa production en film univers s'appelait David Lynch, et son film *Eraserhead*.

Samuel Blumenfeld

Des martingales moins irréalistes qu'on ne le croit

et les processus aléatoires n'ont guère lieu. Signe des temps, les mathématiciens de la finance raffient depuis quelques années le prix Nobel d'économie (Markowitz, Miller et Sharpe en 1990, Merton, Scholes et Black en 1997), faute de pouvoir décrocher le prix Nobel de finance et les mathématiques qui n'existent pas.

LA NOTION DE HASARD
« La finance est devenue un sacerdoce de la pointe ; elle est l'information et le génie génétique, la chimie et la dynamique y sont une condition des profits » ■ Nicolas Bouleau, mathématicien, professeur à l'École des ponts, auteur de *Martingales et marchés financiers*. L'invasion par les mathématiques des marchés financiers a été d'autant plus aisée que ces derniers sont par excellence un univers illégitime ■ de statistiques. Surtout, l'évaluation du prix d'un actif financier fait, par principe, intervenir les concepts d'incertitude, de situation aléatoire, de probabilités, ou, plus

simplement encore, la **raison** de hasard qui, comme le note **M. Bouleau**, « ne s'analyse pas facilement **en** mathématiques ».

Depuis vingt ans, la finance a récupéré de nombreux **mathématiciens** qui avaient été élaborés à l'origine pour l'étude **phénomènes** complètement différents : agitation thermique, analyse spectrale des signaux, filtrage **bruits**. Pour ne prendre qu'un exemple, les **ingénieurs** de la **appliqués** à l'évolution **cours** des **devises**, **taux** et des actions les **travaux** effectués sur le **prométién** d'une particule de pollen dans un fluide visqueux, en évidence par le botaniste Brown, modélisé en 1906 par **Smolouchowski** **soumis** à l'expérimentation, quelques **plus** tard, par **physiciens** de l'atome Jean Perrin et **l'in** **louis**.

Reste à savoir si, en retour - c'est la thèse du film -, la recherche financière ne pourrait pas conduire à des avancées mathématiques.

scientifiques. La théorie des fractales, élaborée par Benoît Mandelbrot à l'origine d'une nouvelle géométrie de la nature qui a notamment permis d'expliquer de nombreux phénomènes en recherche météorologique, est née des constatations que ce mathématicien avait effectuées, au cours des années 60, à la finance. Il s'était alors intéressé au caractère nécessairement discontinu des cours de Bourse, dont les changements sont concentrés dans le temps. Il a vu, mais en évidence, le caractère cyclique et non périodique de la finance économique, et étudie les diverses conséquences de ces observations au niveau des risques. Si la finance apparaît très éloignée par rapport à la physique, c'est que la matière financière est beaucoup plus complexe, et que les lois qui régissent son comportement sont différentes. L'observation des bouquets à Wall Street peut-elle aider à comprendre l'origine de l'univers ? C'est précisément ce qui tourmentait le héros de *PI*.

Pierre-Antoine Delhommais

NOUVEAUX FILMS

FRAGMENTS SUR LA MISÈRE

■ Le problème crucial de la misère, du chômage ■ des sans-logis ■ déjà fait l'objet de plusieurs documentaires, généralement diffusés à la télévision. Leur principal vertu consiste à la fois li témoigner ■ ■ s'efforcer de redonner une parole à ceux qui, exclus du cadre social, ■ sont privés. Est-ce suffisant ? Christophe Otzenberger, l'auteur de La Conquête de Clichy, a estimé que ça ■ n'était pas, ■ ■ voulu dans ce film appartenir à ce ver-
■ du tableau, celui de ■ ■ différence, sociale, individuelle, politique. La méthode employée à cet effet est simple : Elle consiste ■ ■ Interroger, au début, les ■ ■ qui débarquent du train pour ■ rendre ■ leur travail, ou quelques responsables politiques ■ deux portes, et ■ exiger d'eux, chacun à son niveau, une justification immédiate de leur absence de sollicitude. Court-circuitant, par l'effet de surprise, toute possibilité de réflexion, Otzenberger sait d'avance ce qu'il ■ et obtient ■ ■ ignorer que sa méthode y ■ pour beaucoup. En ne cherchant ■ ■ à corriger ce qu'elle peut avoir de simpliste, ■ d'injuste, il en nous permet une ■ ■ réalité vécue ■ ■ via ■ ■ caméra ■ ■ résolu ■ ■ fard, ne tient-il pas un miroir plus fidèle ■ ■ propre indignation qu'à l'objet ■ lequel elle s'exerce ?

J. MA.

LE CHAT BOTTÉ
■ On a découvert Garri Bardine ■
France voilà exactement trois ans
lors de la sortie d'un extraordinaire
programme d'animations
dont la pièce maîtresse était *Le
Loup gris* ■ *Le Petit Chaperon rouge*

(1990). ■■ l'on peut entretenir quelques doutes ■■ les deux films qui accompagnent la révélique fabuleuse que constitue Le Chat ■■■■ (1995), ce dernier témoigne à lui seul de l'immense et iconoclaste talent de ce maître de l'animation russe, qui a fondé ■■■■ studio, Steyer, ■■ 1991. Le ■■■■ Charles Perrault y ■■ tout d'abord transposé au XIX^e siècle dans un paysage forestier merveilleux où ■■■■ celui du ■■■■ Russos, avant que le héros karabassov ne se ■■■■ contre ■■ Chat botté paracoudre ■■■■ manière d'aide humanitaire par les Yankees. Accroché à son nouveau compagnon, Karabassov s'envole à destination du rêve américain, mais un accident de ■■■■ les fait ■■■■ dans une contrée ■■■■ où le ■■■■ de passe semble « merde » : c'est la France ■■■■ XVIII^e siècle (qu'elle...). La suite est ■■■■ l'aventure, modelée dans une pâte qui fait merveille par son ■■■■ rit, ■■■■ souci du ■■■■ et sa ■■■■ prise fantaisie.

J.M.
Film d'animation ■■■■ de Garri Bordin. (0 h 28.). En complément de programme : Conte pour la route ■■■■ Hop-là badigeonneur.

MA MEILLEURE ENNEMIE
 ■ Voici un exemplaire de l'enfant-
 ■ **star** **du** **cinéma** **qui** **une** **certaine** **société**
 ■ **américaine** **peut** **le** **concevoir** **et**
 ■ **Hollywood** **le** **représenter**. Il y a
 ■ **ici**, **un** **frère** **(mignon** **et** **sûr)**
 ■ **et** **un** **autre** **(vieille** **avant** **l'âge)**
 ■ **aussi** **insupportables**, **il** **force**
 ■ **mauvaiseries**, **comme** **personnages**
 ■ **que** **certains** **acteurs**. Autour d'eux,
 ■ **quelques** **adultes** **passent** **leur**
 ■ **temps** **à** **se** **déchirer**, **essentielle-**
 ■ **ment** **parce** **que** **leur** **mère** **(Su-**
 ■ **zanne** **Sarandon)** **est** **là** **pour**
 ■ **les** **monter** **contre** **la** **nouvelle**
 ■ **compagne** **de** **leur** **père** **(Julia** **Ro-**

berts), une photographie de mode qui s'attache au stoïcisme et à la preuve de son amour et de sa compétence. On a donc largement filé le tour de la question dans la première demi-heure du film, en se demandant l'inquiétude quelle tout scénaristique se bien pouvoir relancer les enjeux. Ce n'est pas Lequel s'abat logiquement sur la mère naturelle, donc l'attitude manque de sportivité, ce qui permet au spectateur de se repaître de son agonie, ici encore admirablement stoïque, programmée à petit feu jusqu'à la fin des opérations. Le flambeau de la maternité aura entre-temps, dans la réconciliation générale, changé de main, l'avenir des enfants n'est désormais nîré, et celui du film par la même occasion.

J. M.

Film américain ■ Chris Columbus. Avec Julia Roberts, Suzanne Sarandon, ■ Harris. (2 ■ 17.)

**À TOUT JAMAIS :
UNE HISTOIRE
DE CENDRILLON**

■ XIX^e siècle. Une vieille femme reçoit les Frères Grimm afin de leur conter la véritable histoire de Cendrillon. Un flash-back nous ramène dans la France du XVI^e siècle à la cour de François I^{er}, étrangement prénommé Francis. Une jeune roturière tombe sous le charme du Prince mais se heurte à une agissante et jalouse marquise, décidée à le faire épouser une de ses filles. Le film des frères Dardenne est un tour de force, n'est-ce pas ?

■ Les scénaristes ont été génés pour injecter diverses situations incongrues. L'héroïne se met à militer pour les droits des femmes en dénonçant les abus de son père. Léonard de Vinci se promène avec la trolle de la Joconde sous le bras. Anjelica Huston, qui incarne la méchante marquise,

DÉPÊCHES

■ Les **triumphes** d'**As-térix** ■ sont confirmés durant les cinq premiers jours d'exploitation, avec un historique 2,21 millions d'entrées au dimanche soir. Et de là, la France laisse présager un avenir serein pour la superproduction gauloise, qui ■ encore ■ pour atteindre le total de ■ écrans. Après avoir exagérément souligné les débâcles commerciales des films français au second ■ il faudrait se garder de l'excès inverse. ■ Il y a tout ■ même quelque heureux présage : succès public simultané, quoique à une autre échelle, de *La Beauté* (Institut), à 144 000 entrées en cinq jours également. Tandis que *Le Ciel, les oiseaux et...* (tournée) ■ entrées en dix-neuf jours, *La Nouvelle Eve* (177 000 entrées en ■ jours), *Au cœur du mensonge* (516 ■ vingts jours), *Kirikou* ■ la sorcière, qui reprend du poil de la bête en neuvième semaine et atteint les 390 000, ou l'incredible *Diner de cons*, plus ■ millions (en quarante-trois semaines), figurent également ■ parmi ■ quinze

« Leonardo DiCaprio a joué le tournage controversé au Thailand de son tournage film, *La Plage*, en récusant les accusations des autochtones écologistes auxquelles le Phi Phi, un paradis des mers tropicales, a été défigurée pour les besoins de la production. « Je n'aurais jamais participé intentionnellement à un projet dont je puisse croire qu'il détruirait l'environnement ou l'image de la Thaïlande », a affirmé le star. Des groupes écologistes et civiques locaux ont présenté au gouvernement américain un pétition contre la Fox, qu'ils accusent d'avoir acheté illégalement la permission de tourner dans un parc national.

■ La **compagnie de promotion** du **musée de l'histoire** du nouveau **Russie** de **Mikhailov**, s'annonce précédée en Russie. La « première » prévue le 20 février au Grand Palais du Kremlin (6 000 places), qui sera décorée de deux géantes qui foulent en **Hermès**, 11 mètres carrés chacun, représentant des scènes de la **Révolution**. Le **compte bancaire** de **Gasprom** (le géant russe du gaz) pour financer le **musée du film** de **Yelena Gerasimov**, qui a reçu 10 millions de dollars (10 millions de francs) de l'Etat.

■ Le **musée** du 21^e Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand a récompensé l'iranienne Kiana Sheridan, l'iranien Bahman Ghobadi, le burkinabé Santa Regina Nacro. Le Prix public a été décerné à Salces.

n'hésite pas à faire des **sex** explicites à un nain libidineux pour arriver à ses fins. Curieux.

Jean-François Rauger
Film américain d'Andy Tennant.
Avec Drew Barrymore, Anjelica Huston, Dougray Scott.

LE PÈRE ■ Second long métrage du réalisateur iranien Majid Majidi (après *Baduk*, en 1992), *Le Père* lui en scène la confrontation d'un adolescent, Mehrola, et son beau-père, un gendarme qui a épousé sa mère. Une que le travailleur à la ville. On par le souvenir d'un père, mort dans un accident de moto,ivre de jalousie à l'égard de son homme qui lui ravi sa mère, l'adolescent se d'embles son autorité. On de la défier jusqu'à ce qu'une longue poursuite à moto entraîne personnes à liquider leur différend dans la d'un aride et désertique, il y a un film des dignes du meilleur cinéma iranien, les naturels (l'eau, le désert, la couleur) s'imbriquent poétiquement aux sentiments et de la dramaturgie, n'a un humour toujours s'ablie à la gravité du propos. J. M. ■
Le iranien de Majid Majidi, *Azar* Mohammad Kassebi, Parivash Nazari, Hassan Sadeghi, Hossein Abedini. (1 h 36.)

VIEUX
La critique est parue dans ■■ édition ■■ 9 février
FIN AOÛT, DÉBUT SEPTEMBRE
Lire ■■ 25
■
Lire ci-dessus
LE FILS ADOPTIF
TEATRO DI GUERRA
Lire page 27
HAPPINESS
1 001 PATTES
Lire page ■■

Mario Martone
sur tous les fronts



**Théâtre
des Célestins
de Lyon**

**Fêtes
Véniennes**

Mardi 16 février
Place des Célestins, Rue Emile Zola

Renseignements : 04 72 77 4000

[illegible]

Nommé au Théâtre de Rome en novembre, ce Napolitain incarne le renouveau de la scène et du cinéma italiens

A MOINS de quarante ans, Mario Martone se trouve porter à la fois les espoirs de renouveau du cinéma italien et de son théâtre, depuis sa nomination surprise en novembre 1998

**Il veut ■ transmettre,
comme un sorcier »,
l'énergie créatrice
des autres**

au Théâtre de Rome, seconde scène de la Péninsule, où il succède à Luca Ronconi, qui a dirigé le Piccolo ■■■■ Milan, le réalisateur de *Teatro di guerra* (Théâtre de guerre) est devenu, malgré lui, le symbole des changements attendus sur la scène artistique italienne, le premier d'une ■■■■ génération qui ■■■■ veut, comme ailleurs, plus morale, plus attentive aux rapports humains, plus ouverte à la diversité des approches et soucieuse d'économie. Cet appel au changement en Italie vient d'être confirmé par la nomination du maître en scène Barberio Corsetti, à la direction de la section théâtre de la Biennale de Venise.

Mario Martone est né et « toujours vécu dans le quartier coqui de Chiaia » Naples. Ascendance populaire et napolitaine par son père, plus bourgeoise par sa mère, génoise. « Ainsi, j'ai toujours eu deux mères, en conflit depuis mon enfance. Je me souviens combien ma grand-mère maternelle détestait la Naples populaire. Cela créait une tension dans ma famille, je suis fût-ce cette tension entre mon attachement profond dans ce ville, et mon sentiment d'être étranger à ma patrie ».

Il a dix-sept ans lorsqu'il fonde sa première compagnie, Flux Mouvement, avec quelques camarades de lycée. Vingt ans plus tard, c'est toujours la même squadra qui signe ses films, avec Angelo (producteur), Pasquale Maià (directeur de la photo), et Andrea Renzi, interprète et double de Mario Martone. Flux Mouvement, c'est « l'étranger à la patrie » qui l'emporte. L'équipe occupe et ne quitte plus une petite salle du quartier misérable des pagnòli (Teatro nuovo), où sera

PIRELLA GÖTTSCHEW Les Sept contre Thèbes, pièce filmée dans Teatro di Tübingen. A l'époque, ses mises en scène puisent leurs images dans le cinéma allemand et new-yorkais des années 70, entre Wenders et Scorsese, sous le regard attentif de Godard. Les références sont celles de l'avant-garde internationale. Dans les contaminations entre peinture, danse, musique et cinéma, le visuel l'emporte, et chaque spectacle, jusqu'au dernier - *Ritorno ad Alphenville (Retour à Alphenville)* - est une réflexion sur l'image et ses rapports avec la scène.

« Nous commençons par la négation complète de la tradition napolitaine. Nous voulons échapper au poids écrasant de ces conventions, fossilisées. Nous enfuir. Et nous pouvons enfuir qu'à Naples. Parce que nous n'avons rien de nous et que nous les années féroces de l'après-tremblement de terre [1980], celles des étroites et Camorra et politiques. »

Après **10** ans d'expérimentation, Mario Martone et son équipe changent de **10** font retour aux **10** une nouvelle enseigne, **10** de **10** : Teatr uniti (« **10** unis »). **10** Nous découvrons notre ville avec un nouveau regard. Une cité déchirée, en pleine désagrégation, **10** les **10** postales, mais une **10** européenne, avec des problèmes d'identité, comme ses semblables. Nous **10** prêts à réintégrer la tradition. **10** le monte Ra-

sol, maître de l'un des figures importantes du renouveau théâtral napolitain, Enzo MASCIONI (Le Monde du 1^{er} août 1992), retourne vers l'acteur, son jeu.

En même temps, ce retour au théâtre « en soi » = fait sauter le bouchon du cinéma. Les tournages commencent : *Mort d'un napolitain* (1991), *L'Amour meurtri* (1995). Il s'agit de ces films comme « des fictions emplies de la réalité des choses, du cinéma-vérité ». Il tourne aussi des documentaires sur les Napolitains Lucio Amelio (important politicien) et Mimmo Polito, deux personnages marquants de la

Mark Martone.

transavanguardia. Trenti unités est devenu l'instrument de l'indépendance à laquelle il ne renoncera pas. La compagnie produit des films dont aucun producteur ne voudrait : « Qui aurait accepté de nous laisser passer deux ans sur Teatro di guerra ? De monter la pièce en grande salle et d'en filmer les répétitions ; d'écrire le scénario ; la suite ; puis de reprendre la pièce pour raconter. La vérité était : ce prix. Un principe juste pour qui veut respecter et le théâtre et le cinéma. »

Ce qui modifie Maïa Sartore aujourd'hui, c'est la « scénarisation ». Selon lui, l'œuvre doit échapper au « scénario » de scène. Celui-ci doit « transmettre, dans un sorcier », l'énergie créative des autres pour en faire bénéficier la communauté. Sa poétique doit être ouverte. « Au cinéma, la transmission est organique, que le metteur en scène le veuille ou non. Mais le théâtre a été victime de la verbalisation et du pouvoir. Les exemples abondent, en Italie, d'acteurs qui ne font plus que des instruments dans les mains du metteur en

scène. Je pense que les acteurs doivent être maîtres de leur propre être en scène. Bien sûr, cela complique la vie du metteur en scène. Mais son rôle est la chose la plus urgente à repenser pour notre génération.

■ nomination au Théâtre de France. ■ une surprise pour lui-même. Surtout après les attaques auxquelles il se livre contre le théâtre public dans *Teatro di guerra*. Il a dû, pour la première fois, se séparer de son équipe, apprendre ■ métier. ■ première saison ne

commémorera qu'en septembre, probablement avec la trilogie *Le diable à quatre* de Carlo Cecchi, montée l'automne dernier dans une salle en ruine de Palermo. Il espère que le théâtre lui laissera le temps de diriger la suite d'*Una storia sabaotina* (Une histoire sabaotina, 1996) au moment du retour dans l'île, l'été prochain, espagnole. En attendant, il a écrit l'acte I de *Il fidele* et mettra en scène *Così fan tutte*. « *Il fidele* est *Così* fan tutte, c'est Mozart, parce que c'est à *Così* l'acte I. *Così*, le 20 septembre, signera son au-revoir à Naples.

Jean-Louis Jordan

Le Fils adoptif. Une chronique de l'enfance, à mille milles de toute terre cinématographique connue, engendre un premier film magnifique

Film kirghize d'Aktan Abdykalykov, Mirlan Abdykalykov, Albina Imasheva, Adyr Abylkasimov. (1 h 21.)

La première séquence dessine d'emblée les enjeux du premier film d'Aktan Abdykalykov, avec ses cinq vieilles femmes et leur tapis à cinq propitiatoires ou sorcières shakspeariennes; aussitôt, le risque du folklore et de la magie de cette mythologique sont pulvérisés. Par l'évidente, *Abdykalykov* casse de chaque plan, cette élégance lumineuse si simple qui vient du réalisme soviétique nettoyé de toute enflure idéologique. Par la simplicité, le minimal des images croquées avec un humour qui peut basculer à tout instant dans l'étrange ou le royaume.

Dans un village d'Asie centrale, des petits faits se succèdent, autour de la vie de jeunes garçons, de leurs jeux où l'enfance et le désir croissent - les premières sensations amoureuses, les premiers amours de petits mâles. Aabykaykov échappe avec dynamisme à ses maîtresses, jusqu'à jaillir un cri qui cloue le jeune héros : « Besh-kempir ! » C'est le titre original du film, ce qui veut dire, en russe, « le démon ».

dim, et cela veut dire « garçon adopté », d'après la des parents stés de l'usage. L'opprobre qu's'abat sur la tête de l'enfant lui basculer le film dans la tragédie. Tout l'art de ce premier long métrage sera de respecter le souf de celle-ci en accordant le travail aux de la chronique.

LA PRATIQUE DU PATCHWORK
Aktan Abdykalykov ne se contente pas d'utiliser de la splendeur qu'offrent les images, il se livre à un travail, souvent plus complexe qu'il ne paraît, de montage et de recomposition. Le patchwork est plus qu'une figure de style, c'est une véritable cinématographie d'une pratique traditionnelle chez les gens qu'il filme - à chaque naissance, chaque mariage du village apporte un morceau

« Vieilles » ; ces hommes, cousus ensemble, forment une couverture qui sera démantelée et partagée à la mort. Cette construction permet de tendre les perpétuelles « groupements » d'individus jusqu'à un plan fulgurant de cruauté : les femmes roulent dans les tapis de la violence de leurs relations.

composition ■■ noir ■■ blanc. Déjouant les simplismes et les affrétés ■■ ce procédé, elle impose les plus ■■ suggestions - la surface de l'eau, métaphore de l'écran de cinéma, sur laquelle flotte ■■ talisman perdu du ■■ la métamorphose de la couleur, signe ■■ perdu ■■ gardera bien de dire de quelle innocence il fut le royaume. La ■■ film s'explique en grande partie par le ■■ tère autobiographique (Abdykalykov ■■ lui-même ■■ beshmeprik, par la personnalisation de la réalisation (il a confié le rôle à son propre fils) et par le trajet singulier de cet homme de quarante-deux ans.

Villageois qui ne voyaient du cinéma que les péplums indiens et les réalisations soviétiques offertes par le cinéma jeune des dispositions pour le dessin qui le mènent à l'école des beaux-arts de la capitale du Kirghizstan), il découvre l'impressionnisme. Il travaille d'ars décorateur sur le cinéma, avant qu'on lui propose de tourner un documentaire. Ce sera son premier magnifiquement blanc, Un chien courrait (1990), court métrage passé inaperçu dans les derniers soubresauts de l'Union soviétique. Il devient cinéaste. Il découvre le cinéma « miracle kirghize » en ces temps où les chefs-d'œuvre de Tarkovski, quelques films de Fellini, d'Antonioni, de Kurosawa et de la nouvelle vague française, mais sera par trois fois refusé par l'école de cinéma moscovite. Il se fait avoir : ses relations, je dirais, avec une personne, ce n'est pas tant - on sent qu'il n'a pas toujours pris le bon chemin - mais de la

Abdykalykov a été frayed
seul vote. Mais aujourd'hui
encore il est seul, ~~triste~~. Depuis
l'indépendance de son pays, aucun
long métrage n'avait été tourné.
que... Le ~~film~~ adoptif. Il a
fallu que l'un des rares
cinématographes
l'ex-bloc, l'est, Joel Chapiro, en
transmette le projet au ~~film~~ Eco
(organisme français ~~des~~ aux films
d'Europe de l'Est, aujourd'hui mal-
heureusement dissous), et qu'il sus-
cite l'intérêt d'une société française,
Production. Ainsi Abdykalykov
aura-t-il la reconnaissance
de Locarno, d'Angers
et Sundance, une très digne
célèbre sortie en Europe
aux Etats-Unis.

L-M-F

Teatro di guerra. Jouer Eschyle dans une ville assiégée pour combattre les tragédies contemporaines

Film Italien de Mario Martone.
Avec Andrea Renzi, Anna Bonaiuto, Lella Forte, Marco
1997 (1 h 50.)

Théâtre de guerre parce que la guerre est toujours là, nos portes, dans nos rues, dans nos esprits, que le théâtre est donc toujours d'un temps de guerre et que, partant, il ne cesse d'être un théâtre

de la guerre, ~~comme le monde tel qu'il~~
va, ~~comme la guerre telle qu'elle est~~.
L'histoire de ce film, pour peu
qu'on remplace le mot ~~histoire~~ par
celui de cinéma, est assez simple
sur cela.

C'est celle de Mario Martone, créateur indépendant d'un paysage méditerranéen italien laminé par les grands crues audiovisuels. C'est celui de son théâtre, de son cinéma, et in fine de ce film moderne et magnifique, à l'allure de manifeste culturel et esthétique. Quel proclame, contre la société, une conception de l'art défini

comme vérité du **monde** et utopie
rédemptrice. Soit, à l'extrême
opposé, l'art engagé, un engage-
ment total de l'art, dont la portée
politique et révolutionnaire se ré-
sume dans une insoumission. Cette
ambition suffit à reléguer la ten-
sion sociologique d'un certain ci-
néma français au rang de hochet,
et justifie enfin qu'on parle, en de-
hors de Moretti, d'une renaissance
cinématographique italienne.

Le théâtre napolitain, qui, en 1994, prépare un spectacle en hommage à une représentation du Sarajevo assiégé. Le film n'aurait probablement aucun sens si elle y paraitait, mais, l'on ne veut pas se laisser suspendre en la réflexion d'embellie. C'est importante car la pièce réplique - Les Sept et Thèmes, d'Eschyle qui est en abyme les principaux thèmes parcourant le film, mais le dédoublement fratricide, la guerre menée dans la ville, le dialogue entre la ville et la campagne et dévouement civique. La tragédie, et les nombreuses répétitions, devient le chœur lyrique d'un film qui déploie le problème jusqu'au temps présent, où Sarajevo et Naples seraient délibérément en miroir, l'un en arrière-plan.

Car à Naples aussi, c'est la guerre. Celle des **gangs** et des **quartiers**, avec ses **petits chefs** et ses **martyrs**, celle de **l'art** et de **la culture**, avec la **petite troupe** qui répète **avec** un **hangar** **pouilleux** des **quartiers espagnols** et le **grand** **subventionné** dirigé par un **stupide** **histrion** qui **assomme** **Shakespeare**. Ici aussi, il faut choisir **sur** **camp**, **résister** **aux** **trahisons** de **l'indifférence**, se **faire** **pour** une

idée un peu plus noble de l'homme. Martone, lui, a choisi. Contre l'existence **des** clans **en** coterie, contre **la** fragmentation **de** l'espace et la séparation des êtres, contre **le** **l'individualisme** l'esprit **de** la chapelle, il a choisi, via le théâtre, **de** filmer la tentative de donner corps à **une** **une** collective. Cela s'appelle du cinéma. Les exercices des **autres** **en** cet égard significatifs, privilégiant la reconnaissance tactile de leur propre corps, l'appropriation collective de l'espace, et la coordination **du** groupe.

L'idée de cette gymnastique politique, selon laquelle le corps permet d'harmoniser le mouvement celui d'autrui, rejoint très suggère que la plus efficace à mener en faveur Sarajevu. L'art, Martone, d'abord à comprendre qui, Naples, permet Sarajevu. L'art, Martone, un moyen d'y parvenir, en subversif l'universel par du particulier, au risque Sarajevu de porter physique. Au moins, petit à petit, quelque chose de la conscience humaine aura pu y attendre, spectateur de ce film, construit en plans elliptiques, aura pu s'extirper sa passivité pour participer à son projet. Tout peut devenir dangereusement possible, et c'est bien pourquoi, lorsque les acteurs de leur tour avec armes en plastique, prenant la ville napolitaine théâtre d'élargi des opérations, une escouade de police embarque aussi ses. Un film intelligent, sensé, séduisant.

Jacques Mandelbaum

NOUVEAU • NOUVEAU • NOUVEAU

Le guide pratique
du scénariste

Cinéma

Télévision

Écriture

Livres

Le guide pratique
du scénariste

synopsis

Depardieu
Dayan, Decoin
la tale an 3D

En vente chez votre
marchand de journaux

CAHIERS DU CINÉMA



FIN AOÛT, DÉBUT SEPTEMBRE
D'OLIVIER ASSAYAS
ENTRETIEN AVEC
FRANÇOIS CLUZET

SOMMERE : PHILIPPE
GRANDREUX S'EXPLIQUE

532
PÊTA KIEN 09

PSYCHO,
LE REMAKE DE L'EFFRON

LE FANTÔME DE L'OPÉRA :
ENTRETIEN AVEC
DARIO ARGENTO

NUMÉRO 532 - FÉVRIER 1999

CAHIERS DU CINÉMA

35 F - Chez votre marchand de journaux

Le coup de chapeau de « Business Week » aux financiers français

La bible américaine du monde des affaires félicite les patrons d'Axa, de la Société générale et de Paribas. Elle souligne que la France dispose de « techniciens d'élite entraînés à gérer de l'argent pour l'Etat »

UNE FOIS n'est pas coutume, l'hebdomadaire américain *Business Week*, qui fait référence dans le monde des affaires, titre son édition européenne, datée du 15 février, en français: « Finance, c'est nous ». Il salue ainsi à sa façon les deux grandes opérations financières annoncées à Paris lundi 1^{er} février: la fusion de la Société générale et de Paribas, pour former la quatrième banque mondiale, et le rachat par l'assureur Axa de la compagnie britannique Guardian Royal Exchange. « La France riche montre ses muscles. Deux grosses opérations témoignent qu'elle pourrait être la plus grande surprise financière de l'Europe. » Ce constat, en anglais cette fois, surplombe sur fond bleu-blanc-rouge les photos des héros de la semaine: Claude Bébéar, le président d'Axa, Daniel Bouton, celui de la Société générale, et André Lévy-Lang, celui de Paribas.

Ces deux grandes opérations de fusion, aux yeux de *Business Week*, mettent les institutions financières en position de prendre l'initiative et de tirer le meilleur parti de l'avènement de l'euro. Ce n'était pas le cas il y a tout juste deux ans, rappelle le magazine: à l'époque, les banques françaises étaient plutôt perçues comme des cibles potentielles pour des acquéreurs plus grands, tous étrangers.

Dans la bataille européenne qui va être menée, *Business Week* souligne les atouts des institutions françaises et ne ménage pas son éloge, prenant le contre-pied de la tonalité générale de la presse anglosaxonne. « La France excelle depuis

longtemps dans la finance, avec des techniciens d'élite, entraînés à gérer de l'argent pour l'Etat. C'est une des raisons pour lesquelles les Français se sont jetés devant tous les Européens dans le développement des produits financiers sophistiqués que sont les produits dérivés ou la titrisation », écrivent les cinq journalistes qui ont contribué à l'article, et qui vont jusqu'à souligner les mérites de la place financière de Paris, en particulier du marché à terme, le Matif, et de son marché d'options, le Monep. « La France a une autre arme secrète, qui pourrait être encore plus décisive: ses banques et ses compagnies d'assurances sont assises sur une richesse centenaire. »



Le magazine pointe toutefois quelques défauts bien français. Citant Felix Rohatyn, l'ambassadeur des Etats-Unis en France, il relève les limites du capitalisme français, « un concept qui a encore une certaine distance à parcourir avant

d'être totalement accepté ». L'une de ses bornes reste, selon les Américains, des marchés protégés, notamment par des avantages fiscaux dans le secteur de l'assurance. Et surtout un manque de rentabilité chronique: tout en relevant les grandes qualités d'Axa, qui talonne maintenant l'allemand Allianz, *Business Week* rappelle qu'avec un chiffre d'affaires double de celui de son rival américain AIG le groupe français gagne deux fois moins d'argent.

L'hebdomadaire prédit enfin d'autres mouvements dans le monde bancaire, avec en particulier deux cibles très exposées pour les fusions à venir: la BNP et le CCF. Il

relève que la BNP compte participer à la privatisation du Crédit lyonnais, mais que les suppressions d'effectifs qui risquent d'en résulter l'ont empêché. « Une pensée qui pourrait entraver les grandes entreprises françaises vers l'Europe financière européenne », regrette le journal. « Le pays a besoin de plus d'acteurs comme Bédaride qui pensent tout de suite à l'échelle mondiale », et surtout de se dégarer d'un « gouvernement paternaliste ». Il suffirait toutefois, annonce *Business Week*, de quelques opérations supplémentaires pour que la France soit ni plus ni moins « la surprise de l'année ».

Sophie Fay

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

Les trois ministres abordent ce procès le dos au mur. Ils sont parfaitement conscients du fait que l'opinion a choisi: pour la majorité des Français, ils sont présumés coupables. Devant l'énormité du drame, devant les centaines de vies arrachées, les centaines de familles désespérées, la recherche de responsables le plus haut placés possible, donc de politiques, donc de ministres, donc de chef du gouvernement, apparaît presque irrésistible, comme s'il fallait à tout prix (et quel que soit le droit) une proportion quasi hiérarchique entre la tragédie et les responsables coupables. Pourtant, on ne peut pas dire que les trois

ministres aient été en quoi que ce soit protégés ou épargnés. La justice française apparaît même, parmi les justices des nations démocratiques touchées par le drame, comme la plus sévère. L'alternative qui se dessine apparaît de toute façon terrible: ou bien les ministres sont condamnés, leur carrière politique s'arrête évidemment tout net, et c'est le déshonneur et le purgatoire moral, pour eux-mêmes et pour leur famille. Ou bien ils sont acquittés, et c'est une vague de protestation, de colère, de vindicte. Le dilemme est en somme entre la condamnation et l'indignation.

LE TEMPS

Sylvie Arsever

La, les procès se succèdent et aujourd'hui trois ministres

comparaissent devant une Cour de justice spéciale. Ici, un seul responsable a été condamné à une peine avec sursis... Explicables par une multitude de différences, dans les faits, dans la situation juridique et dans la nature du débat politique, les réponses opposées de la France et de la Suisse au drame du sang contaminé ne convainquent vraiment ni l'une ni l'autre.

Frapper au plus près de l'action, c'est courir le risque de s'en tenir au lampiste de service. Viser au sommet, c'est prendre celui de pénaliser non plus la décision défectueuse mais l'absence d'action, l'ignorance, voire la simple responsabilité politique.

Renoncer à frapper, c'est se résoudre à la déresponsabilisation générale...

LIBÉRATION

Gérard Dupuy

Confronté à un problème similaire, le gouvernement italien a opté pour une réponse diamétralement opposée à celle choisie par son homologue français. Tous les deux ont dû faire face à un afflux imprévu de demandes de régularisation de résidents étrangers dépourvus d'autorisation légale de séjour. Les Français se sont arc-boutés contre une régularisation générale, mettant en avant un légalisme d'ailleurs démenti dans les faits par une application plutôt arbitraire. Les Italiens ont préféré accorder libéralement les autorisations de séjour, multipliant par six le nombre de celles-ci qu'envisageait initialement leur projet. Cette attitude n'est pas seulement généreuse. Elle est aussi réaliste.

EN VUE

■ Demet Demir, persécuté par la police à l'époque où elle se prostituait, incarcérée pour ses activités politiques, transsexuelle et socialiste, se présentera aux élections municipales à Istanbul.

■ « J'ai été motivé par l'amour », s'est excusé, lundi 8 février, auprès de ses collègues, Tom Spencer, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, homosexuel, intercepté à l'aéroport d'Heathrow, près de Londres, avec du cannabis et des revues gay dans ses bagages, avant de quitter l'hémicycle sous les applaudissements, et de rejoindre sa femme Liz.

■ Dans son assignation contre Timothy Boomer, canoëiste qui, en se retournant sur la Riffle River, avait lancé une bordée d'injures sans se soucier de la présence sur la rive d'une jeune femme et d'un shérif adjoint, un tribunal du Michigan a surtout retenu: « b... de m... » et « p... de p... ».

■ Les lycéens de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, demandent aux autorités de reporter une séance de vaccination afin qu'elle ne précède pas la séance d'exorcisme qu'ils ont aussi réclamée après la mort suspecte de trois de leurs camarades en quinze jours.

■ Jeudi 7 janvier, les gendarmes avaient arrêté à temps la main d'une épouse de Baïgues, qui, pour assassiner son mari, avait eu recours, sur le conseil d'un ami, à une cartomancienne de Vesoul qui l'avait adressée à un marabout de Mulhouse, fabricant de poisons mortels.

■ Dimanche prochain, cent cinquante couples se fianceront dans la basilique Saint-Valentin de Terni, en Italie, devant les reliques du patron des amoureux. Vingt mille couples se sont mariés, au stade olympique de Séoul, devant le révérend multilatéraliste Sun Myung Moon, dimanche dernier.

■ Moon, la loutre dont on avait perdu la trace, a été retrouvée grâce à ses empreintes dans la neige. Henri Goetschy, président de l'Association pour la protection de la faune sauvage et la réintroduction des cigognes en Alsace, s'est réjoui: « Elle était à la recherche d'une belle caciche » (lieu où cet animal fait son nid).

■ « Vous savez, c'est une plante très utile. Elle sert de refuge à nombre d'espèces; elle abrite quantité d'insectes et ses fruits nourrissent les oiseaux en hiver », ont dû expliquer les gardes de l'Office national des forêts à un homme, récemment surpris en flagrant délit, qui, pour sauver de l'asphyxie les arbres, avait, depuis des mois, à la scie égoïne les lierres des forêts d'Alsace.

Sylvie Dodeller

Christian Colombani

www.multimania.com/parodie/lemonde.html

La Plume laïque s'amuse à mélanger les parodies de journaux intimes... et d'un certain quotidien du soir

« LE MONDE de la réflexion: un site consacré au monde des "diaristes" (ceux qui tiennent leur journal intime), dont l'habillage a été emprunté au site du Journal français Le Monde. Apparemment, cette parodie est considérée par les lecteurs du site comme la plus drôle. » Mis à part le surtitre en lettres cursives, on pourrait presque s'y tromper: mêmes bandes bleues, même mise en page, même typographie et mêmes rubriques, « Dossiers en ligne », « Le Journal avant 17 heures », « Portrait d'un quotidien... ». Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la chronique boursière affiche la cote des journaux intimes en ligne les plus célèbres. En titres de une, on trouve « le rapport de Kenneth Starr sur les mœurs de certains diaristes » ou « Le diariste "E" est né! de la planète Mars ». La critique cinématographique est consacrée à *Fourmizade*, un film récent qui met en scène une femme de synthèse poussée par son analyste à écrire un journal intime, et à un mari à tout prix, de Lisa Van Gence...



Cette édition très spéciale du Monde est l'œuvre de Nicolas, étudiant en droit, créateur du site La Plume laïque. Nicolas détourne aussi d'autres sites, comme celui de Elle ou de la boutique Yves Rocher, mais son objectif est toujours le même: se moquer des auteurs de

journaux intimes qui s'affichent sur le Web. Sa vocation lui est venue après avoir lu un article du Monde consacré à un site québécois reprenant les journaux intimes publiés sur le Web (*Le Monde* du 14 février 1998). Il découvre les œuvres de quelques diaristes, et décide de se

lancer à son tour. Mais, très vite, il se prend à parodier ses « camarades » les plus malhabiles ou les plus prétentieux. Puis, gagnant en féroce, il épingle les menteurs et les faublaiseurs. Toujours par le truchement de ses journaux détournés, il s'attaque aux motivations invraisemblables des diaristes. Dans la rubrique « le conseiller », il est question de ceux qui affichent leur adresse électronique dans l'espoir de recevoir des messages d'admirateurs. « Le journal d'un voyageur » est une « contribution aux journaux partiellement faux... ou vrais ». A noter également: « Celles que je veux », et « La boutique de produits dérivés », qui se moque de l'égoïsme des auteurs. Certains textes ne seront évidemment appréciés que par ceux qui ont lu les sites parodiés, mais les non-initiés peuvent en saisir l'ironie. Inutile de préciser que l'humour de Nicolas a été diversement accueilli dans le petit monde des diaristes du Web.

Tableau de chasse

par Alain Rollat

J'ÉTAIS à l'affût mais sans arme. Dernière mon écran, l'autre nuit, je me croyais à l'abri. Paul Amar m'avait juré que je ne courais aucun danger. Je savais que, personnellement, il s'exposait. On ne met jamais des chasseurs et des écologistes face à face, même sur un terrain aussi convivial que le plateau de « D'un monde à l'autre », sans qu'il y ait un risque de pétard. Mais l'ami Paul se faisait fort de faire respecter sa tentative de médiation et je lui faisais confiance.

Donc, je témoigne que ce sont les écologistes qui ont ouvert le feu. Le porte-fingue des chasseurs de l'Alsace les a nargués quand il a dit que Dominique Vovnet ferait mieux de protéger les consommateurs contre le maïs transgénique. Mais il s'agissait d'un banal coup de semonce. Le défenseur attitré des palombes, Alain Bougrain-Dubourg, toujours aussi téméraire, a envenimé la situation.

Quel besoin avait-il de se dire « révolté » à l'idée que les chasseurs cherchent à le piéger « dans l'image de l'anti-chasse primaire », alors que la battue n'avait même pas commencé? Son tir de barrage a eu un impact négatif. Et tout a commencé à dégénérer lorsqu'un ornithologue du Nord s'est livré à un tir impulsif contre les chasseurs de sa région, qu'il a accusés de « faire régner la terreur sur le littoral du Pas-de-Calais ». Venu la fleur au fusil, le garde champêtre de Bègles, Noël Mamer, aurait pu s'interposer. Il a, au contraire, fait un carton sur le Nemrod parlementaire des Alpes-Maritimes, Christian Estrosi, auquel il a reproché de s'être rallié aux chasseurs par « clientélisme ».

Je ne me souviens plus très bien de la suite. Quand Alain Bougrain-Dubourg a parlé d'imposer « l'alcotot » à tous les vlandards, le président de l'Union nationale des chasseurs a lancé son cri de

guerre: « L'homme est un prédateur! » Le délégué des gardes-chasses a retourné son fusil contre lui en le taxant d'« incitation à l'incivisme ». Mais c'est l'émissaire des protecteurs des animaux sauvages qui a déclenché la grosse artillerie en plombant, sans sommation, « la lâcheté de la classe politique qui vote n'importe quoi pour faire plaisir au lobby des chasseurs ». Comme il s'agissait d'un non-voyant, tout le monde l'a respectueusement laissé tirer à l'aveuglette. Mais ce fut ensuite Fort-Alamo.

Je revêts Paul Amar, dans la mêlée des deux meutes, me faire de grands signes, en gros plan, plein cadre. Je l'entends encore crier: « Coupe! Coupe! Coupe leurs micro! » Mais pourquoi m'ont-ils pris alors pour le pigeon? C'est la première fois, Monsieur le vétérinaire, que ma chronique sort d'une émission trouvée comme une passeoire...

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante:

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 066 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

* Prix de vente au numéro (hors taxes) en France métropolitaine uniquement. Soit 360 F d'économie

Je joins mon règlement soit: ☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde ☐ par carte bancaire N° _____ F 901 M001

Dats de validité _____ Signature: _____

☐ M. ☐ Mme Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Localité: _____ Code postal: _____

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN 2 180 F 2 380 F

3 mois 595 F 700 F

* Pour tout renseignement concernant: le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-60 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

■ Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro actualisé: 0 800 022 021 (0,02 F TTC/mn)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex.

Au moins dix personnes ont été tuées dans l'avalanche de la vallée de Chamonix

La coulée de neige a submergé une douzaine de chalets du village du Tour

LYON

de notre correspondant régional
L'avalanche de neige poudreuse, qui a submergé une douzaine de chalets dans la vallée de Chamonix et effleuré une dizaine d'autres, était « effrayante » selon un habitant du village du Tour (Haute-Savoie). Celui-ci a assisté, mardi 9 février, en début d'après-midi, à la descente de cette imprévisible coulée de neige qui s'est engouffrée entre les villages de Mont-Roc et du Tour (1 450 mètres d'altitude). Précédée par un souffle puissant mais silencieux et un brouillard blanc, la coulée de trois cents mètres de large et haute d'une dizaine de mètres, a traversé une forêt puis coupé de part en part l'étroite vallée avant de remonter sur les pentes opposées où elle s'est enfin évanouie.

Partie de la montagne de Péclet (2 900 mètres), la coulée a pu, selon les spécialistes, atteindre la vitesse de près de cent kilomètres à l'heure au moment de l'impact avec les chalets. Elle a transporté plusieurs habitations sur des dizaines de mètres. Seule la population des villages proches du lieu du drame a pu rapidement s'en approcher. Les premiers secours venus de Chamonix et du village d'Argentière, ont dû parcourir à pied ou à ski les quatre kilomètres qui les séparaient de l'accident. Les routes d'accès aux villages de Mont-Roc et du Tour étaient en effet coupées par des

amas de neige de plusieurs mètres de hauteur.

Mercredi matin, les sauveteurs éprouvaient toujours de grandes difficultés pour établir le bilan définitif de cet accident. Dix corps ont été extraits de l'avalanche mais d'autres victimes pourraient encore se trouver sous la masse de neige. Une vingtaine de personnes sont sorties indemnes ou blessées de l'avalanche. Plusieurs chalets étaient occupés notamment par des touristes français et étrangers venus passer des vacances à la montagne. Mais le nombre de leurs occupants demeure incertain. Plusieurs jours seront nécessaires pour fouiller les débris et

Les précédentes catastrophes en France

La vallée de Chamonix est l'une des plus exposées aux risques d'avalanches. Le 2 février 1978, une coulée partie de la montagne des Posettes avait atteint le village du Tour et pulvérisé trois chalets. Cinq corps avaient été retirés des débris. Le même jour, quatre promeneurs furent emportés par une avalanche alors qu'ils marchaient sur la route reliant Chamonix au village d'Argentière.

En France, les avalanches les plus meurtrières sont survenues en 1970 dans la station de Val-d'Isère (Savoie). Trente-neuf personnes furent ensevelies sous un chalet des Centres de plein air. La même année, un glissement de terrain provoqué par la fonte des neiges fit soixante-dix-neuf victimes au plateau d'Assy (Haute-Savoie). Le 21 novembre 1992, une avalanche tua sept skieurs sur les pistes de la station de Val-Thorens (Savoie). Enfin, le 9 janvier 1998, un groupe d'adolescents qui effectuaient une randonnée près de la station des Orres (Hautes-Alpes) était emporté par une avalanche. Onze enfants et adultes furent tués et neuf autres blessés.

Une vingtaine de personnes sont sorties indemnes ou blessées de l'avalanche. Plusieurs chalets étaient occupés notamment par des touristes français et étrangers venus passer des vacances à la montagne. Mais le nombre de leurs occupants demeure incertain. Plusieurs jours seront nécessaires pour fouiller les débris et

sés par l'avalanche. Celle-ci est survenue après une période de chutes de neige très intense qui a débuté samedi 6 février, sur l'ensemble du massif alpin. Les précipitations se sont interrompues le 8 février puis elles ont repris brusquement le lendemain, jour de l'avalanche meurtrière. En quatre jours, la couche s'est éle-

Jacques Villecroze du centre Météo-France de Saint-Martin-d'Hères (Isère). Mais selon ce spécialiste, cette situation n'est pas exceptionnelle. Les pentes qui dominent les villages sinistrés ont connu un enneigement équivalent au cours de l'hiver 1988. Aucune avalanche ne s'était alors produite dans ce secteur. Les archives de Chamonix font remonter à 1908 la date d'une coulée ayant traversé la vallée. Mais son itinéraire n'était pas le même que celui de cette année.

Les caractéristiques physiques de la puissante avalanche, formée par de la neige poudreuse accompagnée d'un phénomène d'aérosol - « dont l'écoulement est aérien », note M. Villecroze -, expliquaient la trajectoire inhabituelle prise par la coulée.

L'avalanche a, en effet, détruit des habitations situées, selon le maire de Chamonix, Michel Charlet, « en zone blanche, c'est-à-dire constructible. De mémoire d'homme et d'après toutes les études faites, l'avalanche n'aurait pas dû venir à cet endroit ». Un guide d'Argentière faisait toutefois observer qu'en montagne, « la vie d'un individu n'est rien. Ce n'est pas la mémoire d'une génération mais celle de plusieurs qui font les bonnes cartes d'avalanches. En 1978, près du Tour, une coulée a emporté des arbres qui avaient plus de deux cents ans ».

Claude Francillon

« Sécu », mutuelles et assurances parviennent à un accord sur les dépenses de santé

L'ÉVÈNEMENT est suffisamment rare pour être mentionné. Au terme d'une réunion, le 5 février, puis d'ultimes « réglages » au début de la semaine, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts), la Fédération nationale de la mutualité française (Fnme) et la Fédération française des sociétés d'assurances (Ffsa) sont parvenues à un protocole allant bien au-delà d'un accord sur la couverture maladie universelle (Cmu), destinée à six millions d'exclus ou de personnes en situation précaire. Avec ce texte qui devra être approuvé, jeudi 11 février, par le conseil d'administration de la Cnamts, ces trois partenaires et les institutions de prévoyance s'engagent sur des objectifs communs en matière de maîtrise des dépenses de santé.

Cette « sainte alliance » - inédite - entre mutuelles et assureurs doit beaucoup aux choix de Martine Aubry. Passant outre à la volonté de la Cfdt, de la Mutualité et des assureurs de réserver la gestion de la part complémentaire de la Cmu aux seuls organismes compétents (mutuelles, institutions de prévoyance, assurances), la ministre de la solidarité a autorisé la Sécurité sociale, responsable de la couverture de base, à gérer aussi la complémentaire. Au risque, selon les opposants à ce

scénario, de brouiller les frontières tracées il y a cinquante ans entre les régimes obligatoires et les complémentaires (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

Dans leur texte, dont chaque mot a été négocié jusqu'à la dernière minute, les signataires relèvent « trois éléments forts de consensus » entre eux : le droit à l'accès aux soins est « pleinement constitutif de la citoyenneté », notent-ils ; la Cmu doit « faire reculer les inégalités face à la santé » ; cet accès aux soins de plein exercice doit passer par la coordination et la complémentarité entre la « Sécu » (630 milliards de francs de prestations, soit 96 milliards d'euros) et les autres financeurs (80 milliards). Aussi affirment-ils qu'« il n'y a pas dans la vocation actuelle des organismes gestionnaires des régimes obligatoires et complémentaires de se concurrencer sur leur terrain respectif ».

La Cnamts, la Fnme et la Ffsa précisent que la mise en place de la Cmu « doit s'organiser, pour ses bénéficiaires, dans des conditions aussi proches que possible du droit commun », afin d'éviter d'enfermer ses six millions de bénéficiaires dans un ghetto. Le principe de subsidiarité devra donc jouer, et les caisses ne pourront se substituer aux mutuelles et aux assurances « qu'en cas de carence constatée » de ces dernières. En outre, elles négocieront avec la Cnamts un accord afin que, pour les personnes couvertes par la Cmu, les professionnels de santé n'aient pas à s'adresser à plusieurs payeurs, puisque la Cmu prévoit le tiers-payant pour ses bénéficiaires.

En outre, elles négocieront avec la Cnamts un accord afin que, pour les personnes couvertes par la Cmu, les professionnels de santé n'aient pas à s'adresser à plusieurs payeurs, puisque la Cmu prévoit le tiers-payant pour ses bénéficiaires.

En outre, elles négocieront avec la Cnamts un accord afin que, pour les personnes couvertes par la Cmu, les professionnels de santé n'aient pas à s'adresser à plusieurs payeurs, puisque la Cmu prévoit le tiers-payant pour ses bénéficiaires.

En outre, elles négocieront avec la Cnamts un accord afin que, pour les personnes couvertes par la Cmu, les professionnels de santé n'aient pas à s'adresser à plusieurs payeurs, puisque la Cmu prévoit le tiers-payant pour ses bénéficiaires.

CONTRAINTES POLITIQUES

Au-delà même de leur position commune sur la Cmu, l'accord intervenu entre Jean-Marie Spathe (Cfdt), président de la Cnamts, Jean-Pierre Davant, patron de la Mutualité française, et Denis Kessler, président de la Ffsa (et numéro 2 du Medef), sur « la nécessité d'une réorganisation du système de soins », peut créer une nouvelle donne. Alors que le gouvernement semble incapable de limiter la forte progression des dépenses médicales, qui a dépassé 4 % en 1998, un front commun des organismes payeurs se dessine face à des professionnels de santé.

Ainsi, la « Sécu », les mutuelles et les assurances envisagent de définir un « panier des biens et services » dont l'utilité médicale est indiscutable. Cette couverture donnerait lieu à un remboursement mieux coordonné entre les différents payeurs, les organismes complémentaires étant libres, au-delà, de prendre en charge ce

qu'ils veulent. Toute la question est néanmoins de savoir ce que comportera ce panier « révisable périodiquement ». Le risque est grand qu'il ne détermine une protection à minima, même si la Cfdt assure qu'elle veillera à ce qu'il couvre les besoins réels de la population.

Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur son projet de loi, en cours d'examen au Conseil d'Etat. Au ministère de la solidarité, on dit que le texte, qui est équilibré, a été arbitré par le premier ministre et ne sera pas modifié. Dans l'exposé des motifs du projet, M^{me} Aubry rappellera cependant que tous les bénéficiaires de la Cmu ont, à terme, vocation à entrer dans le droit commun, et donc à être couverts par un organisme complémentaire. Mais dans l'immédiat, le gouvernement a dû tenir compte de contraintes politiques : le PCF, une partie du PS, la CGT et les associations voyaient d'un très mauvais œil l'introduction du « loup » des assurances dans la « bergerie » de la Sécurité sociale, et ils souhaitent même que la « Sécu » s'occupe seule de cette population. Lionel Jospin, sensible à leurs arguments, a coupé la poire en deux.

Jean-Michel Bezat

M. Jospin rejette les « spéculations » sur ses projets fiscaux

LE DÉBAT sur une baisse des impôts en l'an 2000 a-t-il déjà eu lieu au sein du gouvernement ? Et a-t-il été tranché, comme le suggèrent différents acteurs de cette discussion, dans le sens d'un relatif statu quo ? A ces deux questions, Lionel Jospin a répondu par la négative, mardi 9 février, à l'occasion d'une visite au groupe socialiste du Sénat. « Il n'y a aucune discussion engagée au gouvernement » sur une évolution de la fiscalité (TVA, baisse de l'impôt sur le revenu notamment) en 2000, a-t-il assuré, selon Claude Estier, président des sénateurs socialistes. « Tout ce qui est dit actuellement est pure spéculation », a continué M. Jospin, en ajoutant que le gouvernement « discutera le moment venu » de ce délicat sujet.

Au même moment pourtant, Jean-Marc Ayraut, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a tenu des propos sen-

siblement différents. A l'entendre, la discussion paraît déjà avancée. « Il n'y aura pas de grand soir fiscal, a-t-il déclaré. (...) Il y aura des évolutions modestes. » Selon le député de Loire-Atlantique, il s'agit de ne « pas hypothéquer l'action publique, celle de l'Etat », qui, a-t-il souligné, va devoir financer la couverture maladie universelle (Cmu), ainsi que de nouveaux efforts pour la justice, la police et l'éducation nationale.

Pour arrêter définitivement ces chocs, le gouvernement doit cependant attendre le mois d'avril avant de connaître la marge budgétaire qui lui permettra de financer les grandes réformes annoncées pour l'an 2000. Mais d'ores et déjà, personne ne s'attend à ce que celle-ci soit importante : compte tenu du « trou d'air » que traverse aujourd'hui l'industrie française - lequel ne sera fiscalement « visible » qu'en l'an 2000 -, cette

marge, estime-t-on à Bercy, sera probablement très limitée. Aussi le ministère des finances prévoit-il aujourd'hui, davantage qu'une diminution de l'impôt sur les ménages - évoquée pourtant il y a deux semaines (Le Monde du 28 janvier), une mise à l'étude de sa simplification.

« SORTIR DIGNEMENT »

Pour M. Ayraut, « si l'on abaisse le taux d'imposition de la tranche supérieure, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une mesure de justice fiscale et sociale ». En revanche, la possibilité d'instaurer une retenue à la source pour l'impôt sur le revenu est aujourd'hui à l'étude. Tout comme la possibilité de procéder à des baisses « ciblées » de TVA (Le Monde du 10 février 1999).

Le premier ministre a également profité de son passage devant les sénateurs socialistes pour faire le point sur d'autres réformes.

Concernant la modification du scrutin sénatorial, il a indiqué que le projet de loi sera examiné par le conseil des ministres à la mi-mars et discuté au Sénat, en première lecture, en mai-juin, « avant les vacances d'été ». « Cette réforme sera menée à son terme car comme il s'agit d'une loi ordinaire, l'Assemblée nationale aura le dernier mot », a déclaré le chef du gouvernement.

Au sujet de la parité femmes-hommes, M. Jospin a souligné que le 16 février, à l'Assemblée nationale, pour l'examen en seconde lecture, « le gouvernement et les députés ne changeront pas de position ». « Ce sera au Sénat le 4 mars de montrer ses intentions, s'il souhaite bouger » afin, a-t-il précisé, qu'il puisse sortir « dignement de ce dossier ».

Jean-Michel Apathie et Virginie Malingre

Rites d'Alsace

par Pierre Georges

L'ALSACIENNE est appétissante. C'est un fait républicain. D'ailleurs, on se souvient, chaque fois qu'un chef d'Etat français visite nos provinces de l'Est, le cérémonial est le même : deux ou trois jeunes filles costumées régionales, à la façon de l'Alsace, sont présentées à l'accueil. Elles esquissent une vague pas de révérence, offrent, quand la saison s'y prête, un petit bouquet de fleurs des champs, murmurent peut-être un compliment. Et tout président de la République française qui se respecte se doit, en retour, de faire la bise aux grâces rougis-

santes à coiffe noire. Ce n'est pas une corvée. Pas même une habitude. C'est un rite. L'hommage de la France à son Alsace chérie. Mardi soir donc, Jacques Chirac était à Marlenheim, aimable commune que chacun situera immédiatement dans le Bas-Rhin. Il y recevait, à dîner et à discuter, le chancelier allemand Gerhard Schröder. Et bien sûr, la télévision était là pour une saynète de genre plutôt tendre et amusante.

Sauf le respect qui lui est dû, Jacques Chirac n'est pas le dernier lorsqu'il s'agit de fonder en piqué sur la tendre joue alsacienne. Notre président, donc, prit dans ses vastes bras une douce et belle enfant du pays. Et en tout bien, tout (grand) honneur, il lui fit deux gros poutous républicains. Où l'amusement commence, c'est que Gerhard Schröder fut un instant désarçonné. Lui qui avait serré la main de la deuxième grâce, constata du coin de l'œil son erreur protocolaire et se reprit très vite. Puisque la coutume, l'usage étaient d'embrasser l'Alsacienne, il embrassa aussi. Et vivement. Double ration

pour les deux jeunes filles. Ce qui, d'évidence, leur fera des souvenirs pour l'hiver au coin du poêle. En faïence évidemment.

L'Alsacienne est appétissante. L'Alsace aussi. La preuve, le menu concocté par le chef du restaurant deux fois étoilé de Marlenheim, le Cerf. Sous cette appellation cynétique qui fleurit bon son terroir se cache un haut-lieu de la gastronomie alsacienne. Michel Husser, le chef donc, avait inventé une sorte de fête de l'esprit, des sens et des saucés dont l'Agence France-Presse s'est fait un plaisir de donner communication. Excellente initiative, façon comiques et banquets.

On sait vivre à Marlenheim ! La preuve. D'entrée en amuse-bouche, des Flammenküche, des terrines d'anguille et de saumon, et surtout un brik de tête de veau très chiraquien. Ensuite, un mille-feuille de foie gras (d'Alsace évidemment) et truffes noires du Périgord (de l'intérieur, en somme). Pour suivre, une « choucroute à noble façon » au cochon de lait. A venir, l'infamie trio des trois munsters, l'un chaud dans une pomme de terre, l'autre mariné, le troisième affiné. Pour se remettre, le premier des desserts, une pure merveille japo-alsacienne, le « sautoubo », génoise au chocolat grand cru, coulis à la vanille et glace au café-crème. Enfin, pour finir, pour les finir, la surprise du chef, un « Hoppla, voilà la cigogne ! », nom étrange pour un sorbet à l'alcool de coing. Le tout arrosé de grands crus alsaciens.

Voilà, c'est tout ce que l'on avait à dire ce matin, dans la morne désolation d'une chronique écrite en trempant un croissant trop sec dans un café trop froid.

Les députés adoptent le projet de loi sur l'aménagement du territoire

LE PROJET de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire de Dominique Voynet a été adopté, mardi 9 février, en première lecture par 304 députés (243 socialistes, 34 communistes, 27 membres du groupe Radical, Citoyen, Vert) contre 246 voix (130 RPR, 68 UDF, 43 DL et 5 non-inscrits). Au nom du groupe RCV, dont le vote n'était pas acquis en début de discussion, Roland Carraz (MDC, Côte-d'Or) a souligné les « inquiétudes », en particulier, des députés du Mouvement des citoyens (MDC), « très attachés à l'Etat, au département et à la commune ». Aussi M. Carraz a-t-il annoncé l'abstention du MDC et le vote favorable des Verts et des radicaux de gauche (PRG). La consigne a été observée à deux exceptions près : Jean Rigal (PRG, Aveyron) s'est abstenu, alors que Michel Suchod (MDC, Dordogne), notamment parce qu'il est rapporteur du budget de l'environnement, a voté pour.

Un 66^e miracle authentifié à Lourdes

L'ÉVÊQUE du diocèse de Tarbes et Lourdes, Mgr Jacques Perrier, a rendu publique, mercredi 10 février, l'authentification par l'Eglise de la 66^e guérison miraculeuse survenue à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Jean-Pierre Bely, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, demeurant à La Couronne, dans la banlieue d'Angoulême, était atteint d'une sclérose en plaques depuis 1972. Il souffrait de troubles de plus en plus invalidants et ne se déplaçait qu'en fauteuil roulant depuis 1984. En octobre 1987, il a participé au pèlerinage du Rosaire à Lourdes. Après avoir reçu le sacrement de la Réconciliation, Jean-Pierre Bely, « de façon soudaine, inattendue et subite, a retrouvé le 9 octobre [1987] toutes ses fonctions normales ». « Ce n'est ni un faussaire, ni un hypocrite, ni un magicien, ni un homme manipulé par un sorcier », a déclaré Mgr Perrier. (Corresp.)

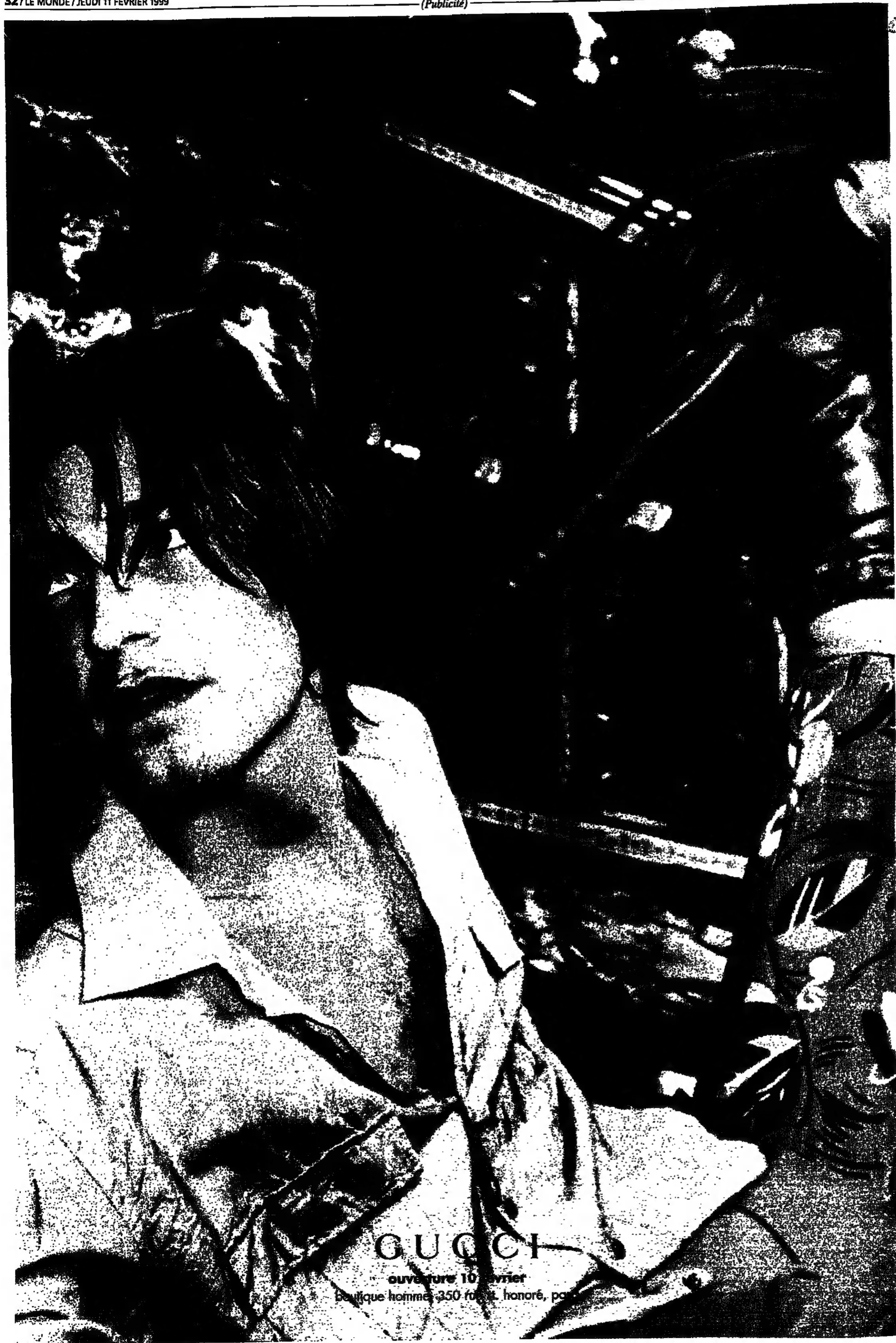
DÉPÊCHES

■ **INDONÉSIE** : le dirigeant est-timorais Xanana Gusmao, détenu à Djakarta, a été transféré, mercredi 10 février, dans une maison-prison du centre de la capitale. Les autorités indonésiennes répondent ainsi aux pressions internationales demandant la libération de M. Gusmao. Le ministre de la justice a cependant précisé que le statut de prisonnier de M. Gusmao, condamné à vingt ans de prison pour sédition, restait inchangé. (AFP)

■ **ÉDUCATION** : la journée d'action des enseignants en Ile-de-France, à l'appel du SNES, de SUD-éducation, de la coordination Paris-Nord et des comités « anti-Allègre », a été peu suivie, mardi 9 février. Le ministère de l'éducation nationale a comptabilisé entre 4 et 5 % de grévistes dans les trois académies. Mille cinq cents à deux mille personnes ont participé à une manifestation à Paris. Une autre journée d'action est prévue vendredi 12 février en Ile-de-France. En Moselle, plus de la moitié des écoles primaires étaient en grève, mardi.

■ **JAPON** : trois concours d'expression sur le Japon sont organisés, pour la dixième année consécutive, en direction des lycéens et des étudiants attirés par la culture nipponne. Organisée par l'Association des industries électroniques du Japon (EIAJ) et la Maison de la culture du Japon à Paris, avec la participation du quotidien japonais Asahi Shimbun et du Monde, des compagnies All Nippon Airways et Japan Airlines, et de la compagnie de télévision NHK, la session 1998-99 offrira neuf voyages au Japon pour les meilleurs finalistes. Renseignements : IRM Europe, 174, boulevard Haussmann, 75008 Paris ; tél. : 01-50-59-62-20. Date limite des inscriptions : 16 février.

مركزنا من الامم



Le

Bill Clinton

Le président américain Bill Clinton a été élu à la présidence de la République des États-Unis.



La dette de reconstruction

La dette de reconstruction des États-Unis est devenue un problème majeur pour le pays. Le président Clinton a promis de réduire cette dette, mais les experts estiment que cela sera difficile à réaliser.

La sur



DO

17-27
- 529
522
522